



**Direction du Secrétariat
Général
Service Assemblées et Vie des
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
JANVIER – FEVRIER 2022**



Direction du Secrétariat
Général
Service Assemblées et Vie des
Institutions

SOMMAIRE
RAA
JANVIER – FEVRIER 2022

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 1^{er} février 2022*)

3

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 1^{er} février 2022*)

216

PARTIE 3 : ARRÊTES (*Mois de janvier – février 2022*)

367

PARTIE I - DELIBERATIONS

	Pages
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	7
HORS COMMISSION	63
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	99
RESSOURCES	131
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	166

PARTIE I
SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-001	Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de Développement Durable - année 2021	8
V2022-009	Valorisation des énergies renouvelables - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies pour la réalisation d'une installation de chaufferie bois-énergie au centre technique municipal Garosud - Convention de cofinancement d'une étude de faisabilité - Autorisation de signature	13
V2022-010	Projet de Zone d'aménagement Concerté Hortus-Mende - Objectifs et modalités de concertation - Approbation	16
V2022-011	Projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la réalisation de la ZAC Nina Simone - Avis favorable de la commune	20
V2022-012	Quartier Croix d'Argent - Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation	23
V2022-013	Quartier Croix d'Argent - Acquisition de la parcelle cadastrée EL 177 pour 434 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation	26
V2022-014	Gymnase Françoise Spinosi - Convention d'autorisation de passage sur la parcelle SM39 entre la Ville de Montpellier et Autoroutes du Sud de la France (ASF) - Autorisation de signature	29
V2022-015	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès - Convention de servitude de passage d'une canalisation d'un réseau d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sur une propriété Ville - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 - Avenue Raymond Dugrand - Autorisation de signature	32
V2022-016	Cession d'une emprise de 135 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle LR 341b - Avenue de Louisville - Approbation	35
V2022-017	Cession d'une emprise au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle HK 476 - rue de Valençay - Approbation	37
V2022-018	Cession à ACM Habitat de la parcelle cadastrée KY n°15 située Impasse des Moulins à Montpellier - Approbation	40
V2022-019	Préemption de la propriété de la SCI La Multicolore - 42 et 44 rue Frédéric Bazille - Cession à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	43
V2022-020	Préemption de la propriété de Madame VINCENS veuve COUSTELLIER, 139 avenue d'Occitanie - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature	46
V2022-021	Aménagement de la zone Gué du Lez - Domaine de Restinclières - Communes de Prades-le-Lez, Les Matelles et Saint-Clément-de-Rivière - Convention de superposition d'affectations publiques avec le Conseil Départemental de l'Hérault - Autorisation de signature	49
V2022-023	Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et l'entreprise agricole de Marie DURAND HULAK pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la parcelle sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Approbation - Autorisation de signature	52

PARTIE I
SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (suite)	PAGE
V2022-024	Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et l'entreprise agricole NEAFILA pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la parcelle et de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Approbation - Autorisation de signature	55
V2022-044	Mission à Rufisque (Sénégal) - Appel à projets franco-sénégalais 2020 de coopération décentralisée autour des systèmes alimentaires territoriaux - Financement de la mission - Approbation	57
V2022-045	Mission d'expertise sur la thématique de la restauration collective à Fès au Maroc - Financement de la mission - Approbation	60
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-004	Dénominations de parcs et squares de la Ville de Montpellier - Approbation	64
V2022-037	Organisation du temps de travail à 1607h - Jours de compensation accordés dans le cadre de cycles de travail contraints - Approbation	67
V2022-055	Attributions de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	70
V2022-057	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	90
V2022-058	Organismes extérieurs - Société publique locale - SPL SA3M - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	92
V2022-059	Organismes Extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation	94
V2022-060	Procès-verbaux des Conseils municipaux du 30 novembre et du 16 décembre 2021 - Approbation	97
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2021-005	Réhabilitation des terrains de tennis des Garrigues - Quartier de la Mosson-Hauts de Massane - Approbation	100
V2021-007	Convention cadre triennale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Syndicat AOP Languedoc pour la coorganisation du salon des vins d'Occitanie à Montpellier - Autorisation de signature	102
V2021-008	Montpellier Grand Cœur - Programme de restauration et de mise en valeur de l'aqueduc des Arceaux et aménagement d'une coulée verte - Approbation	105
V2021-025	Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Ier d'Aragon à l'association Corée'graphie - Approbation d'un loyer minoré - Autorisation de signature	108
V2021-026	Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King - Approbation - Autorisation de signature	111

PARTIE I
SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE (suite)	PAGE
V2021-027	Création d'un Street Work Out sur le Complexe Sportif Bernard Jouanique - Approbation	115
V2021-028	Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Rugby Club - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature	117
V2021-029	Appel à projets résidences artistiques de recherche et de création en spectacle vivant au Théâtre de la Vista - La Chapelle - Approbation	120
V2021-030	Comédie du Livre 2022 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature	123
V2021-031	Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2024 avec la cité scolaire Françoise Combes dans le cadre de l'option théâtre - Avenant 2021/2022 - Approbation - Autorisation de signature	125
V2021-032	Gestion des Archives - Convention de prestation de services entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Renouvellement 2021/2024 - Approbation - Autorisation de signature	127
V2021-046	Chapelle Saint Charles - Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de tourisme - Mise à disposition à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature	129

N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2021-002	Vote en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Créations, révisions et clôtures - Adoption	132
V2021-003	Budget Primitif 2022 - Adoption	138
V2021-033	Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier - Exercice 2022 - Approbation	143
V2021-034	Ligne 5 de Tramway - Convention relative au versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	148
V2021-035	Projet de renouvellement urbain Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Garantie d'Emprunt - Approbation	151
V2021-036	Débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire	154
V2021-038	Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	157
V2021-039	Convention de groupement de commandes - Marché n°4592EP16 - Serrurerie de voirie - Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures - Avenant n°1 - Autorisation de signature	160
V2021-056	Réhabilitation du Skatepark de Grammont - Création d'un centre d'entraînement BMX Freestyle - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation	163

PARTIE I
SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2021-006	Ville Amie des Enfants - Convention partenariale entre la Ville de Montpellier et UNICEF - Plan d'action municipal 2020/2026 - Approbation - Autorisation de signature	167
V2021-022	Programme de vidéoprotection et de vidéooverbalisation urbaines - Exercice 2022 - Approbation	170
V2021-040	Fonctionnement des Relais Petite Enfance - Conventions entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Conseil départemental - Approbation - Autorisation de signature	174
V2021-041	Attributions de subventions et propositions artistiques et culturelles pour les écoles - Année scolaire 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature	177
V2021-042	Attributions de subventions dans la cadre du projet Classes de Découverte Vertes et Neige - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	183
V2021-043	Convention de partage de données relatives à la démographie et à la sectorisation des établissements d'enseignement du premier et second degré entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	188
V2021-047	Mises à disposition des salles dans les Maisons Pour Tous à titre gratuit - Approbation - Autorisation de signature	190
V2021-048	Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Institut Universitaire Maïmonide, Averroes, Thomas D'Aquin - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	193
V2021-049	Attribution de subventions dans les cadre des thématiques "Droits des femmes" et "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	195
V2021-050	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	199
V2021-051	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	203
V2021-052	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	206
V2021-053	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	210
V2021-054	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	213

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de Développement Durable - année 2021

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Pour des raisons de conformité avec la loi, il est fait usage du terme « rapport Développement durable » et de l'architecture du document sous la forme des cinq chapitres précités. Par développement durable, il convient cependant de comprendre « transition écologique et solidaire », terme plus en adéquation avec les politiques publiques mises en place au sein de la Ville de Montpellier.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier, pour l'année 2021. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2022.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, et poursuivie en 2021, entraîne une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail ; adaptation qui se fait sentir au fil du présent rapport.

Les actions phares

La Ville engage durablement son action dans la transition écologique et solidaire

Pour la première fois, la Ville de Montpellier formalise, en 2021, sa prospective budgétaire dans une programmation pluriannuelle d'investissements. Cette programmation 2021-2026, ambitieuse, permet une vision globale des objectifs d'investissement de la mandature, en accord avec le projet de mandat et les objectifs de développement durable de la Collectivité. Son volontarisme, indispensable à la relance du territoire et à la protection des habitants et habitantes, s'articule autour des enjeux identifiés par la Ville : redonner la priorité aux écoles et aux enfants, apaiser la ville, construire la Ville Parc, permettre l'épanouissement de chacun au travers d'un plan de rénovation pour le sport de proximité ou encore l'appui à la vie associative, bâtir une ville plus proche et solidaire, ainsi qu'une ville qui protège.

Ces priorités trouvent pleinement leur écho au sein des 5 finalités du développement durable, inscrites au Code de l'environnement.

La Ville engagée en faveur des droits humains et dans le soutien aux migrants

L'année 2021 a été marquée par plusieurs temps forts et actions déployés par la Ville en faveur des droits humains et du soutien aux migrants et migrantes, inscrivant son engagement dans la durée, à l'image du renouvellement du soutien à l'antenne héraultaise de l'association SOS Méditerranée. Cet engagement se traduit concrètement, entre autres, par la mise en place et la promotion auprès de la population d'un dispositif de parrainage républicain de migrants, mais aussi et surtout au travers de la signature d'un Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés.

Plus généralement, l'implication de la Ville a été rappelée lors du Parlement Mondial des Maires 2021 à Palerme, permettant de renforcer le jumelage entre les deux villes, mais surtout de rejoindre la Convention Méditerranéenne des Droits Humains et d'adhérer au réseau « *From the Sea to the City* », qui ré-imagine la position européenne sur la migration en plaçant les droits humains au centre des préoccupations.

La Ville engagée dans la lutte contre la précarité alimentaire : définition des axes

La crise sanitaire a mis en avant un enjeu immédiat de lutte contre la précarité alimentaire. A l'automne 2021, les premiers Etats Généraux de la Solidarité dédiés au sujet ont entraîné la définition, entre les parties prenantes institutionnelles et associatives, de nouvelles actions et nouveaux modes de fonctionnement nécessaires, organisés autour de 9 axes. La Ville de Montpellier s'engage ainsi à soutenir toute initiative citoyenne en matière de solidarité et de partage dans l'accès aux repas, de distribution de repas dans la rue, à construire un réseau d'épiceries sociales et solidaires, mais également à améliorer l'approvisionnement et la logistique.

L'action de la Ville de Montpellier déclinée selon les 5 finalités du développement durable

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations

Montpellier engage ses efforts pour bâtir une ville plus proche et solidaire, objectif partagé avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Métropole. Outre la réalisation des Etats Généraux de la Solidarité, la Ville engage en 2021 sa candidature dans l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur et Chômeuse. Pour lutter contre la fracture numérique, douze conseillers dédiés et conseillères dédiées sont recrutés pour accompagner les montpelliérains les plus éloignés et montpelliéraines les plus éloignées de l'utilisation des outils numériques. Montpellier renforce également son action de lutte contre l'exclusion et toute forme de discrimination en créant un observatoire des discriminations, en lien avec l'Université de Montpellier, ainsi que le Collectif Gisèle-Halimi, espace de concertation et de coordination territoriale dédié aux droits des femmes, en lien avec les associations. La Ville conforte sa vocation de ville accueillante, inclusive et fait une priorité de la lutte contre les actes de violences, agressions et incivilités, pouvant survenir dans l'espace montpelliérain.

Concernant la lutte pour l'accès aux soins et à l'hygiène, afin de sensibiliser les populations les plus précaires à la nécessité de la vaccination, des séances de vaccination contre la Covid-19 ont été organisées dans plusieurs quartiers. En septembre 2021, un Pass Vaccination sans rendez-vous au centre municipal a même été mis en œuvre en collaboration avec les associations.

Dans le cadre du soutien à l'accès au logement pour tous et toutes, le quartier Celleneuve a été identifié comme accueillant l'expérimentation du dispositif « Permis de louer ». La Ville développe également l'habitat intercalaire. Ainsi, fin 2021, huit biens immobiliers ont été identifiés comme pouvant faire l'objet de conventions dans ce cadre. Enfin, en 2021, la Ville systématise également son soutien aux projets d'habitat participatif, en réservant notamment des espaces pour ce type de projet sur chaque opération d'aménagement.

En matière de cohésion et de solidarité territoriale, l'ensemble des actions menées en 2021 converge vers une culture partagée du risque, au travers d'une nouvelle édition du guide pratique des risques majeurs, du lancement de l'étude de modernisation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS), ainsi que par la constitution de la réserve communale citoyenne de sécurité civile, mise en œuvre depuis fin juin 2021.

Epanouissement de tous les êtres humains

Au cœur de l'action municipale, l'éducation tient une place centrale, confirmée par l'ambition inscrite de redonner la priorité aux enfants et aux écoles, en accélérant l'action, à l'image du plan numérique dans les écoles pour l'enseignement à distance, qui s'est mis en œuvre pour les années 2020 et 2021. « Montpellier Ecole 2030 » démarche lancée en septembre 2021, autour des thèmes de l'école accueillante, de l'école au cœur du quartier, de l'école engagée dans la transition, ainsi qu'un séminaire dédié à l'école maternelle, poursuit le triple objectif d'imaginer l'école de demain, d'orienter les investissements, et de contribuer à l'élaboration du Projet Educatif de territoire 2022-2025. Parallèlement, la labellisation « Cité Éducative » du quartier de la Mosson, poursuit l'objectif de créer un territoire à haute valeur éducative. L'action 2021 a essentiellement porté sur la participation de l'ensemble des acteurs et actrices du quartier à la création d'une culture commune autour des valeurs de la République et de la laïcité. En complément, l'appel à projets 2021 a vu son budget augmenter de 35% par rapport à 2020.

S'agissant de la structuration et la redéfinition de l'offre culturelle, la Ville, de manière concertée et complémentaire avec la Métropole et leurs partenaires, a mis en place des modalités d'attribution d'aides visant à soutenir, accompagner, voire impulser, les bases du « monde culturel d'après », en toute transparence quant aux critères d'attribution des aides publiques. Engagée, avec la Métropole, en faveur de l'eco-exemplarité, Montpellier propose une charte de l'éco-événementiel à tous les organisateurs et toutes les organisatrices de manifestations qui nécessitent une autorisation d'occupation du domaine public, la mise à disposition de salles ou de matériel, ou qui bénéficient de subventions municipales. Cette réflexion se poursuit dans le cadre de la rédaction d'une charte sport éco-responsabilité, destinée à la fois à l'organisation d'événements sportifs, mais également pour la pratique quotidienne.

Lutte contre le changement climatique

La Ville accompagne les publics précaires dans les économies d'énergie. Dans le cadre de l'appel à projets 2021 du Contrat de Ville, deux actions permettant de lutter contre la précarité énergétique ont été retenues et soutenues par la Ville. Tout d'abord, un chantier citoyen sera mis en œuvre dans le quartier des Cévennes, avec le déploiement de six services civiques encadrés par l'association des Compagnons Bâtisseurs Occitanie, et l'accompagnement de jeunes par la mission locale de Montpellier sur le sujet de la maîtrise de l'énergie. Sur le quartier de la Mosson, l'action vise la mise en place d'un Espace Ressource Habitat, ouvert à tous et toutes, avec un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, des ateliers pédagogiques, une outil-thèque et un espace informatique.

Depuis octobre 2021, la Ville organise chaque mois, « Les dimanches de respiration » dans un quartier différent, permettant aux piétons et piétonnes, cyclistes ou fans de rollers, de profiter en famille ou entre amis et amies, d'un quartier sans circulation automobile.

Dans son fonctionnement, la Ville de Montpellier poursuit, en 2021, ses engagements dans la lutte contre le changement climatique mettant en avant l'importance de la sobriété et donc des économies d'énergie et de ressources. Trois nouvelles chaufferies de groupes scolaires sont ainsi rénovées et passent d'une énergie fossile au bois énergie. La Ville s'est également inscrite dans le projet innovant FLEXITANIE, projet d'installation de 100 bornes bidirectionnelles en Occitanie : ces bornes permettent de charger des véhicules électriques mais également de restituer l'énergie au réseau électrique en cas de pic de consommation.

Préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources

Montpellier ambitionne une ville plus verte, plus résiliente aux évolutions climatiques. Elle introduit ainsi le concept de ville parc, se dessinant au travers de projets de développement et de préservation de la nature en ville, en poursuivant la plantation d'arbres en 2021, en préfigurant des projets tel que les Bouisses, ou encore le grand parc Lunaret-Lavalette-Montmaur. La Ville soutient également, le projet « Trésors de mon jardin » porté par l'association « Les Ecologistes de l'Euzière », qui permet, au travers de la mobilisation des habitants et habitantes, de comprendre les enjeux de biodiversité urbaine et de restauration écologique des jardins. Avec la Métropole, elle concrétise, à l'automne 2021, leur action partenariale avec le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) par la signature d'une convention pour les six prochaines années. Cette collaboration se poursuit par la création et l'animation d'un réseau intitulé Groupe d'Ecologie Urbaine, selon trois axes de coopération : améliorer la connectivité, lutter contre les invasions biologiques, inventorier/valoriser/partager les outils de sensibilisation.

Enfin, en 2021, la Ville s'engage dans un partenariat avec le bailleur ACM Habitat, pour l'aménagement de jardins partagés à proximité des résidences gérées sur son domaine privé. Elle affiche également une nouvelle gouvernance, plus souple, des jardins familiaux et crée ainsi 80 parcelles supplémentaires.

Transition vers une économie circulaire

Au travers de la formalisation de sa prospective budgétaire, la Ville de Montpellier témoigne, par sa capacité d'investissement, de volontarisme dans un contexte de crise sanitaire et économique où l'investissement public apparaît indispensable à la relance du territoire et à la protection des plus faibles. Plus concrètement, en 2021, la Ville a continué de concentrer ses efforts sur le soutien au tissu économique local, au travers d'aides financières et logistiques. De plus, l'exonération des redevances d'occupation des droits des terrasses de 2020 a été maintenue en 2021 durant toute la durée de fermeture des bars et restaurants, tout comme les redevances d'occupation des étalages.

Depuis la fin du premier confinement, un point de retrait hebdomadaire de paniers alimentaires, avait été mis en place quartier des Aubes. Afin de pérenniser cette initiative, il a été décidé de transformer ce point de retrait en un marché Paysan hebdomadaire et d'en donner la gestion à l'association Marchés Paysans.

Enfin, afin de soutenir les conversions des exploitations agricoles à l'agriculture biologique, la Ville a fait le choix d'une exonération de la taxe foncière pour les terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique, soit sur la ville une trentaine de parcelles. En complément, une même exonération a été prévue pour les vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes et les vignes qui ont été touchés par l'épisode exceptionnel de gel d'avril 2021.

Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

Dans le cadre de l'aménagement de 100 hectares d'espace vert dans le quartier des Bouisses, Montpellier conduit une démarche innovante, y compris en termes de concertation citoyenne. A cet effet un dialogue compétitif a été lancé en 2021. En parallèle, la ville a souhaité initier une démarche participative innovante permettant aux habitants et habitantes de Montpellier et de la Métropole d'alimenter le projet d'agriparc sur lequel vont travailler les équipes de concepteurs et conceptrices paysagistes, urbanistes et spécialistes de l'agriculture urbaine. Les candidats et candidates seront notamment évalués sur leur capacité à prendre en considération les propositions des habitants et habitantes dans leur projet. Enfin, pour répondre à l'ambition du projet d'Agriparc et ses multiples dimensions (environnementales, agricoles, urbaines...), une organisation interne transversale a été mise sur pied. Elus, élus et services seront largement impliqués dans sa réussite, au cours des différentes phases, au sein d'un comité de suivi spécifique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport de développement durable 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de ce rapport.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2022 01 31 - RDD Ville 2021 -VdefEdito.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180035-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY

**Valorisation des énergies renouvelables - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies pour la réalisation d'une installation de chaufferie bois-énergie au centre technique municipal Garosud - Convention de cofinancement d'une étude de faisabilité -
Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Hérault Energies, le Département de l'Hérault et l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques baptisé « *HERable* ». Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Energies accompagne les maîtres d'ouvrage tout au long de leurs opérations, de la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des projets (notamment montages des dossiers de demandes de subventions).

La Ville de Montpellier développe l'usage des énergies renouvelables sur son propre patrimoine. La Ville de Montpellier a déjà sollicité Hérault-Energies pour le passage au bois granulé de trois groupes scolaires en 2020 et 2021. C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier sollicite de nouveau Hérault Energies pour la rénovation de la chaufferie gaz du Centre Technique Municipal Garosud avec passage au bois granulé en 2022. Hérault Energies, dans le cadre de ses compétences, assurera pour le compte de la Ville de Montpellier, l'étude de faisabilité et la maîtrise d'ouvrage déléguée de la réalisation des opérations. Selon le

plan de financement prévisionnel, le montant total de l'opération est estimé à 460 200 € HT, soit 552 240 € TTC. Le montant des subventions prévisionnelles est de 265 500 € et le reste à payer pour la Ville de Montpellier de 286 740 € TTC, dont environ 18 000 € de rémunération du mandat.

La Ville de Montpellier s'engagera à verser un premier acompte de 70 % du montant TTC de la dépense prévisionnelle à inscrire par la collectivité au démarrage des travaux et le solde de 30 % au plus tard le 31 décembre 2024, après encaissement par le maître d'ouvrage, des éventuelles subventions, et sur présentation d'un décompte final faisant apparaître le montant total des dépenses (HT et TTC) supportées par Hérault Energies pour le compte de la Ville.

Au préalable, une étude de faisabilité modèle ADEME doit être réalisée. Une convention de cofinancement pour cette étude de faisabilité prévoit son organisation par Hérault Energies. Le montant total de l'étude est estimé à 12 000 € TTC avec une participation de la Ville de 5 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Ville de Montpellier et Hérault Energies, ainsi que le plan de financement de cette opération ;
- D'approuver les termes de la convention de financement d'une étude de faisabilité pour cette opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cofinancement étude
- 20220105 Convention Mandat MOA HE-Montpellier CMG projet v2.docx

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Projet de Zone d'aménagement Concerté Hortus-Mende - Objectifs et modalités de concertation - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé au niveau de la frange nord de Montpellier, le secteur d'Hortus - Mende recouvre des tissus urbains mixtes. La ligne 5 du réseau de tramway montpelliérain va modifier profondément la desserte de ce secteur et grandement faciliter sa connexion au cœur de la Métropole. Cette nouvelle desserte amène à repenser ces territoires afin de davantage les intégrer à la ville en repensant leur accessibilité, l'usage des espaces publics aujourd'hui largement occupés par la voiture, et leurs fonctionnalités.

Par ailleurs, les mutations foncières que ne manque pas de générer l'arrivée du tramway doivent pouvoir être maîtrisées et accompagnées, de manière à permettre des développements harmonieux, cohérents avec le territoire, son patrimoine, sa qualité paysagère et les orientations d'aménagement à long terme que porte la Ville de Montpellier et permettant la production de logements conformément au Programme Local de l'Habitat approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole.

C'est pourquoi sur la partie de ce secteur centrée sur le futur arrêt « Hortus » de la ligne 5 et s'étendant du Lycée Frédéric-Bazille au nord jusqu'à la place Jean-Baumel, au sud, la Ville a engagé des études de cadrage urbain. Ce secteur s'étend sur une superficie d'environ 18 ha.

Ce secteur est stratégique à plusieurs titres :

- La nécessité de développer harmonieusement la ville le long de la ligne 5 du tramway ;
- Sa configuration entre des coteaux boisés et sa proximité avec le Bois de Montmaur et le Parc de Lunaret en font un site présentant une grande qualité paysagère qu'il convient de préserver ;
- L'adaptation aux déplacements piétons et cyclables des voiries qui le desservent, route de Mende et rue de l'Hortus, est indispensable pour assurer la sécurité des futurs usagers du tramway, dans un esprit de quartier apaisé.

Un périmètre d'études dit « du Pic Saint Loup » a été approuvé le 12 juin 2019 pour garantir la maîtrise par la Collectivité des développements sur ce secteur.

Les études de diagnostic ont montré la nécessité de :

- Prendre en compte les contraintes hydrauliques sur ce secteur résidentiel à la topographie complexe ;
- Assurer la requalification des espaces publics structurants : la place Jean-Baumel accueille un groupe scolaire, une polarité commerciale de quartier et un marché forain. C'est une centralité essentielle à la vie du quartier qui nécessite d'être repensée, confortée et requalifiée pour accueillir confortablement tous ces usages. L'axe rue de l'Hortus – route de Mende doit aussi être réaménagé afin de dégager des cheminements piétons et cyclables confortables pour irriguer le quartier autour de la station de tramway et vers la place ;
- Considérer les intentions de mutations foncières, à la suite de l'arrivée du tramway, qui nécessitent d'être encadrées : au cœur du secteur, face à la future station de tramway L5 Hortus, se trouve une vaste emprise en friche et une autre en mutation. Ce cœur de secteur fait déjà l'objet au Plan Local d'Urbanisme d'un zonage permettant d'y réaliser des immeubles de logements collectifs en lien avec l'arrivée du tramway. Il apparaît nécessaire de définir un projet de territoire cohérent à l'échelle de l'ensemble du quartier qui permette de donner un cadre à l'implantation de nouveaux logements ;
- Permettre une urbanisation harmonieuse du secteur, dans le respect du paysage ainsi que la résorption des secteurs en friche ;
- Développer une offre de logements pour tous et des activités cohérence avec le projet Med Vallée.

Compte tenu de ce diagnostic, il semble opportun et nécessaire d'envisager une opération de requalification urbaine sur ce secteur. Au vu de l'ampleur des aménagements publics à réaliser, une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) est envisagée pour la poursuite des études.

Ainsi conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, relatif aux ZAC et aux opérations de renouvellement urbain, il convient de définir les objectifs poursuivis par cette opération d'ensemble ainsi que les modalités de concertation.

En conséquence, en écho à la volonté municipale de répondre aux enjeux environnementaux par un changement de paradigmes pour aménager les territoires soutenables de demain et produire une ville à la fois apaisée, équilibrée et résiliente, les objectifs proposés pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- Préserver et valoriser la qualité paysagère du quartier par des volumétries bien insérées dans la topographie, des espaces publics plantés et des vues ouvertes notamment sur le bois de Montmaur ;
- Accueillir de nouveaux logements qui puissent bénéficier de la proximité de la station de tramway, tout en accompagnant la transition des mobilités pour préserver la qualité de l'air et aménager la ville du quart d'heure ;
- Contribuer à développer une offre en logements qui réponde à la diversité des besoins et des budgets des ménages et à la forte amplitude des parcours résidentiels ;
- Participer à la lutte contre l'étalement urbain en assurant la reconquête de friches ;

- Promouvoir un habitat collectif de qualité pour proposer une vraie alternative à la maison individuelle au sein de constructions de grande qualité architecturale où le confort des habitants sera primordial ;
- Poursuivre l'adaptation du territoire au réchauffement climatique, en proposant un projet qui contribuera à la lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain et l'artificialisation des sols (pourcentage important de surface de pleine terre, cœurs d'îlots majoritairement plantés, espaces publics et privés généreusement plantés...) ;
- Requalifier la polarité de quartier autour de la place Jean-Baumel, assurer sa bonne connexion à la future station de tramway et y repenser les mobilités notamment pour la desserte de l'école et du marché ;
- Résorber les désordres hydrauliques du quartier par le réaménagement des espaces publics ;
- Créer des cheminements piétons et cyclables qui irriguent le quartier et connectent la station de tramway, notamment par un élargissement de l'axe rue de l'Hortus – route de Mende ;
- Préserver et conforter la polarité commerciale du quartier par l'accueil de services de proximité aujourd'hui absents.

L'article L.103-2 du Code de l'urbanisme précité dispose notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Il est donc proposé d'organiser la concertation selon les modalités énumérées ci-après :

La présente délibération sera affichée en mairie de Montpellier ;

Une réunion publique de concertation sera organisée à Montpellier pour présenter le projet ;

Un article présentera le projet dans le journal d'information de la Ville de Montpellier ;

Un dossier sera mis à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture habituels, pendant toute la durée d'élaboration du projet, Il comprendra :

- . La présente délibération ;
- . Un plan de situation ;
- . Un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
- . Une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
- . Un registre permettant de recueillir les observations du public.

L'ensemble de ces documents sera aussi accessible via le site internet <https://participer.montpellier.fr> qui permettra de recueillir les observations du public via une adresse mail.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan sera arrêté par délibération du Conseil municipal.

Parallèlement, conformément aux articles L.112-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale Languedoc Roussillon sera sollicité sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC. Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation, incluant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera ensuite soumis à la participation du public par voie électronique. Ces modalités seront précisées par délibération après la phase de concertation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les objectifs poursuivis pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté Hortus-Mende sur la commune de Montpellier ;
- D'engager la concertation préalable selon les modalités définies ci-avant ;
- De prendre acte des modalités de participation du public sur le projet d'aménagement de la ZAC Hortus-Mende conformément l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177478-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la réalisation de la ZAC Nina Simone - Avis favorable de la commune

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération n°2021-231 du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina-Simone. Elle porte sur une superficie d'environ 8 hectares, délimités par l'avenue Nina-Simone au Nord, la rue du Mas de Barlet à l'Ouest, l'A709 au Sud et la route de Vauguières à l'Est.

Cette opération s'inscrit dans le projet urbain de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina-Simone (ZAC Parc Marianne, ZAC République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au Sud de l'A709. Le prolongement de la ligne 1 de tramway viendra border ce secteur sur son côté Est pour desservir la gare et le lycée Pierre-Mendès-France notamment. Ainsi, ces évolutions majeures apportent à ce secteur un contexte urbain affirmé, qu'il convient de prendre en compte pour lui offrir des perspectives d'évolutions en harmonie avec son environnement.

Le programme de la ZAC Nina-Simone prévoit les éléments suivants :

- La création d'environ 30 000 m² de surface de plancher dédiée aux activités, le long de l'A709, avec la constitution d'une enveloppe urbaine destinée à protéger le quartier du bruit et des particules, et le long de l'avenue Nina-Simone ;
- La création d'environ 500 logements familiaux et résidences étudiantes ;
- La création d'un réseau de voiries, de mails plantés et de réseaux divers ;
- L'aménagement de cheminements modes doux et notamment d'un large mail planté central connecté aux quartiers mitoyens ;
- L'affirmation des masses végétales existantes, des arbres remarquables, et la préservation d'un maximum de surfaces de pleine terre dans un souci de préservation de la biodiversité et de lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur ;
- Le maintien des habitations préexistantes dans la mesure du possible ;
- L'aménagement de bassins de rétention hydrauliques végétalisés.

Au total le programme global prévisionnel des constructions sera au maximum de 62 000 m² de surface de plancher.

La mise en œuvre de cette opération nécessite la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier, dans le cadre d'une Déclaration d'utilité publique à solliciter par la Métropole, maître d'ouvrage de l'opération.

Aussi, conformément à la charte de gouvernance du PLU, régissant les modalités de collaboration entre la Métropole et les communes sur la compétence PLU, le Conseil municipal doit émettre un avis sur le projet de mise en compatibilité.

La mise en compatibilité porte essentiellement sur les points suivants :

- La diminution des zones 3AU, AU0-2 et 12AU2 et la création de la zone 16AU ;
- La création du règlement de la zone 16AU qui permet la construction d'immeubles collectifs, destinés aux activités tertiaires et mixtes et aux logements, de hauteur limitée à 54 mètres nivellement général de la France (NGF), soit, avec un terrain naturel autour de 27 mètres, des immeubles limités à R+7 pour les plus hauts ;
- La création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation pour le secteur ;
- La préservation de l'Espace Boisé Classé et des arbres remarquables identifiés au PLU.

L'ensemble des évolutions projetées par cette mise en compatibilité du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier et énoncés par la délibération 2021-065 du 12 avril 2021, en particulier : lutter contre l'étalement urbain par la reconquête d'espaces en friche au cœur de la ville, préserver et renforcer le patrimoine végétal existant, maîtriser l'imperméabilisation des sols, développer une offre en logements qui réponde à la diversité des besoins et des budgets des ménages et à la forte amplitude des parcours résidentiels, promouvoir un habitat collectif de qualité pour proposer une vraie alternative à la maison individuelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de mise en compatibilité du PLU de Montpellier pour la réalisation de la ZAC Nina Simone portée par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177988-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Quartier Croix d'Argent - Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération n°V2018-421 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation préalable du public, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, en vue d'un projet de renouvellement urbain et de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent.

Ce projet qui se situe entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve-d'Angoulême, la rue Jacques-Bounin et la rue François-Mireur / Boulevard Pedro-de-Luna s'inscrit dans la politique de requalification des quartiers existants. Dans ce cadre, la Ville a souhaité accompagner Hérault Logement dans un projet ambitieux de restructuration de la résidence des Hauts de la Croix d'Argent, en menant une opération d'ensemble permettant de désenclaver le site, de favoriser la mixité sociale et de mettre en valeur son paysage remarquable. Autour de ce cœur opérationnel, un périmètre plus large a été défini pour garantir la bonne intégration du futur projet et pour y associer un certain nombre d'opérations privées sur des fonciers proches, qui bénéficieront également de l'évolution du secteur et des infrastructures qui seront réalisées à

cette occasion.

Compte tenu de la complexité de l'opération de renouvellement urbain et du souhait de mener ce projet dans le cadre d'une procédure de ZAC, une concertation préalable s'est déroulée conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par délibération n°V2019-255 du Conseil municipal du 18 juillet 2019, la Ville a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de renouvellement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent. La concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées s'est déroulée du 15 avril au 17 mai 2019. Le bilan de la concertation a repris les remarques du public, ne faisant pas apparaître d'opposition majeure au projet.

La Ville a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce secteur et a approuvé par délibération du Conseil municipal n°2019-256 du 18 juillet 2019 le traité de la concession d'aménagement qui a été attribué à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Il est rappelé que les objectifs proposés pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- Renouveler le quartier sur un principe de mixité sociale ;
- Garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours ;
- Valoriser la qualité paysagère du site ;
- Conférer au quartier une image plus urbaine, en lien avec sa proximité au centre-ville ;
- Développer des espaces publics de qualité en s'appuyant sur leurs valeurs d'usages ;
- Assurer le renouvellement et le maintien de l'offres de services de proximité.

Le programme prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre opérationnel de la ZAC est compris entre 53 000 et 73 000 m² de surface de plancher. Conformément à la rubrique 39 de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, le projet nécessite la réalisation d'une étude d'impact.

En application des articles L.112-1 et suivants ainsi que les articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie) doit être sollicité sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation doit être ensuite soumis à la participation du public par voie électronique. Ce dossier doit comprendre l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale qui a été sollicité le 9 novembre 2021 (date de réception à la DREAL). Pour cette phase de participation du public par voie électronique, il est proposé de retenir les modalités suivantes :

- Publication d'un avis 15 jours avant le démarrage de la participation, et pendant toute la durée de celle-ci :
 - o Sur le site internet de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - o Dans 2 journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
 - o Par affichage sur les panneaux officiels de la Mairie de Montpellier ;
 - o Par affichage sur les lieux prévus pour la réalisation du projet ;
- Cet avis annoncera notamment les dates et les modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, dont le déroulement sera le suivant :
 - o Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Ville pendant une durée de 30 jours ;
 - o Mise en place d'une adresse électronique destinée à accueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours ;

- o Mise à disposition d'un ordinateur à la Mairie de Montpellier afin de consulter le dossier numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies dans la présente délibération, conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179520-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Célia SERRANO

Quartier Croix d'Argent - Acquisition de la parcelle cadastrée EL 177 pour 434 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une très forte pression démographique. Pour l'accompagner, la commune a engagé une politique volontariste en matière d'aménagement de son territoire, à travers des opérations publiques d'aménagement et l'encadrement des opérations urbaines en diffus.

Le quartier Croix d'Argent situé au Sud de la Ville de Montpellier, est un des quartiers connaissant une croissance démographique importante. L'arrivée de nouveaux habitants nécessitent de réajuster l'offre en matière de locaux pour la petite enfance et la scolarité des enfants.

Le diagnostic des besoins a identifié la nécessité de prévoir un nouveau groupe scolaire et une crèche supplémentaire au cœur de ce quartier. Le projet doit répondre à des modalités d'insertion architecturale et fonctionnelle, afin de favoriser une pédagogie adaptée, en phase avec ses évolutions, ainsi qu'à des objectifs environnementaux notamment par la création d'un futur équipement présentant une performance BEPOS misant sur la sobriété énergétique et une efficacité écoresponsable.

La surface actuelle du terrain appartenant à la Ville de Montpellier, cadastrée EL 178, est insuffisante pour respecter les besoins en matière d'accessibilité de ces équipements. L'acquisition de deux propriétés complémentaires, auprès d'ACM Habitat et d'une indivision de propriétaires privés est nécessaire.

Compte-tenu de la configuration des lieux, la parcelle EL 177 propriété d'ACM Habitat, jouxtant la propriété de la Ville de Montpellier, complètera l'emprise nécessaire au développement de cette opération où la multifonctionnalité de ce site sera recherchée en cohérence avec les besoins du quartier et les différents usages possibles et compatibles.

La Ville de Montpellier a donc sollicité ACM Habitat en vue de la cession de l'assiette foncière correspondante.

Le bureau d'ACM Habitat a donné son accord intervenu lors de sa séance du 13 décembre 2021 en vue de la cession à la Ville de cette parcelle située à l'arrière de la résidence Richemont II car ne présentant plus aucune utilité pour ACM Habitat. Le bureau a approuvé la cession foncière à l'euro symbolique au regard de la destination de ce foncier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès d'ACM Habitat de la parcelle de terrain nu EL 177 pour une surface d'environ 434 m² située rue Michel-Collucci à Montpellier, à l'euro symbolique ;
- De demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- EL 177 ACM.pdf

- Avis du domaine EL 177 01 12 2021.pdf

034-213401722-20220201-178393-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Célia SERRANO

Gymnase Françoise Spinosi - Convention d'autorisation de passage sur la parcelle SM39 entre la Ville de Montpellier et Autoroutes du Sud de la France (ASF) - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Située sur le territoire communal de Montpellier et longée par trois grandes infrastructures, autoroutes A9 et A709 et ligne ferroviaire mixte voyageurs et fret « Contournement Nîmes Montpellier », la zone d'aménagement concerté (ZAC) 1 Cambacérès s'appuie sur un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en préservant les grands domaines viticoles.

L'aménagement de cette ZAC est engagé : les travaux de viabilité (voirie et réseaux) sont en cours, le chantier de la Halle de l'Innovation est avancé et la commercialisation des premiers lots d'activité tertiaire est engagée. De grands projets, tels que la relocalisation de Montpellier Business School ou celle du campus Ynov, devraient venir enrichir le site dans les années à venir. L'accessibilité de ce nouveau quartier, par les modes actifs mais aussi par les transports en commun, est un enjeu majeur afin de répondre au besoin des nouveaux utilisateurs de ce quartier.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole va réaliser l'extension de la ligne 1 de tramway vers le quartier Cambacérès. Le terminus sera situé sur la place Françoise Héritier permettant ainsi la desserte de la Gare Sud de France. Le tracé prévoit l'extension de la ligne 1 du tramway et nécessite la création d'un nouvel ouvrage de franchissement de l'A709. La création de cet ouvrage rend nécessaire en conséquence le déplacement des portiques autoroutiers et panneau à message variable présents dans le périmètre de projet.

Dans le cadre de la convention de concession passée avec l'Etat, la Société Autoroutes du Sud de la France (ASF) aménage, entretient et exploite les ouvrages de l'autoroute A 709 qui traverse la commune de Montpellier. ASF a donc réalisé le déplacement des ouvrages pour les repositionner dans la voie de circulation côté Béziers au point kilométrique (PK) 12.10. La maintenance électrique de ce panneau de fréquence annuelle, sauf défaillance nécessitant dépannage, requiert la création d'un nouvel accès depuis l'extérieur de l'autoroute jusqu'en pied de portique au Sud de l'A709.

L'implantation d'écrans acoustiques au Nord de l'infrastructure ne permet pas d'imaginer un accès. Au Sud, l'accès optimal étudié et proposé emprunte la rue Pierre-Gilles-de-Gennes pour traverser sur environ 70 mètres linéaires la parcelle SM 39, propriété de la Ville de Montpellier, à l'arrière du gymnase Françoise-Spinosi. Cet accès sera sécurisé par l'installation d'une porte d'accès fermée et la clôture arrière du gymnase, permettant l'accès direct à pieds au domaine public autoroutier.

ASF sollicite, en vue de la maintenance des dispositifs, la signature d'une convention d'autorisation de passage sur la parcelle de la Ville de Montpellier concernée. Compte tenu du contexte urbain et de l'adaptation des équipements autoroutiers au développement du réseau de tramway sur ce secteur, il est proposé que cette convention soit consentie à titre gratuit jusqu'au terme de la concession autoroutière, le 30 avril 2036.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'autorisation de passage, sur la parcelle cadastrée SM 39, propriété de la Ville de Montpellier dans l'emprise du gymnase Françoise Spinosi, entre la Ville de Montpellier et la société Autoroutes du Sud de la France (ASF) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention
- ASF_AccesPortique Sud.pdf
- plan 1.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179896-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès - Convention de servitude de passage d'une canalisation d'un réseau d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sur une propriété Ville - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 - Avenue Raymond Dugrand - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté Cambacérès située sur le territoire communal de Montpellier est entourée de trois grandes infrastructures, les autoroutes A9, A709 et la ligne ferroviaire mixte voyageurs et fret « *Contournement Nîmes Montpellier* ». Cette opération a vocation à accueillir un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en préservant de grands domaines viticoles.

Les travaux de viabilité, voirie et réseaux, sont en cours. Les études de raccordement des eaux usées du poste de refoulement de Cambacérès sur l'intercepteur Est, le collecteur de transfert des eaux usées vers la station d'épuration Maera, ont abouti à un tracé de canalisation qui traverse les parcelles cadastrées SC 25 et SC 104, propriétés de la Ville de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole sollicite en conséquence la Ville de Montpellier en vue de constituer une servitude réelle et perpétuelle afin de permettre le passage en tréfonds de la canalisation d'eaux usées sur les propriétés de la Ville. L'emprise de la servitude représente environ 246 m² sur la parcelle cadastrée SC 104 et environ 46 m² sur la parcelle cadastrée SC 25. Il est proposé la signature d'une convention de constitution de servitude de passage pour cette canalisation, qui sera réitérée par acte authentique.

Au-delà des emprises définitives de la canalisation d'assainissement, les travaux de pose du réseau vont nécessiter l'occupation d'emprises supplémentaires pendant toute la durée du chantier. Il est donc en complément de la servitude définitive que la Ville autorise Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne physique ou morale dûment habilitée par elle, à occuper l'entière des parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 pour une durée de 6 mois à compter de la signature de la convention de constitution de servitude en vue de la réalisation des travaux.

La constitution de cette servitude de passage et l'occupation temporaire de la propriété de la Ville sont consenties à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de constitution de servitude, à titre gratuit, pour le passage en tréfonds d'une canalisation d'assainissement sur les parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 situées avenue Raymond Dugrand, grevant une emprise globale d'environ 292 m² ;
- De dire que la convention de constitution de la servitude de passage sera réitérée par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan de la servitude
- Convention de servitude avec travaux.doc

Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY

Cession d'une emprise de 135 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle LR 341b - Avenue de Louisville - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre des régularisations foncières, avenue de Louisville, il convient de céder à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise en nature de trottoir, afin d'en assurer la gestion et l'entretien.

Il s'agit d'une emprise de 135 m² environ en nature de trottoir de long de la voie, avenue de Louisville, à extraire de la parcelle cadastrée LR 341 d'une superficie totale de 864 m².

Les services fiscaux ont évalué le bien à l'euro symbolique compte-tenu du transfert de charge. Dès que l'acte notarié de transfert de propriété sera signé, la Métropole pourra incorporer ce bien dans son domaine public et le gérer comme tel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la cession de 135 m² à extraire de la parcelle cadastrée section LR numéro 341, d'une superficie cadastrale de 864 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, charge à elle de classer

cette emprise dans son domaine public et de l'entretenir dans le cadre de ses compétences en matière de voirie ;

- D'accepter la cession à l'euro symbolique, montant conforme à l'estimation des services fiscaux ;
- De faire procéder à la rédaction de l'acte de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, par acte notarié, aux frais de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation
- Extrait cadastral
- Projet division LR 341b
- Estim SF 2021 34172 92058 29 déc 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178331-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Cession d'une emprise au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle HK 476 - rue de Valençay - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une emprise à extraire de la propriété de la Ville de Montpellier, située rue de Valençay, issue de la parcelle HK 211 occupée par les services de l'Etat, afin de permettre un acte d'échange final, régularisant les différentes occupations foncières.

Il s'agit d'une emprise de 229 m² en nature de domaine privé de la Ville, nouvellement cadastrée HK 476, vendue pour permettre son incorporation au domaine privé de la Métropole. Les services fiscaux ont évalué le bien pour un montant de 50 €/m² soit un total de 11 450 € (onze mille quatre-cent-cinquante euros) pour 229 m².

En outre, la Ville de Montpellier autorise Montpellier Méditerranée Métropole, les services de l'Etat ou tout tiers substitué à déposer une demande d'autorisation d'urbanisme sur ladite emprise jusqu'à la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence, dans le cadre de l'échange foncier futur.

L'objet de ces cessions est de repositionner la clôture d'un des bâtiments propriétés de l'Etat allée Henri II de Montmorency, actuellement occupé par l'INSEE, en limite de propriété et d'améliorer la sécurité du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la vente, au profit de la Métropole, d'une emprise de 229 m² à extraire de la parcelle cadastrée section HK 211 (835 m²), soit la parcelle nouvellement cadastrée HK 476, en nature de domaine privé, afin de permettre un prochain échange foncier avec les services de l'Etat occupant, dans le cadre des régularisations foncières à réaliser sur le secteur, en cours entre les services de l'Etat et la Métropole ;
- D'accepter la cession au prix fixé par les services fiscaux de 50 €/m², soit un total de 11 450 € (onze mille quatre-cent-cinquante euros) pour 229 m² ;
- D'inscrire la recette au budget de la Ville de Montpellier ;
- De faire procéder à la rédaction de l'acte de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, par acte notarié, aux frais de la Métropole ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, les services de l'Etat ou tout tiers substitué à déposer et se voir octroyer une demande d'autorisation d'urbanisme sur ladite emprise par anticipation sur la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation
- Nouveau découpage cadastral
- Avis SF 06 12 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Cession à ACM Habitat de la parcelle cadastrée KY n°15 située Impasse des Moulins à Montpellier - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un terrain situé impasse des moulins, dans le quartier de Celleneuve, cadastré KY15, d'une superficie de 2 563 m². Cette parcelle de terrain nu est restée sans usage depuis son acquisition en 1975.

ACM Habitat est propriétaire limitrophe d'un ensemble immobilier, la résidence sociale Les Escholiers, acquise le 31 août 2015 par préemption par la Ville de Montpellier pour le compte d'ACM Habitat.

Cette résidence sociale à destination des étudiants est composée de quatre immeubles en R+6 de 181 studios et 16 appartements et d'une résidence R+2 de 60 logements, 63 parkings en sous-sol et 196 parkings en surface.

Dans le cadre d'une opération de réhabilitation de cette résidence, dont le lancement est programmé dès le début de l'année 2022, ACM Habitat a sollicité la Ville en vue d'acquérir la parcelle municipale dans l'optique de créer une unité foncière cohérente, permettant d'optimiser la gestion de l'espace vert présent, de requalifier les espaces extérieurs et de densifier la résidence sociale sans respecter de prospects pénalisants. Une surface de plancher résiduelle de l'ordre de 357 m² serait envisagée au Sud de la parcelle de la Ville au

sein d'un plot « à cheval » avec la propriété d'ACM Habitat voisine.

La commission consultative des cessions foncières et immobilières de la Ville, réunie le 8 novembre 2019, a donné un avis favorable à la cession de gré-à-gré à ACM Habitat, compte-tenu de la configuration des lieux et de l'intérêt général du projet.

Il est proposé de fixer la transaction au prix de 240 € HT (deux-cent quarante euros hors taxe) par mètre carré de surface de plancher (SDP) affectée au logement social, prix conforme à l'avis de France Domaines.

La SPD envisagée par ACM Habitat sur la parcelle KY n°15 étant d'environ 357 m², le prix de cession estimé est de 85 680 € HT, réévaluable en cas de variation de la SDP du projet.

Il est proposé en outre d'autoriser ACM Habitat à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires sur la parcelle cadastrée KY1 préalablement à la réitération par acte authentique de vente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à ACM Habitat de la parcelle cadastrée KY n°15, d'une superficie de 2 563 m², située impasse des moulins, au prix de 240 € HT (deux-cent quarante euros HT) par mètre carré de surface de plancher octroyé par autorisation d'occupation du sol sur la parcelle ;
- D'autoriser ACM Habitat à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires sur ladite parcelle, préalablement à la réitération de la vente par acte authentique ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de ce dernier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis valeur vénale KY 15.pdf

034-213401722-20220201-177810-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Préemption de la propriété de la SCI La Multicolore - 42 et 44 rue Frédéric Bazille - Cession à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La lutte contre la pauvreté est « *un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains* », comme le rappelle l'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 s'engager avec l'État dans la lutte contre la pauvreté, au regard des caractéristiques du territoire de la Métropole et des réalités sociales constatant l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a été adoptée en Conseil municipal le 5 octobre 2020 et en Conseil de Métropole le 12 octobre 2020.

Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a acté la programmation présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, approuvé les termes de l'avenant 2021 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'Etat et la Ville de Montpellier et décidé l'inscription des dépenses de mise en œuvre du programme au budget de la Métropole.

Les priorités identifiées pour 2021 sont relatives à l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle, la veille sociale. Elles se traduisent par trente actions. L'une de ces actions consiste à lutter contre la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue et d'un lieu pour les grands marginaux.

Dans ce cadre, la Métropole a décidé par délibération du 17 décembre 2020 d'assurer le portage partenarial d'un lieu d'accueil de jour des familles sans domicile, décision de portage renouvelée par délibération du 28 septembre 2021. Or les trois accueils de jour existant sont saturés. Au regard du besoin, il est désormais nécessaire d'être en mesure de proposer un quatrième lieu, visant à permettre de porter une attention particulière aux familles afin qu'elles puissent être reçues en tenant compte de leurs besoins spécifiques.

Le 20 août 2021, une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par la Société Civile Immobilière (SCI) « La Multicolore » d'un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric-Bazille, cadastré section EX 469, au prix de 700 000 € plus 42 000 € de commission d'agence, a été déposée en Mairie de Montpellier.

Cet ensemble immobilier à usage commercial de 540 m² aménagé en rez-de-chaussée, par sa composition et sa localisation, comporte les atouts requis pour l'installation de la structure d'accueil des familles sans domicile. Sa surface aménageable, son accessibilité, à proximité des transports en commun notamment de la ligne 3 du tramway, sa proximité des établissements scolaires, et sa localisation intéressante en termes de maillage du territoire parmi ces structures conduit à en faire un emplacement adapté pour l'accueil du quatrième centre d'accueil de jour.

En plus des prestations habituelles, un accueil de jour visant à la socialisation, à la mise à l'abri avec service de douches, blanchisserie, réception de courriers, viendra à l'appui de l'accompagnement social, dans le cadre du partenariat avec les services de Protection Maternelle Infantile, de planification familiale et d'actions de soutien à la parentalité avec le Conseil départemental de l'Hérault et la Caisse d'Allocations Familiales autour d'activités destinées aux enfants et au soutien du lien parent-enfant.

La Ville, délégataire du droit de préemption urbain sur ce secteur, a exercé son droit de préemption par décision n°VD2021-530 du 2 décembre 2021 au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, afin de réaliser ce quatrième lieu d'accueil, conformément au plan de prévention et de lutte contre la pauvreté dont elle est partenaire aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole. La décision de préemption précise que Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du volet relatif au portage immobilier en vue de la mise en œuvre de cette politique publique, interviendra à l'acte d'acquisition du bien en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement par la Ville.

La rédaction des actes d'acquisition par la Ville de Montpellier auprès de la SCI « La Multicolore » et de revente à la Métropole seront confiés à Maître SPINELLI, notaire à Sète, dépositaire de la déclaration d'intention d'aliéner. L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à l'euro symbolique de l'ensemble immobilier situé 42 et 44 rue Frédéric-Bazille, cadastré section EX 469, à Montpellier Méditerranée Métropole, opérant compensation entre le prix payé par la Métropole en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville de Montpellier et le prix de vente à la Métropole par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177746-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Préemption de la propriété de Madame VINCENS veuve COUSTELLIER, 139 avenue d'Occitanie - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Le 27 septembre 2021, Maître SCHARWITZEL notaire à Florensac (34), a notifié à la Ville une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par Madame Anne VINCENS veuve COUSTELLIER, d'un immeuble en copropriété comprenant 12 appartements, 4 garages et 9 celliers, formant les lots 1 à 13, 27 à 30, 35 à 38 et 43 à 46 de la copropriété située 139 avenue d'Occitanie, cadastrée section AP 172, au prix de 1 700 000 €.

Les douze appartements y compris leurs annexes, objets de cette vente, sont compris dans une copropriété et forment une entité indépendante grâce à une entrée et une cage d'escalier propres et séparées. Ces appartements composés de 6 T2 et 6 T3, présentent un grand intérêt tant par leur consistance que par leur situation pour réaliser un programme de logements sociaux répondant aux objectifs du volet habitat de la

politique communale, notamment par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé.

La Ville a sollicité ACM Habitat sur cette vente, qui a fait part de son intérêt pour réaliser une opération sur cette propriété de logements sociaux. L'acquisition de ces biens permettra à ACM Habitat d'accroître son offre de logements locatifs sociaux sur le quartier Hôpitaux-Facultés, et entraînera le développement important d'une offre de logements sociaux à destination des étudiants, conformément au projet stratégique dénommé K30 adopté par le conseil d'administration d'ACM Habitat le 1er juillet 2021.

Le prix de vente de ce bien, conforme à l'évaluation des Services Fiscaux, est de 1 700 000 €.

La Ville a donc exercé le droit de préemption sur la propriété de Madame VINCENS veuve COUSTELLIER, par décision n°2021-519 du 2 décembre 2021, au prix de 1 700 000 €, pour le compte d'ACM Habitat, ce dernier devant intervenir à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

Sur le fondement des dispositions des articles L.213-14 et R.213-12 du Code de l'urbanisme, un acte authentique devra intervenir dans les trois mois suivant la décision de préemption et le prix payé dans les quatre mois suivant cette décision.

Une convention est nécessaire entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par ACM Habitat en qualité d'acquéreur de « deuxième main ».

La rédaction de l'acte d'acquisition par la Ville de Montpellier sera confiée à Maître SCHARWITZEL, notaire à Montpellier, qui a déposé la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître André BONNARY notaire du tiers-payeur. L'acte de revente entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat sera rédigé par Maître BONNARY.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat prévoyant l'acquisition de la propriété de Madame Anne VINCENS veuve COUSTELLIER, portant sur les lots 1 à 13, 27 à 30, 35 à 38 et 43 à 46 de la copropriété comprenant 12 appartements, 4 garages et 9 celliers, située 139 avenue d'Occitanie, cadastrée section AP 172, au prix de 1 700 000 € ;
- D'accepter dans un second temps la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit d'ACM Habitat, opérant compensation entre le prix payé par ACM Habitat en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville de Montpellier et le prix de vente à ACM Habitat par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'acquisition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177481-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Aménagement de la zone Gué du Lez - Domaine de Restinclières - Communes de Prades-le-Lez, Les Matelles et Saint-Clément-de-Rivière - Convention de superposition d'affectations publiques avec le Conseil Départemental de l'Hérault - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La commune de Montpellier a acquis le 13 septembre 1952 les eaux de la source et de la rivière du Lez et ses affluents, depuis la source et jusqu'au Pont Juvénal, puis, au-delà, en 1981. Toutes les appartenances de ce fleuve non domanial et ses affluents, leurs dépendances, servitudes passives ou actives et tous droits en dérivant sont également propriété de la Ville.

Dans le cadre de la compétence GEMAPI transférée à la Métropole, une convention pour la gestion et l'entretien des cours d'eaux a été signée le 9 décembre 2021, comprenant le Lez.

Le projet de mise en valeur « Lez Vert » a pour ambition de créer une promenade piétonne sur tout le linéaire de la rivière. Depuis 2012, le Conseil Départemental de l'Hérault a en outre engagé un projet de liaison cyclable entre la voie verte traversant le Nord du département (Sommières – Caveirac) et la voie verte du

littoral suivant un axe longeant le Lez depuis le Domaine de Restinclières à Prades-le-Lez.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental a voté en 2018 la réalisation d'un projet de déviation du Réseau Vert Départemental par l'aménagement du gué du Lez sur le Domaine de Restinclières.

Le projet a pour but de sécuriser le franchissement du Lez, d'améliorer les conditions d'accès piétons, d'accès des cycles et de préserver la zone sensible du gué du Lez, qui constitue le principal site de reproduction du chabot du Lez.

Le projet d'aménagement consiste en la réalisation d'une passerelle de franchissement du fleuve et la création d'un sentier piéton de déviation sur un platelage en bois sur les communes de Prades-le-Lez, Les Matelles et Saint-Clément-de-Rivière.

Sa réalisation sera assurée par le Conseil Départemental en qualité de gestionnaire du Réseau Vert Départemental sur des parcelles relevant de son domaine public, mais également sur des parcelles propriétés de la Ville de Montpellier. Le démarrage des travaux est prévu en février 2022.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, le Département s'est rapproché de la Ville en vue de conclure une convention autorisant le Conseil Départemental et ses prestataires à procéder aux aménagements puis de réglementer la gestion des ouvrages qui seront réalisés.

Il est proposé d'établir une convention de superposition d'affectations de domaines publics à titre gratuit, compte-tenu de l'intérêt public du projet. Cette convention prévoit les modalités de gestion et de maintenance des ouvrages de déviation du Réseau Vert Départemental à la charge du Département, outre l'autorisation de construire.

Dans le périmètre de l'opération, la commune de Montpellier est propriétaire des parcelles AC 5 et AD 8 sur la commune de Saint Clément de Rivière, B 320 sur la commune des Matelles et AY 3 sur la commune de Prades-le-Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de superposition d'affectations de domaines publics, de gestion et de maintenance avec le Conseil Départemental de l'Hérault, à titre gratuit en vue de l'aménagement d'un ouvrage de franchissement du Lez sur les communes de Prades-le-Lez, Saint-Clément-de-Rivière et Les Matelles ;
- D'autoriser les travaux de réalisation de l'ouvrage de franchissement sur les parcelles AC 5 et AD 8 sur la commune de Saint Clément de Rivière, B 320 sur la commune des Matelles et AY 3 sur la commune de Prades-le-Lez, toutes propriétés de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- situation sur plan
- Vue aeriennne projet
- Superposition affectations (002).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178285-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

**Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et
l'entreprise agricole de Marie DURAND HULAK pour une mise à disposition à
titre gratuit d'une partie de la parcelle sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville est propriétaire de la parcelle « Legs Guiraud » (1,4 ha avec villa), située 1457 rue du Pioch de Boutonnet.

Dans le cadre du développement de l'agriculture urbaine à Montpellier et du soutien à des projets innovants, il est proposé d'accueillir sur ce site, l'entreprise agricole de Mme Marie DURAND HULAK.

Mme Marie DURAND HULAK, agricultrice, propose une production de plantes aromatiques sur ce site dans l'objectif de produire et expérimenter une production d'huile essentielle ou d'alcoolat. Sa formation en chimie et en particulier au CIVAM bio de Corse assurera une bonne production de plantes aromatiques (notamment le romarin).

L'occupation de 1,0 ha de terrain permettra de sécuriser et de valoriser le site et d'économiser les coûts de gardiennage en attendant la réalisation d'un projet sur une partie du terrain (EHPAD, crèche).

Les services de la Ville de Montpellier ont accompagné le projet pour le diagnostic technique et une étude financière afin de définir la faisabilité et d'estimer le coût de la préparation du sol (labour en préparation des plantations). Ce coût est d'environ 25 000 € pour la Ville de Montpellier. Associé au projet d'installation de l'entreprise agricole NEAFILA (production de jeunes pousses) dont le coût est estimé à 130 000 €, le coût global pour la Ville est estimé de 155 000 €.

Le site est actuellement sous gardiennage pour éviter les squats. Cette surveillance a un coût de 20 000 €/mois (soit 240 000 €/an). Avec l'installation des entreprises agricoles, la prestation de surveillance sera arrêtée (économie de 20 000 €/mois).

Le retour sur investissement sera réalisé en 8 mois. En outre, une partie des plantations pourront servir aux jardins du futur EHPAD.

Dans ce cadre du développement innovant de l'agriculture urbaine à Montpellier, il est proposé la mise à disposition temporaire sur 2 ans renouvelable par tacite reconduction à l'entreprise agricole de Mme Marie DURAND HULAK.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de prêt à usage du site à l'entreprise de Mme DURAND HULAK ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention DURAND HULAK

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

**Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et l'entreprise agricole NEAFILA pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la parcelle et de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville est propriétaire de la parcelle « Legs Guiraud » (1,4 hectare avec villa), située 1457 rue du Pioch de Boutonnet.

Dans le cadre du développement de l'agriculture urbaine à Montpellier et du soutien à des projets innovants, il est proposé d'accueillir sur ce site, l'entreprise agricole NEAFILA.

Cette start-up (représentée par Alexandra MERCUZOT et Quentin OTHO) première ferme urbaine de micropousses est actuellement en activité dans les sous-sols d'une ancienne imprimerie du centre-ville de Montpellier. Le local actuel est devenu trop petit pour répondre aux besoins. Riche d'une bonne expérience, NEAFILA cherche des lieux adaptés à leur production biologique de graines germées, de jeunes pousses et champignons sous couvert. Leur production est distribuée à vélo aux restaurateurs et commerces de proximité. Peu gourmande en énergie et soucieuse de la qualité de ses produits, elle propose un modèle d'agriculture qui se veut à la fois productif, éthique et pérenne.

L'occupation de la villa et de 700 m² de terrain permettra de valoriser le site en attendant la réalisation d'un projet sur une partie du terrain (EHPAD, crèche).

Les services de la Ville de Montpellier ont accompagné le projet pour le diagnostic technique et une étude financière afin de définir la faisabilité et d'estimer le coût des projets, ainsi que la remise en état de la villa et la préparation du sol. Ce coût est d'environ 130 000 € pour la Ville de Montpellier. Associé au projet d'installation de Mme DURAND HULAK (production de plantes aromatiques) dont le coût est estimé à 25 000 €, le coût global pour la Ville de Montpellier est estimé de 155 000 €. En outre, les travaux engagés sur la villa pourront également servir de base de vie pour le chantier du futur EHPAD.

Dans le cadre du développement innovant de l'agriculture urbaine à Montpellier, il est proposé la mise à disposition temporaire sur 2 ans renouvelable par tacite reconduction à l'entreprise agricole NEAFILA. Cette mise à disposition du site se fera à titre gracieux avec comme contrepartie de surveillance du site pour éviter les squats. NEAFILA proposera aussi des animations ouvertes à des groupes scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de prêt à usage du site à l'entreprise agricole NEAFILA ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention NEAFILA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-181392-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Mission à Rufisque (Sénégal) - Appel à projets franco-sénégalais 2020 de coopération décentralisée autour des systèmes alimentaires territoriaux - Financement de la mission - Approbation

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et le Conseil Départemental de Rufisque ont été lauréats d'un appel à projets Franco-sénégalais 2020 du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). A ce titre les collectivités se sont engagées dans un projet de coopération décentralisée d'échanges de bonnes pratiques et d'autonomisation autour de leurs systèmes alimentaires territoriaux. Sont également partenaires : le MIN de Montpellier et la SOMIMON, l'Association des Sénégalais de l'Hérault, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement CIRAD, l'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement et le Conseil Départemental de Rufisque.

Après avoir reçu une délégation rufisquoise en juillet 2021, ce projet prévoit l'organisation d'une mission technique et d'expertise d'élus et agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier à Rufisque au printemps 2022.

Les axes du projet validé par le Ministère et le Conseil Départemental de Rufisque sont déclinés en quatre étapes de travail :

- La mise en place d'outils et d'instances de gouvernance alimentaire territoriale au sein du Département de Rufisque (réalisé) ;
- Une mission d'étude rufisquoise à Montpellier visant à faire l'état des lieux des systèmes alimentaires montpelliérains et rufisquois (réalisé) ;
- La coréalisation de documents de cadrages et notes conceptuelles visant à structurer la gestion du MIN de Diamniadio et la mise en place d'un système de restauration scolaire (en cours de réalisation) ;
- Une mission d'accompagnement technique et de bilan d'experts du système alimentaire de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du MIN à Rufisque (reportée au premier semestre 2022).

Dans le cadre de la mission les axes d'expertises retenus par les parties sont les suivants :

- Les enjeux et savoir-faire autour de la gestion d'un MIN et d'un pôle de transformation alimentaire ;
- L'alimentation scolaire durable : la modernisation de cantines, plus durables, pionnières en Afrique de l'Ouest, avec le montage d'une cuisine centrale et la mise en place d'un approvisionnement local, notamment via la mobilisation de foncier agricole pour de la production locale ;
- Le renforcement de la gouvernance pour la mise en œuvre d'une politique alimentaire.

Il est donc proposé la participation de la Ville de Montpellier à la mission technique d'expertise sur le territoire du conseil départemental de Rufisque programmée en mars (dates pressenties du 14 au 19 mars) ou avril 2022 (dépendant des conditions sanitaires).

La délégation de la Ville de Montpellier sera composée d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(e). Prévue sur 5 jours et 4 nuits, le coût prévisionnel global de la mission est estimé à 4 500 € TTC. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'organisation d'une mission d'expertise de la Ville de Montpellier à Rufisque du 14 au 19 mars 2022 ou avril 2022, (dates pressenties dépendantes des conditions sanitaires) avec la participation au maximum d'un élu(e) et d'un technicien(ne) à la mission ;
- D'approuver le coût prévisionnel de la mission estimé à 4 500 € TTC sur la base des frais réels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-181122-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Mission d'expertise sur la thématique de la restauration collective à Fès au Maroc - Financement de la mission - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a développé, d'une part, une expertise reconnue en restauration scolaire et collective et, d'autre part, agit et innove au quotidien pour favoriser le développement des circuits courts et de proximité, de marchés paysans et de l'agriculture urbaine.

La Ville de Montpellier est associée au projet Let's Food Cities, qui a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et étrangères en profitant du cadre facilitateur fourni par le pacte de Milan. Ce projet sollicite les sept villes françaises ayant signé le pacte de Milan (Paris, Lyon, Grenoble, Marseille, Montpellier, Bordeaux, Nantes) ainsi que sept villes jumelées avec ces sept villes françaises. Parmi les Villes jumelées avec la Ville de Montpellier, c'est la Ville de Fès (Maroc) qui a été choisie pour participer à ce projet.

Dans ce cadre, Let's Food Cities a pris pour sujet d'étude le projet « Ma Cantine Autrement » porté par la ville de Montpellier. Ce projet d'optimisation de la restauration scolaire, est une approche systémique qui repose sur 4 piliers majeurs :

- Une politique d'achat alimentaire de proximité et durable ;

- Une production culinaire traditionnelle ;
- Un environnement du repas convivial et pédagogique adapté à l'enfant ;
- La sensibilisation à l'alimentation durable

Le projet COOPALIM est piloté par l'association Terres en Villes, mis en œuvre par l'association Let's Food et doit permettre de rendre opérationnelles les coopérations existantes. Le projet COOPALIM est un projet multi acteurs (universités, associations, collectivités, institutions nationales, etc.). La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au projet COOPALIM doit permettre la construction d'un marché paysan à Fès. Ce projet est entre autres, financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et par la Chaire Unesco Alimentation du Monde.

Dans le cadre du projet COOPALIM porté par Montpellier Méditerranée Métropole, il est apparu un besoin de conseil et d'expertise sur le sujet de la restauration scolaire pour la Ville de Fès au Maroc ainsi qu'un partage d'expérience entre les deux territoires sur les sujets de la restauration collective, des circuits courts, de l'agriculture urbaine et des marchés paysans.

Pour compléter la mission d'expertise de Montpellier Méditerranée Métropole à Fès, prévue au premier trimestre 2022, il est proposé une mission de la Ville de Montpellier pendant trois jours avec la participation au maximum d'un(e) élu(e) et d'un technicien(ne) de la Ville de Montpellier. Le coût estimé de la mission est de 3 000 €. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'organisation d'une mission d'expertise à Fès lors du premier trimestre 2022, la participation au maximum d'un(e) élu(e) et d'un technicien(ne) ainsi que la prise en charge financière de la mission estimée à 3 000 € TTC sur la base des frais réels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178381-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Dénominations de parcs et squares de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier a l'ambition de devenir une « ville-parc », maillée par des espaces verts nombreux et grands, nécessaires à la qualité de vie de ses habitants, à la construction d'une ville à hauteur d'enfant, et pour leur rôle dans la lutte contre le changement climatique.

Les parcs sont des lieux majeurs de vie, de socialisation, de respiration, de lien entre les habitants. Leur nom, synonyme de leur appropriation et de leur intégration dans l'histoire du quartier et de la ville, est un élément important qu'il s'agit de désigner dans une démarche porteuse de sens.

Afin de soutenir la communauté arménienne de Montpellier, la Ville propose de dénommer le parc situé derrière l'Hôtel de Ville où se déroulent de nombreuses cérémonies mémorielles en l'honneur de l'Arménie :

Parc d'Arménie

Montpellier abrite en effet une dynamique et riche communauté arménienne, arrivée principalement au début du XX^{ème} siècle, poussée à l'exil par les massacres perpétrés par l'empire Ottoman. La Ville de Montpellier a exprimé son amitié et son soutien aux populations arméniennes endeuillées et contraintes de partir du Haut-Karabakh (de son nom arménien, Artsakh) lors du Conseil municipal du 30 novembre 2020 et souhaite aller plus loin dans l'affirmation de son amitié.

Il est également proposé de dénommer le square situé à proximité de la Cité des Arts, lieu d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole :

Square Christine Boumeester

Le Conservatoire, qui offre un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel.

C'est pourquoi la figure de Christine BOUMEESTER, « née au soleil, aimant vivre à l'ombre » (citation extraite du *Cahier de Christine Boumeester*, paru aux éditions Coprah en 1988), une des plus romanesques et inspirantes du XX^{ème} siècle, est un modèle parfait à porter auprès de ces jeunes générations d'artistes. Résistante engagée à corps perdu, aux côtés de son époux Henri GOETZ, contre le régime hitlérien, ayant tuteuré les monstres sacrés de l'art moderne (Hans HARTUNG, Francis PICABIA, Pablo PICASSO...), les œuvres immortelles de cette immense artiste sont présentes dans les collections de nombreux musées, notamment le Centre Pompidou, le musée d'Art moderne de la ville de Paris, les musées de Saint-Étienne, Strasbourg et Antibes, le Stedelijk Museum d'Amsterdam et le musée de Newark aux États-Unis. Une salle du musée Goetz-Boumeester de Villefranche-sur-Mer, inauguré en 1983, lui est consacrée.

Enfin, le parc de l'amiral Tastavin, situé dans le quartier de Boutonnet, rue Lakanal, et qui sera ouvert au public au printemps prochain, sera dénommé, sur proposition du Comité de quartier :

Parc Suzanne Babut

Cette femme remarquable, résistante, reconnue Juste parmi les nations, Montpelliéraine et habitante du quartier voisin des Beaux-Arts (sa pension de famille qui abritait des enfants juifs était située rue de Nazareth), devait faire l'objet d'une mise à l'honneur à la hauteur de son action et son courage. Elle était aussi la petite fille du célèbre botaniste Jules-Emile PLANCHON.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver ces dénominations de parcs et squares de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-181134-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Organisation du temps de travail à 1607h - Jours de compensation accordés dans le cadre de cycles de travail contraints - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2021, la Ville de Montpellier a fixé une nouvelle organisation du temps de travail annuel à 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de ses services.

Par ailleurs, l'article 2 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale prévoit que l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement peut, après avis du Comité Technique compétent, réduire la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 25 août 2000 pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles ou dangereux.

Pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, il est proposé l'attribution de jours de compensation à certains métiers selon les critères définis ci-dessous :

- Travail régulier le week-end (au moins 10 par an) ;
- Amplitudes horaires importantes (> 9h) ou horaires atypiques (avant 7h ou après 19h) ;
- Pose d'un nombre de jours de congés annuels et de RTT imposés supérieur à 50 % ;
- Travail de nuit régulier (entre 22h et 5h).

Les jours de compensation ne sont accordés qu'aux métiers pour lesquels ces contraintes sont dans les cycles de travail réguliers et habituels (hors heures supplémentaires ou astreinte notamment).

Le nombre de jours de compensation est attribué en fonction des critères objectivés dans le cycle de travail (1 à 4 jours par an en fonction des critères, cumulés ou non).

Les métiers concernés ainsi que le nombre de jours attribués sont présentés dans le tableau annexé ci-joint. La liste a été soumise à l'avis des Comités Techniques des 20 et 31 janvier 2022.

Les spécificités des métiers d'opérateur vidéo de surveillance du Centre Supérieur Urbain et d'agent de police municipale de la brigade de nuit liées à leurs cycles de travail particuliers et à des sujétions, seront compensées par une réduction du temps de travail annuel en deçà des 1607h, hors décompte des jours de compensation attribués dans le tableau figurant en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution de compensation pour certains métiers de la Ville de Montpellier, tels que définis dans la liste ci-jointe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau récapitulatif jours de compensation

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Philippe SAUREL

Attributions de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Finances

FINANCES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	FONCTIONNEMENT	450 €
237	UNION LOCALE	FONCTIONNEMENT	5 000 €

	CGT		
239	FO UNION LOCALE SYNDICATS	FONCTIONNEMENT	5 000 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPALES	FONCTIONNEMENT	4 000 €
2222	UNSA UNION LOCALE	FONCTIONNEMENT	5 000 €
2797	FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE HERAULT	FONCTIONNEMENT	2 700 €
7798	RESTAURANT DU CŒUR	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE FONCTIONNEMENT	50 000 €
351	CLUB SPORTIF ET ARTISTIQUE DE LA GENDARMERIE DE L'HERAULT	FONCTIONNEMENT	1 300 €
TOTAL			73 450 €

2) Comité des œuvres sociales et culturelles

COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
2866	COSC	FONCTIONNEMENT	842 000 €
TOTAL			842 000 €

3) Centre communal d'action sociale

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
1886	CCAS	FONCTIONNEMENT	13 050 000 €
TOTAL			13 050 000 €

4) International

INTERNATIONAL			
N°asso	Association	Type	Attribué
1396	BRITISH CULTURAL ASSOCIATION	Fonctionnement	600 €
456	MAISON DES TIERS MONDES ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	Fonctionnement	8 000 €
		Projet : 32 ^{ème} Quinzaine des Solidarités Internationales	2 000 €

1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL (COFSEC)	Projet : 40ème Forum sportif et culturel des villes de Montpellier et Heidelberg Projet: 10ème Forum sportif et culturel des villes de Montpellier et Barcelone	2 500 € 2 500 €
1073	FRANCE ISRAEL- ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement Projet : « Les femmes font la paix »	500 € 700 €
3512	PLATEFORME HUMANITAIRE ET DE SOLIDARITE	Fonctionnement	3 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement Projet : Commémoration du bicentenaire de l'indépendance de la Grèce	700 € 1 000 €
1710	AMICALE DES ARMENIENS DE MONTPELLIER ET DE SA REGION	Fonctionnement	700 €
6665	LES AMIS DE LA SICILE : ASSOCIATION MONTPELLIER PALERME	Fonctionnement Projet: Spectacle intitulé « Voyage en Sicile »	700 € 300 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	Fonctionnement	300 €
6874	AMITIES FRANCO- COLOMBIENNES DE MONTPELLIER 2	Projet : « Semaine Culturelle Franco- Colombienne de Montpellier » Projet: « 16ème édition du Festival de Cinéma FECRECCAS 2022 »	300 € 300 €
7070	MONTPELLIER RUSSIE	Projet : « Festival de Cinéma russe »	500 €
7409	LES COULEURS DU DANUBE	Projet: « La Roumanie peinte » Projet : « La Roumanie en fête » Projet : « La Roumanie littéraire »	200 € 200 € 200 €
7104	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet : « Exposition des dessins des enfants d'Obninsk » Projet : « Vacances	150 € 300 €

		russes »	
5314	COMITE HERAULT CUBA COOPERATION	Projet : « Colloque agriculture urbaine, suburbaine, familiale : l'expérience cubaine »	500 €
1397	MAISON DE L'EUROPE	Fonctionnement	5 000 €
		Projet : « Village Européen »	500 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	Fonctionnement	2700 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement	700 €
		Projet : « Colloque agriculture urbaine, suburbaine, familiale : l'expérience cubaine »	500 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement	13 000 €
TOTAL			49 250 €

5) Vie associative

VIE ASSOCIATIVE			
N° asso	Structure	Type	Attribué
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	FONCTIONNEMENT	1 500 €
122	MAJORETTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	2 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	FONCTIONNEMENT	2 800 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	PROJET D'ORGANISATION DES 24EMES RENCONTRES FOLKLORIQUES A MONTPELLIER	5 000 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
243	ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DE LA VILLA DES 100 REGARDS ET GALERIE SAINT COME	FONCTIONNEMENT	100 €
243	ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DE LA VILLA DES 100 REGARDS ET GALERIE SAINT COME	PROJET DE RELANCE DES ANIMATIONS DE LA VILLA DES 100 REGARDS	300 €
296	ASSOCIATION FEMININE JASMIN D'ORIENT	FONCTIONNEMENT	1 000 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN - LEMASSON - MAS DREVON - MARQUEROSE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN - LEMASSON - MAS DREVON - MARQUEROSE	PROJET FANFARE DE TASTAVIN	500 €

322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	FONCTIONNEMENT	500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	PROJET D'ANIMATIONS SUR LE QUARTIER DURANT L'ANNEE	1 200 €
325	ASSOCIATION DU COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	FONCTIONNEMENT	500 €
325	ASSOCIATION DU COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	PROJET DE FETE DU QUARTIER EN JUIN 2022	700 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	800 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	FONCTIONNEMENT	12 000 €
948	COMITE DE QUARTIER LA MARTELLE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
1029	CENTRE 665	FONCTIONNEMENT	10 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	FONCTIONNEMENT	1 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	PROJET SOUTIEN SCOLAIRE	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	PROJET REPARATION VELO	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	PROJET ANIMATIONS PAQUES	250 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	PROJET ANIMATIONS DIVERSES AUTOUR DE NOEL	250 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	PROJET CAFE LITTERAIRE	100 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE	PROJET HISTOIRE ET VIES DU QUARTIER	1 500 €
1300	FRATERNITE CORSE	FONCTIONNEMENT	500 €
1340	COMITE DE QUARTIER CEVENNES ET ENVIRONS	FONCTIONNEMENT	900 €
1340	COMITE DE QUARTIER CEVENNES ET ENVIRONS	PROJET ACCOMPAGNEMENT DE LA RENOVATION DU QUARTIER PAR DES ANIMATIONS	1 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHEUR	FONCTIONNEMENT	200 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHEUR	PROJET AIGUELONGUE SE LA JOUE	650 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	1 600 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	FONCTIONNEMENT	1 000 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC ET LEURS AMIS EN LANGUEDOC	FONCTIONNEMENT	1 200 €
1970	ASSO DES PUPILLES DE LA NATION, DES ORPHELINS DE GUERRE	FONCTIONNEMENT	1 000 €

2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT - SABINES	FONCTIONNEMENT	700 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	PROJET BAL DE QUARTIER	600 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	PROJET CARNAVAL BEAUX-ARTS 2022	600 €
2147	MONTPELLIER SECOURISME	FONCTIONNEMENT	1 000 €
2698	AMICALE FRANÇAIS D'OUTRE - MER ET LEURS AMIS	FONCTIONNEMENT	1 200 €
2957	BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	FONCTIONNEMENT	2 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANÇAIS MUSULMANS	FONCTIONNEMENT	1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	FONCTIONNEMENT	1 000 €
3680	MION ASSOCIATION	FONCTIONNEMENT	1 000 €
3940	MARE NOSTRUM	FONCTIONNEMENT	600 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	FONCTIONNEMENT	300 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	FONCTIONNEMENT	600 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	FONCTIONNEMENT	700 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	PROJET JARDIN PARTAGE, ECOCITOYENNETE, BIODIVERSITE ETC.	500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	PROJET FESTIVITES ET ANIMATIONS	700 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	600 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA	FONCTIONNEMENT	700 €
5624	COMITE DE QUARTIER OVALIE PROVIDENCE	FONCTIONNEMENT	1 000 €
5777	CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DE L'HERAULT (34)	FONCTIONNEMENT	1 500 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	FONCTIONNEMENT	800 €
7381	AMICALE CNL ASTRUC	FONCTIONNEMENT	500 €
7570	L'ATELIER POPULAIRE	PROJET ACTIVITES ADULTES SUR LE QUARTIER	500 €
7738	VRAC & COCINAS COOPERATIONS CITOYENNES POUR L'ALIMENTATION	FONCTIONNEMENT	500 €
TOTAL			75 550, 00 €

6) Enfance

ENFANCE				
N°asso	Structure	N° de dossier	Type	Attribué
231	CREA TEF	ENF-000154	Projet : le quartier des bébés	1 500 €
497	ASSO ANIM'FRIMOUSSES ET CIE	ENF-000158	Fonctionnement	310 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	ENF-000159	Projet : Lectures d'enfances	1 500 €
3901	HALTE POUCE	ENF-000153	Fonctionnement	3 500 €
7473	L'APPART	ENF-000160	Projet : Accueil Parents - Bébé	2 000 €
409	ADAGES	ENF-000019	Fonctionnement : Espace famille relais parental « les Lilas »	2 500 €
TOTAL				11 310 €

7) Jeunesse

JEUNESSE				
N°asso	Structure	N° de dossier	Type	Attribué
474	ASSO LA GERBE	BAJ-000138	Projet	2 500 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE – TERRITOIRE DE L'HERAULT	JEU VI ETU-000367	Fonctionnement	2 800 €
3308	CARAIBE AFRIQUE SOLIDARITE ETUDIANTE (LA CASE)	JEU VI ETU-000375	Fonctionnement	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	JEU VI ETU-000364	Fonctionnement	5 000 €
4867	SOS JEUNES	JEU VI ETU-000363	Fonctionnement	1 500 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE, MEDICO MDA 34 SOCIALE MDA 34	JEU VI ETU-000366	Fonctionnement	30 000 €
5288	CITOYENS MEDITERRANEENS POUR L'ECHANGE ET LE DEVELOPPEMENT	JEU VI ETU-000371	Fonctionnement	1 500 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	JEU VI ETU-000365	Projet	500 €

TOTAL				44 300 €

8) Réussite éducative

REUSSITE EDUCATIVE				
N°asso	Structure	N° de dossier	Type	Attribué
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	RE-001199	Fonctionnement	2 300 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	RE-001200	Projet : La tête et les jambes	1 500 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	RE-001146	Projet : Festival International du film d'éducation	5 000 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	RE-001147	Projet : Implantation d'un terrain d'aventure dans un ou plusieurs quartiers de la ville de Montpellier	15 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	RE-001131	Projet : Cours d'initiation et perfectionnement au jeu d'Echec-organisation tournoi inter-écoles	4 300 €
467	LE RELAIS – MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	RE-001171	Fonctionnement	30 000 €
467	LE RELAIS – MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	RE-001172	Projet : Anniversaire des 40 ans de Relais des Enfants	6 000 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	RE-001216	Fonctionnement	7 258 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	RE-001213	Projet : RE artistique et parentalité	2 000 €
1261	ATELIER PERMANENT	RE-001152	Projet : Mosson au fils des saisons	2 000 €

	D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN - APIEU			
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	RE-001140	Fonctionnement	1 100 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	RE-001137	Fonctionnement	600 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	RE-001138	Projet : Prix de la laïcité et de la citoyenneté pour le vivre ensemble	200 €
2294	GROUPE FRANÇAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR	RE-001130	Fonctionnement	1 000 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	RE-001210	Fonctionnement	200 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWENDO	RE-001168	Projet : Accompagnement à la scolarité sur les QPV de Montpellier	2 500 €
3901	HALTE POUCE	RE-001135	Projet : Accompagnement ALSH/Handicap	5 000 €
4388	LE PASSE MURAILLE	RE-001214	Fonctionnement : Renouvellement du parc informatique - Chantier d'insertion Tercom	850 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	RE-001165	Projet : Operation Broccoli	1 800 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	RE-001151	Fonctionnement	4 000 €
5385	ZADIGOZINC	RE-00142	Projet : Développement des activités dans le café associatif	2 000 €

5385	ZADIGOZINC	RE-001143	Projet : Les événements culturels dans le café: concerts, théâtre et animations artistiques	2 000 €
5385	ZADIGOZINC	RE-001144	Projet : les rues des enfants	1 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIR SPORTIF	RE-001132	Projet : A la découverte des vacances	5 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	RE-001178	Projet	5 800 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	RE-001179	Projet	4 400 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	RE-001126	Projet	2 200 €
5885	FEDERATION CALANDRETA D'ERAU	RE-001209	Fonctionnement	68 000 €
TOTAL				183 008 €

9) Ressources humaines

RESSOURCES HUMAINES				
N°asso	Structure	N° de dossier	Type	Attribué
1437	GROUPEMENT D'ENTREPRISES FRANCAISES DE LUTTE CONTRE LE CANCER	PREV ROUT-000037	Fonctionnement	10 000 €
TOTAL				10 000 €

10) Jeunesse & Sport / Sport

JEUNESSE & SPORT / SPORT				
N° Asso	Structure	N° dossier	Type	Attribué
102	FOOT CLUB PETIT BARD	003391	F	25 000 €

102	FOOT CLUB PETIT BARD	003392	P	1 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	003424	F	57 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	003577	F	5 800 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	003419	F	5 600 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	003420	P	2 500 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	003575	P	6 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	003546	F	1 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	003480	F	5 000 €
826	MUC JUDO JUJITSU	003405	F	1 900 €
828	MONTPELLIER SAVATE BOXE FRANÇAISE	003454	F	1000 €
861	ACADEMIE DE BOXE FRANÇAISE DE MONTPELLIER	003439	F	1 000 €
864	3M CANOË KAYAK UC	003461	F	2 400 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	003452	F	32 000 €
917	MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UNIVERSITE CLUB	003527	F	13 000 €
919	MONTPELLIER UC ESCRIME	003545	F	13 000 €
926	MUC OMNISPORTS	003516	F	17 000 €
928	MUC FOOTBALL	003487	F	10 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	003505	F	18 000 €
964	MUC LUTTE	003471	F	3 700 €
967	MUC HANDBALL	003525	F	20 500 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	003415	F	400 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	003581	F	1 500 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	003582	P	4 200 €
984	MONTPELLIER PETANQUE ST MARTIN	003446	P	2 200 €

985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	003433	P	500 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	003436	F	500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	003524	F	9 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	003412	F	16 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	003414	P	2 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	003478	F	20 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	003477	P	1 700 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	003489	F	2 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	003490	F	3 000 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	003515	F	4 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	003485	F	6 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	003486	P	1 000 €
1487	BRIDGE COMEDIE MONTPELLIER	003532	F	2 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	003537	F	22 000 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	003519	F	2 000 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER	003463	F	1 000 €
1615	MUC BOXE FRANÇAISE SAVATE	003438	F	1 000 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	003402	P	1 000 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	003430	F	2 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	003479	F	58 000 €
1918	MARC	003551	F	2 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	003523	P	10 000 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	003539	P	5 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	003528	F	62 500 €

2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	003498	F	3 000 €
2184	MONTPELLIER IAÏDO UNIVERSITE CLUB	003458	P	450 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	003473	F	17 000 €
2312	MUC GYMNASTIQUE	003441	F	2 200 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	003447	F	1 700 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	003408	F	400 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	003564	F	500 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	003565	p	500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	003558	F	7 800 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	003561	F	11 000 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	003562	P	2 000 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	003563	P	3 500 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	003418	F	2 500 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE BEAUX- ARTS MONTPELLIER	003559	F	22 000 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE BEAUX- ARTS MONTPELLIER	003560	P	500 €
3081	BLEU VERTIGE	003462	F	3 300 €
3376	VOLLEY LOISIRS COMPETITION ANTIGONE	003584	F	500 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	003507	F	30 000 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	003509	P	4 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	003442	F	1 700 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	003502	F	12 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	003503	P	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE		F	2 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	003427	P	2 000 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	003423	F	3 600 €

3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	003427	P	6 500 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	003397	F	3 000 €
4141	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB RANDONNEE PEDESTRE	003393	F	450 €
4142	MUC HOCKEY SUR GAZON	003494	F	1 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	003538	F	6 000 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	003475	F	2 000 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	003476	P	1 000 €
4555	ROLL' SCHOOL	003569	F	1 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOË - KAYAK	03495	F	6 000 €
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	003531	F	1 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	003554	P	2 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	003459	F	3 000 €
4720	ASSOCIATION MONTPELLIER SPORTS ORIENTATION 34	003550	F	1 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	003416	F	2 500 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	003552	F	8 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	003541	F	3 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	000554	P	1 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	003567	F	10 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	003568	P	1 000 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES MONTPELLIER	003443	F	3 500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES MONTPELLIER	003444	P	500 €
4897	ENERGIE PAILLADE	03449	F	1 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	003394	F	4 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	003395	P	500 €

5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	003529	F	500 €
5086	ASSOCIATION FOOT - FAUTEUIL "LES FAUTEUILS DE FEU"	003557	F	3 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	003403	F	8 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	0003407	P	39 000 €
5400	A.K.SPORT	003404	F	13 000 €
5625	DERBY CLUB LE CRES LATTES MONTPELLIER	003472	P	1 000 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	003432	F	1 500 €
5734	MONTPELLIER XIII	003585	F	7 800 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	003544	F	3 000 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	003417	F	400 €
6141	MONTPELLIER HANDI RUGBY	003499	F	1 500 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	003068	F	8 000 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	001770	P	1 000 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	003448	F	58 000 €
7090	MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	002658	F	1 000 €
7327	ASSOCIATION GYMNASIQUE VOLONTAIRE « TOUT EN SOUPLESSE »	003401	F	500 €
7380	HANDBALL FEMININ MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (HBF3M)	003543	F	15 000 €
TOTAL				751 400 €

- SUBVENTION POUR LE CHAMPIONNAT DU MONDE DE PATINAGE DU 21 AU 27 MARS 2022 (AVANCE 2022) :

5223	FEDERATION FRANÇAISE DES SPORTS DE GLACE	F	Championnat du Monde 2022	100 000 €
------	--	---	---------------------------	-----------

11) Partenariat sports

PARTENARIAT SPORTS				
N°asso	Structure	N° de dossier	Type	Attribué

25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE APDOC	PARTSPO 000562	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	PARTSPO 000513	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 300 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	PARTSPO 000585	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	PARTSPO 000519	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 700 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	PARTSPO 000557	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
828	MONTPELLIER BOXE FRANCAISE SAVATE	PARTSPO 000528	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	500 €
842	SPELEO CLUB ALPIN LANGUEDOCIEN	PARTSPO 000564	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 500 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UC	PARTSPO 000533	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
914	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS JEUNES MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY ASLJ	PARTSPO 000527	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 000 €
919	MUC ESCRIME	PARTSPO 000556	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 700 €
928	MUC FOOTBALL	PARTSPO 000568	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	PARTSPO 000544	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
967	MUC HANDBALL	PARTSPO 000547	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	PARTSPO 000518	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 900 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	PARTSPO 000570	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	PARTSPO 000539	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 900 €

1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	PARTSPO 000552	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	PARTSPO 000532	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
1891	MONTPELLIER GRS	PARTSPO 000553	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	PARTSPO 000546	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	PARTSPO 000550	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 900 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	PARTSPO 000549	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	PARTSPO 000548	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	4 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	PARTSPO 000542	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
2274	MONTPELLIER MONOCYCLE	PARTSPO 000559	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	PARTSPO 000566	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	PARTSPO 000565	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
2831	AEROCUB DE L'HERAULT MONTPELLIER OCCITANIE	PARTSPO 000574	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 000 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	PARTSPO 000563	Projet	3 000 €
3040	UNION SPORTIVE DES NAGEURS DE MONTPELLIER	PARTSPO 000567	Projet	1 500 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	PARTSPO 000537	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 200 €
3081	BLEU VERTIGE	PARTSPO 000534	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €

3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	PARTSPO 000530	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 700 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	PARTSPO 000545	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 700 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	PARTSPO 000524	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO 3MTKD	PARTSPO 000543	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	4 500 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER	PARTSPO 000522	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	PARTSPO 000520	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
3845	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	PARTSPO 000516	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
3914	MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB	PARTSPO 000569	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 700 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	PARTSPO 000571	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 200 €
4144	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB VACANCES MUC	PARTSPO 000551	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 600 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	PARTSPO 000579	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	PARTSPO 000536	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 800 €
4555	ROLL SCHOOL	PARTSPO 000576	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	PARTSPO 000541	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	PARTSPO 000561	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	PARTSPO 000531	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	500 €
4720	ASSOCIATION	PARTSPO 000558	Projet	2 000 €

	MONTPELLIER SPORT ORIENTATION 34		PARTENARIAT SPORTIFS	
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	PARTSPO 000560	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 300 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	PARTSPO 000575	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 900 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	PARTSPO 000525	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
5002	MOSSON FULL-CONTACT	PARTSPO 000514	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	PARTSPO 000515	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER ACADEMIE	PARTSPO 000523	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	PARTSPO 000521	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 700 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	PARTSPO 000555	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 000 €
6720	VOYAGE AU BOUT DE LA CIME	PARTSPO 000580	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	PARTSPO 000526	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 500 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	PARTSPO 000583	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	2 000 €
6845	ARTIVISTES	PARTSPO 000582	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 400 €
7325	D'STREET TRAINING	PARTSPO 000573	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	1 000 €
7541	TEMPO TAP	PARTSPO 000578	Projet PARTENARIAT SPORTIFS	3 000 €
TOTAL				141 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'attribution des subventions telles que détaillées ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution correspondantes ;

- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention
- Modèle lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179847-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Marie MASSART

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML), la SERM a remis son rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2020, aucune opération confiée à la SERM par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport spécial SERM 2020 - CM 01022022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177926-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Marie MASSART

Organismes extérieurs - Société publique locale - SPL SA3M - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SA3M a remis son rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après. En 2020, les opérations d'aménagement confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives sont les suivantes :

Deux acquisitions amiables sous DUP :

Sur la ZAC Port Marianne - République :

- 1811 m² de terrains concernant diverses parcelles pour un montant total de 57 152 € à la Ville de Montpellier et pour un montant total de 14 725 € à la SA3M ;

Sur la ZAC Montpellier Grand Cœur :

- Seize lots rue Boussairolles d'une surface totale de 236,84 m² concernant 5 vendeurs pour un montant total de 81 736 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport spécial SA3M Mtp GC 2020.pdf
- Rapport spécial SA3M République 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178609-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Marie MASSART

Organismes Extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier, est actionnaire public principal de la SERM au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions, à hauteur de 41,38% du capital. La Ville de Montpellier occupe à cet effet 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Michaël DELAFOSSE.

Au côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, et de la Commune de Palavas-les-Flots, Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques et l'organisation de l'action publique en matière d'aménagement, de construction et de logement sur le territoire, un projet de rapprochement du Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat est engagé. Les objectifs associés à la perspective de ce rapprochement consistent à :

- Favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement ;
- Renforcer les synergies entre les différentes entités ;
- Développer un travail partenarial avec les 31 communes de la Métropole ;
- Consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Concomitamment à l'étude sur les scénarios de rapprochement entre les différentes entités qui a été présentée lors du Conseil d'Administration de la SERM du 1^{er} décembre, il a été décidé d'ouvrir la réflexion sur la modification des statuts de la SERM afin d'y intégrer la possibilité de développer de nouveaux projets, ayant trait à des activités de construction, et de gestionnaire de logements sociaux, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre, qu'au travers de ses filiales.

Cette modification, qui ne préjuge en rien du montage juridique de rapprochement retenu à l'issue du dialogue social, pourrait nécessiter la demande d'un agrément logement social auprès du Ministère.

Le conseil d'Administration de la SERM, en date du 1er décembre 2021, a ainsi proposé la convocation d'une future Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver le projet de modification des statuts de la société relative à son objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SERM est le suivant :

« La société a pour objet d'entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.

Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession.

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

La Société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La Société pourra également à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Occitanie et ses départements limitrophes, intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM ci-dessus évoqué, en y adjoignant la mission complémentaire suivante : *« Entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux tel que visées à l'article L.481-1 du code de la construction et de l'habitation. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur DELAFOSSE, à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Proposition_modif_statuts_SERM_2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180630-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Procès-verbaux des Conseils municipaux du 30 novembre et du 16 décembre 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Les procès-verbaux des Conseils municipaux du 30 novembre et du 16 décembre 2021, sont annexés à la présente délibération accompagnée de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les procès-verbaux des Conseils municipaux du 30 novembre et du 16 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV_CM 30.11.21 et synthèse des décisions présentée le 30.11.pdf
- PV_CM du 16.12.21 et synthèse des décisions présentée le 16.12.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-182266-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ville sportive

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY

Réhabilitation des terrains de tennis des Garrigues - Quartier de la Mosson-Hauts de Massane - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers prioritaires d'équipements de proximité de qualité. Les enjeux liés à la cohésion sociale par le sport et l'adaptabilité des équipements sportifs à la demande des usagers sont en effet, particulièrement importants dans les quartiers prioritaires. Dans ce cadre, la Ville souhaite poursuivre et finaliser la réfection des terrains de tennis des Garrigues. Le projet se décline en un programme de réhabilitation des terrains de tennis, deux en terrains synthétiques qui seront éclairés et deux en béton poreux. Le mur sera aussi rénové.

Les terrains de tennis construits dans les années 80 dans le quartier de la Mosson – Hauts de Massane, sont occupés par l'Association Fête le Mur, créée en 2008 en présence de Yannick NOAH, fondateur du réseau associatif et du sport social en France. La dimension sociale de ce projet est importante et s'inscrit dans le contrat de ville, sur des approches transversales de soutien à la jeunesse, de mixité et d'optimisation de « l'efficacité sociale » des actions.

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 245 000 € HT, soit 294 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser les travaux relatifs à la réhabilitation des terrains de Tennis des Garrigues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178139-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerces de proximité, artisanat et tourisme

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY

Convention cadre triennale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Syndicat AOP Languedoc pour la coorganisation du salon des vins d'Occitanie à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est située au cœur du terroir de l'AOP Languedoc et s'engage depuis de nombreuses années pour la promotion du vin et de son propre vignoble.

Depuis 15 ans, la Ville de Montpellier a entrepris avec le Syndicat de l'AOP Languedoc de faire connaître aux Montpelliérains et aux touristes, la qualité et la variété de notre vignoble à travers la manifestation des Estivales. Le succès et la fréquence de ces manifestations ont conduit la Ville de Montpellier à vouloir établir un partenariat durable avec les acteurs du monde viticole et le Syndicat de l'AOP Languedoc en particulier.

La Ville de Montpellier souhaite aujourd'hui accompagner le Syndicat de l'AOP Languedoc dans l'organisation d'événements à destination d'un public de professionnels en créant un salon des vins d'Occitanie à Montpellier.

Ce salon a vocation à devenir un rendez-vous professionnel annuel, à dimension européenne, en ayant pour ambition d'identifier ainsi Montpellier comme la capitale viticole de la région.

Le Syndicat de l'AOP Languedoc est l'organisateur du salon des vins, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier sont partenaires. Le budget global est estimé à 490 000 €.

Le salon des vins de Montpellier se tiendra les 2 et 3 mai (dates susceptibles d'évoluer en fonction du contexte sanitaire) au Corum. Pour sa première édition, l'événement attend 1 500 à 2 000 visiteurs professionnels, qui viendront à la rencontre de 300 à 350 exposants, vignerons, caves et négociants, producteurs d'AOP et d'IGP d'Occitanie.

Le salon est réservé aux acheteurs de vin professionnels (grossistes, cavistes, restaurateurs...) français et internationaux, ainsi qu'à la presse et aux prescripteurs. Autour du salon, des visites de vignobles, des soirées à thèmes, des masterclass et des dégustations seront organisés par les syndicats et les vignerons.

Il est proposé que la Ville de Montpellier apporte son soutien à l'organisation de ce salon des vins pendant trois ans en versant une subvention annuelle de 60 000 €. La Ville de Montpellier mettra également à disposition des salles municipales dans le cadre des événements *off* en soirée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le partenariat avec le Syndicat de l'AOP Languedoc pour l'organisation d'un salon annuel des vins de l'Occitanie ;
- D'approuver les termes de la convention cadre triennale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat de l'AOP Languedoc ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 4 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 20220114_Convention Salon des vins Montpellier.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Patrimoine historique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY

Montpellier Grand Cœur - Programme de restauration et de mise en valeur de l'aqueduc des Arceaux et aménagement d'une coulée verte - Approbation

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

L'aqueduc Saint Clément, reliant la Grande Source de Saint Clément de Rivière à la promenade du Peyrou, a été édifié entre 1753 et 1767 sous la direction de l'ingénieur hydraulicien Henri Pitot. Dans sa partie terminale, l'aqueduc prend une dimension monumentale avec ses arceaux de grande hauteur : il marque le paysage du quartier qui s'est progressivement constitué à ses pieds et qui prend d'ailleurs le nom de quartier des Arceaux. Ce chef-d'œuvre d'ingénierie, emblématique de notre territoire, fait d'ailleurs l'objet d'une inscription au titre des monuments historiques depuis le 9 mars 1954.

Depuis la mise en service de l'ouvrage en 1765, plusieurs campagnes de travaux ont été menées pour maintenir la conduite d'eau, jusqu'à son abandon il y a près de 40 ans, les installations étant devenues inadaptées aux besoins du Montpellier du début des années 1980. Aucune campagne de restauration d'envergure n'a toutefois été conduite sur les arches supportant la conduite.

Ces dernières années, des interventions sont régulièrement nécessaires afin de prévenir le risque de chute de fragments de pierres. Ces travaux ne suffisent toutefois pas à freiner efficacement la dégradation de plus en plus rapide de l'édifice. Face à ce constat, la Ville a fait réaliser un diagnostic technique et patrimonial par une équipe pluridisciplinaire, conduite par un architecte du patrimoine, afin de connaître précisément l'état de l'ouvrage sur la section allant du Peyrou au Castellet situé dans le square Maquis Bir-Hakeim.

Si aucun désordre structurel n'a été identifié, le manque d'entretien régulier durant plusieurs siècles, combiné à des interventions anciennes parfois inadaptées, favorise la dégradation progressive de l'ouvrage.

Il apparaît donc aujourd'hui indispensable de conduire une campagne de restauration et de mise en valeur de la partie de l'aqueduc dite des Arceaux. Il est proposé une première phase de travaux d'urgence depuis le Peyrou jusqu'au droit du groupe scolaire Arc-Chaptal. Ce projet s'inscrit pleinement dans la démarche de rénovation et de mise en valeur de l'axe monumental Arceaux-Peyrou-Foch-Martyrs de la Résistance engagée par la Ville. La Ville de Montpellier sollicitera des subventions auprès l'Etat et à la Région Occitanie aux meilleurs taux possibles, ainsi qu'à tout autre organisme susceptible d'apporter une aide financière à ce projet.

Par ailleurs, l'aqueduc Saint Clément, en amont des Arceaux, se double d'une coulée verte qui, aujourd'hui, est plus ou moins révélée et praticable. Certaines de ses séquences sont peu accessibles et peu valorisées. Pourtant, cette coulée verte pourrait constituer un formidable cheminement piéton amenant du Domaine d'O à la cité Astruc, en passant par le secteur de rénovation des Cévennes.

Il s'agit donc désormais de lancer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage permettant de préciser les interventions à engager en matière d'espace public pour retrouver le « chemin de l'aqueduc », et de définir une stratégie d'intervention patrimoniale intégrant le phasage des travaux de protection de l'aqueduc au-delà du groupe scolaire Arc-Chaptal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de travaux d'urgence pour restaurer l'aqueduc des Arceaux ;
- De solliciter toutes les subventions et aides financières aux meilleurs niveaux possibles ;
- D'approuver le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour préciser le projet d'espace public à lancer afin de retrouver le chemin de l'aqueduc ;
- De dire que les dépenses liées seront imputées sur le budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-173112-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Ier d'Aragon à l'association Corée'graphie - Approbation d'un loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants et ceci de façon directe, par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

L'association Corée'graphie, créée en 2007, par la chorégraphe coréenne Young-ho Nam, est une association franco-coréenne montpelliéraine. Elle a pour objectif de multiplier les échanges culturels entre la France et la Corée par le biais de trois activités, une compagnie de danse, un festival multidisciplinaire franco-coréen, et des actions scolaires.

En 2015, dans le cadre des 130 ans de relations franco-coréennes, Corée'graphie a lancé le festival « Corée d'Ici ». Il se produit tous les ans, donnant lieu à de riches échanges culturels et humains. Depuis 2018, des ateliers de culture et de langue coréenne au sein d'établissements scolaires, collèges et lycées, voient le jour. Ces derniers proposent aux élèves de découvrir et de faire l'expérience de la culture coréenne, en

commençant par l'apprentissage de son alphabet, de sa langue, et de diverses disciplines créatives, artistiques et sportives. On y découvre également la civilisation coréenne et son histoire, permettant d'ouvrir les élèves à une autre vision du monde. A l'Automne 2021, l'association a créé le festival intitulé « Les rencontres du cinéma coréen ».

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'association Corée'graphie, un loyer ou une redevance minorée lui sera proposé. Le loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville de Montpellier et dans le compte de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subvention	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
Association coree 'graphie	Espace Jacques premier d'Aragon 117 rue des Etats Généraux	1 335 €	1 300 €	35 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de location du domaine public et privé de la Ville ;
- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association Corée'graphie, et de porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de l'aide en nature pour un total général de 1 300 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2021 Domaine privé.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179630-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Trois lieux gérés par la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel de la Ville de Montpellier sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux, des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 14 décembre 2020 concernant les tarifs 2021 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations et structures partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2022, de manière ponctuelle, pour 7 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 10 334 €.

Si en raison du contexte sanitaire, la Ville se trouvait dans l'impossibilité de mettre aux jours et heures prévus, ses locaux à disposition du bénéficiaire, le service des Relations Internationales proposerait l'organisation de l'évènement à une date ultérieure.

NOM	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
CLICS 34	Du 10 au 28/01/2022	Exposition « L'Orient et les femmes méditerranéennes »	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI)	1 975 €
Association « C'est Rare Film »	17/01/2022	Conférence de presse	Salle de réception de la MRI	912 €
Association « C'est Rare Film »	04/02/2022	Lancement des 15èmes journées de Cinéma Suisse	Salle de réception de la MRI	912 €
Consulat du Japon	26/01/2022	Permanence Consulaire	Salle de réception de la MRI	912 €
Institut Culturel Italien	11/03/2022	Concert du compositeur et guitariste M. Pierluigi CUOMO	Salle de réception de la MRI	912 €
Centre Culturel Juif de Montpellier	13 au 25/03/2022	Exposition « Juifs réfugiés en Corse pendant la première guerre Mondiale », Projection du film « les guerrières de la paix », suivie d'une rencontre/ débat	Salle de réception de la MRI	1 317 €
Centre Culturel Juif de Montpellier	5/05/2022	Célébration de la Fête Nationale Israélienne	Salle de réception de la MRI	912 €
Centre International Unesco sur l'eau de Montpellier	30/05 au 3/06/2022	Exposition sur la thématique de l'eau « The Lost Compass »	Salle de réception de la MRI	507 €
Chambre de Commerce France Israël	28/11 au 16/12/2022	Exposition « Form and light »	Salle de réception de la MRI	1 975 €
			TOTAL	10 334 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions d'occupation temporaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modele_convention_temporaire_de_mise_a_disposition.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179611-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Création d'un Street Work Out sur le Complexe Sportif Bernard Jouanique - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de nos concitoyens. La disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs conditionnant l'accès à la pratique sportive.

Dans le contexte des contraintes sanitaires actuelles, la Ville de Montpellier souhaite d'une part, soutenir les associations sportives structurées et présentes sur l'ensemble du territoire, et encourager la pratique sportive en levant, notamment dans les quartiers relevant de la politique de la ville, les obstacles culturels liés à la faible mobilité des habitants, pour réussir l'insertion sportive de tous les montpelliérains. Ainsi des installations de Street Work Out, loisir sportif mêlant la gymnastique la musculation en mélangeant figures de force, de souplesse, d'équilibre, et d'agilité en extérieur, ont essaimé dans la Ville : Lac des Garrigues, Parc de la Rauze, Las Rébés, Parc Dioscoride.

Le projet de Street Work Out du quartier des Cévennes, dans le complexe sportif Bernard Jouanique, proche du Dojo et du terrain multisports, est complémentaire aux pratiques sportives déjà en place dans ce quartier, et s'inscrit dans le Contrat de Ville.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville. Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 26 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser les travaux relatifs à la création d'un Street Work Out dans le complexe sportif proche Bernard Jouanique, quartier des Cévennes ;
- De dire les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178181-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Rugby Club - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite proposer à l'association Montpellier Rugby Club un local associatif vacant au Stade Sabathé (ancien logement du gardien rénové) afin qu'elle puisse, avec les équipes féminines qui s'entraînent et jouent ses matches sur ce stade, organiser les réunions et vidéos techniques, à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022. La convention de mise à disposition sera renouvelable une fois par tacite reconduction.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer ou une redevance minoré lui sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	redevance minorée	subvention en nature	Date de renouvellement
DOMAINE PUBLIC					
Montpellier Rugby Club	500 avenue de Vanières – Stade Yves du Manoir – 3407 Montpellier	7 700,00 €	35,00 €	7 665,00 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du domaine public entre la Ville de Montpellier et Montpellier Rugby Club ;
- D'approuver la redevance minorée proposé à l'association Montpellier Rugby Club ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total annuel de 7 665 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention mise à disposition local associatif MBM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178312-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Appel à projets résidences artistiques de recherche et de création en spectacle vivant au Théâtre de la Vista - La Chapelle - Approbation

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Théâtre La Vista – La Chapelle, situé dans le quartier de Figuerolles à Montpellier, a été inauguré le 29 mars 2019. Sa rénovation complète par la Ville avec l'aide de l'Etat, en fait un outil performant exceptionnel et offre des opportunités d'accueil d'artistes en résidence. D'octobre à mai, le théâtre est mis à disposition de l'association La Vista qui propose une programmation destinée majoritairement au jeune public et au public familial. Depuis juin 2019, en complément de la programmation annuelle du théâtre, la Ville propose aux artistes du territoire, sur la saison estivale, des résidences destinées à soutenir la création en spectacle vivant, et l'émergence artistique.

Trois saisons ont permis de constater l'importance et l'effet levier pour les compagnies de bénéficier d'un lieu et de moyens financiers pour travailler leurs créations et arguer d'une première coproduction d'une part mais également pour le quartier d'inscrire au plus près des habitants une proposition artistique riche, de qualité, pérenne et gratuite. Si en 2019, ce sont 6 résidences de création qui ont pu être accueillies au théâtre, 14 l'ont été en 2020, et 17 pour l'été 2021. Deux résidences de territoire, s'inscrivant sur le temps long, ont commencé sur la saison 19/20 et se poursuivent encore.

Afin de faire connaître de manière la plus large possible l'accompagnement à la création et à la recherche artistique en termes de spectacle vivant, le recours à un appel à projets de résidences artistiques au Théâtre La Vista – La Chapelle a été lancé pour l'année 2021 en direction des artistes de spectacle vivant du territoire de la Métropole et 70 projets ont été déposés. Fort de ce succès, qui a su donner un cadre lisible et permis d'afficher un parti pris en faveur de l'aide à la création, il est envisagé de renouveler l'information de ce dispositif par ce biais pour l'année 2022.

Le recours à l'appel à projets a contribué à une diffusion élargie de la politique menée en faveur de la création et de l'émergence portée par la Ville de Montpellier mais également d'énoncer de manière transparente les modalités et les critères d'accueil, permettant d'éviter l'écueil de l'entre soi.

Enfin, la richesse des propositions d'actions culturelles proposées par les équipes artistiques durant toute l'année 2021 confortent l'effet d'émulation généré par l'appel à projets. En effet, ces actions culturelles sont sollicitées par la Ville en contrepartie de l'accueil en résidences par les équipes artistiques en même temps que leur demande de temps de résidences.

Cet appel à projets s'adresse aux équipes artistiques du territoire de la Métropole (les 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole) ayant besoin d'un plateau équipé pour leur travail de création sur une durée comprise entre une et trois semaines. Toutes les esthétiques du spectacle vivant sont éligibles (théâtre, danse, spectacles musicaux, cirque, arts de la rue...). Aucune thématique n'est imposée, le principe consistant à mettre en lumière des propositions artistiques de qualité et porteuses de sens, représentatives de la diversité de la création sur le territoire.

Le financement plafonné de ces résidences est étudié en fonction du projet présenté, de la taille de l'équipe artistique et de la cohérence du budget présenté. Le financement de cette résidence inclus le temps de travail de création ainsi qu'une offre de médiation détaillée plus bas. Une convention de résidence sera établie à l'issue d'un rendez-vous visant à préciser les modalités d'accueil, les dates d'accueil, les besoins techniques et ajuster les propositions d'actions de médiations.

Les dossiers seront analysés au travers des cinq critères suivants :

- Artiste, compagnie ou collectif dans le domaine du spectacle vivant, domicilié sur le territoire de la Métropole ;
- Pertinence et maturité du projet artistique ;
- Soutiens (résidences, coproductions/subventions/préachats etc.) acquis ou en cours, avec des structures de la Métropole et/ou extra-métropolitaines ;
- Propositions d'actions culturelles en direction des publics du quartier, en relation avec le projet ;
- Faisabilité technique.

La publicité de cet appel à projets sera effectuée par voie de presse et sur le site internet de la Ville. Les équipes pourront présenter leurs candidatures jusqu'au 28 février 2022. Une première sélection sera faite sur dossier, la validation définitive interviendra à l'issue d'une présentation orale des projets présélectionnés au plus tard le 15 mai 2022, lors d'une rencontre avec le jury, constitué à cette occasion.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement d'un appel à projet comme mode de communication et de sélection des résidences de création artistique en spectacle vivant au Théâtre de La Vista-La Chapelle pour l'année 2022 ;
- D'approuver le règlement de l'appel à projets ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Appel à résidences 22 retro planning.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179301-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Comédie du Livre 2022 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, manifestation dont la 37^{ème} édition doit se tenir du 13 au 22 mai 2022.

La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition. A cette fin, une convention de partenariat doit être conclue pour l'année 2022. Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit, les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'organisation de la 37^{ème} édition de la Comédie du Livre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConventionPartenariat_Ville_Metro1640014108644.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178643-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE

Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2024 avec la cité scolaire Françoise Combes dans le cadre de l'option théâtre - Avenant 2021/2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du ministère de la Culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

Dans le cadre de ce partenariat, le théâtre Jean Vilar s'engage à mettre à disposition un artiste agréé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour les 90 heures d'intervention sur l'année scolaire. En contrepartie, la cité scolaire Françoise Combes s'engage à mettre un enseignant à disposition durant ces 90 heures, afin d'encadrer le groupe d'élèves.

La prise en charge de la rémunération de l'artiste est répartie entre les deux partenaires :

- La cité scolaire Françoise Combes et le théâtre Jean Vilar s'engagent à prendre en charge 45 heures d'intervention de l'artiste, soit 2 250 € chacun ;

- Le théâtre Jean Vilar s'engage également à rémunérer l'artiste dans le cadre de la participation de l'atelier théâtre à la Cour des Arts, soit 15 heures et pour un coût total de 750 €.

Dans ce cadre, il est proposé une convention pluriannuelle de partenariat pour 3 années scolaires (septembre 2021 à juin 2024), visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'Atelier Théâtre de la cité scolaire Françoise Combes en partenariat avec le théâtre Jean Vilar. Il sera par ailleurs proposé un avenant annuel, fixant notamment le programme des actions, le planning d'organisation et des sorties, le budget, et évaluant les actions de l'année précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier - Théâtre Jean Vilar et la cité scolaire Françoise Combes de Montpellier, pour l'organisation de l'atelier théâtre ;
- D'approuver les termes de l'avenant pour l'année scolaire 2021-2022 ;
- De dire que les dépenses sont prévues au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et l'avenant 2021/2022 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Stéphane JOUAULT, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention pluriannuelle

- avenant 2021 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178387-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine historique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE

Gestion des Archives - Convention de prestation de services entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Renouvellement 2021/2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°2006/12 du 30 mars 2006, la Ville de Montpellier a signé avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier une convention d'assistance scientifique et technique pour le traitement et l'exploitation des archives de la Communauté d'Agglomération pour une durée de 3 ans.

Cette convention a été renouvelée dans les mêmes termes par délibération n°2009/351 du 27 juillet 2009, n°2012/292 du 25 juin 2012 et n°2015/233 du 18 juin 2015.

Arrivée à son terme, les deux parties ont souhaité la renouveler en apportant les modifications nécessaires aux nouveaux besoins des deux entités liées à la mutualisation des services et aux transferts de compétences entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Une nouvelle convention, après avoir été présentée aux Comités Techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole les 11 septembre et 15 octobre 2018 a donc été signée le 17 décembre 2018 pour une durée d'un an, reconductible deux fois par période d'un an de manière tacite.

Cette dernière convention arrivant à échéance le 17 décembre 2021, les deux parties souhaitent la renouveler dans les mêmes termes en attendant la mise en place d'une nouvelle organisation du service des Archives.

Les missions d'assistance relevant de la convention seront assurées par des agents des Archives municipales à hauteur de 10 % de leur temps de travail. Elles sont suivies et programmées par l'équipe d'encadrement du service archives contemporaines Ville-Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de prestation de services de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des archives ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention 2021 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-176271-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

**Chapelle Saint Charles - Convention d'occupation du domaine public entre la
Ville de Montpellier et l'Office de tourisme - Mise à disposition à titre gracieux -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites guidées de différents sites à Montpellier.

L'Office de Tourisme a sollicité les services de la Ville afin d'organiser des visites d'une partie de la Chapelle Saint Charles, situé place Albert 1^{er} à Montpellier, notamment l'entrée principale du public, les chapelles latérales, les tribunes, les salles de répétition latérales à l'étage au-dessus du chœur.

La Ville a souhaité répondre favorablement à l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole dont l'une des missions est la promotion de l'offre touristique sur le territoire de la Métropole et notamment de son patrimoine. La Ville propose donc une mise à disposition des locaux ci-dessus à compter du 15 février 2022.

Les visites organisées par l'Office de Tourisme intervenant principalement pendant les horaires d'ouverture au public du bâtiment, l'autorisation de pénétrer dans les locaux est consentie à titre gracieux et pour une durée indéterminée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition gracieuse entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier de Méditerranée Métropole pour l'organisation de visites guidées du site ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Boris BELLANGER, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177799-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Vote en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Créations, révisions et clôtures - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements votée par délibération du 30 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L. 2311-3), la Ville de Montpellier gère son budget par Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 31 décembre 2021 à 561 724 720 €.

I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2022 : en euro TTC

N°	PROGRAMME	AP AU BP 2022	CP au BP 2022
V22TRAML5	FONDS DE CONCOURS EXCEPTIONNEL MOBILITES	100 000 000	25 000 000
V22GPLU01	VILLE PARC : LUNARET-LAVALETTE-MONTMAUR	30 000 000	634 000
V22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	16 000 000	3 500 000
V22GSCO01	PRIORITE AUX ECOLES : CONSTRUCTION GS CROIX D'ARGENT (<i>DONT FONCIER</i>)	14 949 900	1 422 000
V22SELF01	PRIORITE AUX ECOLES : SELFS - L'ENFANT ACTEUR DE SON REPAS	12 000 000	1 000 000
V22META01	PRIORITE AUX ECOLES : RA Fraichissement et confort thermique des ecoles	10 000 000	700 000
V22COEU01	PATRIMOINE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR PEYROU	6 324 000	200 000
V22CREC01	ENFANCE : CONSTRUCTION CRECHE CROIX D'ARGENT	5 100 000	200 000
V22SOIN01	BIEN ÊTRE ANIMAL : CENTRE DE SOIN DU LUNARET	5 000 000	150 000
V22BORN01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE MUNICIPAL	4 230 000	1 410 000
V22ARCH01	ARCHIVES : ARCHIVAGE ELECTRONIQUE	2 800 000	500 000
V22GSCO03	PRIORITE AUX ECOLES : EXTENSION ECOLE DOCTEUR ROUX	2 500 000	360 000
V22VIDEO01	SECURITE : VIDEOPROTECTION URBAINE	2 000 000	400 000
V22PLAT01	SPORT DE PROXIMITE : REFECTION DES PLATEAUX SPORTIFS	2 000 000	500 000
V22COEU03	PATRIMOINE : RAVALEMENT DES FACADES ET DES MENUISERIES CENTRE VILLE	3 030 000	470 000
V22CREC02	ENFANCE : FUSION COQUELICOTS & BOUTONS D'OR	1 200 000	130 000
V22JARD01	VILLE PARC : JARDINS FAMILIAUX ET PARTAGES	1 000 000	155 000
	Somme :	218 133 900	36 731 000

II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2022 : en euro TTC

L'AP suivante fait l'objet d'une actualisation d'intitulé :

- 2013I19 devient « ZOO DU LUNARET – ANCIEN »,
- 2013I22 devient « PRU CEVENNES – PETIT BARD »,

- 2013I28 devient « RAVALEMENT SUBVENTIONS CELLENEUVE »,
- 2013P16 devient « QUARTIER DE LA CITE CREATIVE »,
- 2014I05 devient « VIDEO PROTECTION – ANCIEN »,
- 2016P06 devient « CRECHE DE LA CITE CREATIVE »,
- 2017P14 devient « CONSTRUCTION GS LUCIE AUBRAC / SAMUEL PATY ».

Il est proposé de réviser le montant des autorisations de programme suivantes :

N°	PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2022	AP APRES BP 2022
2013I27	ACTION FONCIERE	33 035 600	26 453 305	59 488 905
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS CELLENEUVE	755 000	360 000	1 115 000
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	1 180 000	1 125 000	2 305 000
V20CTBS01	CONFORT THERMIQUE ET VEGETALISATION DES ECOLES	2 550 000	9 450 000	12 000 000
	Somme :	37 520 600	37 388 305	74 908 905

III. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2022 : en euro TTC

Il convient de clôturer les AP suivantes :

- 2013I19 « ZOO DU LUNARET – ANCIEN », pour un montant de 30 000 000 € (10 289 359,18 € réalisés) ;
- 2013P13 « ZAC NOUVEAU SAINT-ROCH », pour un montant de 12 360 731 € (8 633 694,75 € réalisés) ;
- 2016I02 « RENOVATION ECOLE PAPE CARPANTIER », pour un montant de 4 850 000 € (4 370 093,41 € réalisés) ;
- 2016P02 « ANRU 2 », pour un montant de 1 095 000 € (921 746,75 € réalisés) ;
- 2018P10 « RENOVATION GS CONDORCET » pour un montant de 300 000 € (197 462,66 € réalisés).

IV. Les APCP inchangées : en euro TTC

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP 2021
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I22	PRU CEVENNES – PETIT BARD	19 814 011
2013I31	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU	2 020 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	4 801 718
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	12 923 718
2013P16	QUARTIER DE LA CITE CREATIVE	43 020 000
2013P17	GARE ST ROCH	5 571 768
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SERM	5 753 466
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SA3M	8 756 200

2014I05	VIDEO PROTECTION - ANCIEN	3 300 191
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P09	CONSTRUCTION GS OVALIE 2	12 052 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P19	PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000
2015P20	CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT	12 800 000
2016I04	TRAVAUX HOTEL FRENCH TECH	1 529 989
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE DE LA CITE CREATIVE	3 500 000
2016P08	BD NINA SIMONE PHASE 2	8 840 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190
2017I02	AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I06	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I07	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	5 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	CONSTRUCTION GS JOAN MIRO	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	5 060 000
2017P06	EMBELLISSEMENT / REQUALIFICATION : ESTHETIQUE VISUELLE	7 046 658
2017P12	AMENAGEMENT PLACE LAISSAC	1 805 000
2017P14	CONSTRUCTION GS LUCIE AUBRAC / SAMUEL PATY	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	5 000 700
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	5 150 000
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000
2018P02	CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE SUD MOSSON	15 000 000
2018P03	CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE COTEAU	15 000 000
2018P05	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE	13 400 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2018P08	CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE	12 720 000
2018P09	RENOVATION GS AMSTRONG / BON	3 500 000
V19PATR01	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO	5 330 000
V19EGSH01	RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE	12 000 000
V19TERS01	REHABILITATION DES TERRAINS SYNTHETIQUES DANS LES QUARTIERS GIAMBRONE FAYARD GRAMMONT ASTRUC ET MALLA	2 200 000
V20ROSA01	TRAVAUX MAISON POUR TOUS ROSA PARKS	1 600 000
V20BEAU01	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE - ZAC BEAUSOLEIL	1 600 000
V20PNEC01	PLAN NUMERIQUE DANS LES ECOLES	5 780 000
V21NPRM01	NPRU MOSSON PARTICIPATION EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	28 239 480
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIP PUBLIC	16 86 0000
V21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONNES	5 835 000
V21BOUI01	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES BOUISES	5 550 000
V21ARCE01	RESTAURATON DE L'AQUEDUC DES ARCEAUX	5 370 000
V21COLM01	ABORDS COLLEGE PARC MARIANNE	3 720 000

V21VEGE01	VEGETALISATION DE LA VILLE - DONT 50 000 ARBRES	2 000 000
V21DPBI02	ACQUEDUC ST CLEMENT - CONSERVATION OUVRAGE D'ART - TRAME VERTE ET BLEUE - RESEAU VERT	1 680 000
V21DPBI03	AGRIPARC MAS NOUGUIER AMENAGEMENT CREATION JARDINS FAMILIAUX	1 370 000
V21DECO01	DEVANTURES COMMERCIALES	1 330 000
V21VEST01	CONSTRUCTION VESTIAIRES ET LOCAUX GIAMBRONE ET PAUL VALERY	1 300 000
V21DPBI01	SQUARE PLANCHON DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET REHABILITATION DU PARC	1 080 000
V21UCPB01	CITE DE L'ALIMENTATION	39 200 000
	Somme :	475 598 389

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à 768 641 194 € dont 239 106 688 € réalisés au 31 décembre 2021, soit un reste à financer de 529 534 506 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création, la révision et la clôture des Autorisations de Programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des Crédits de Paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 8 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexes Créations d'AP
- Annexes Revalorisations d'AP
- Annexe Clôtures d'AP

- Annexe AP inchangées

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180705-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Budget Primitif 2022 - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Lors de la séance du Conseil municipal du 16 décembre 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Maire soumet au Conseil municipal le projet du Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2022.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement :	391 024 960,00 euros
- Section d'investissement :	248 867 003,00 euros
Total	639 891 963,00 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	74 910 969,00		74 910 969,00
931	Sécurité et salubrité publiques	15 848 830,00		15 848 830,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	82 841 685,00		82 841 685,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	40 357 230,00		40 357 230,00
934	Santé et action sociale	46 333 496,00		46 333 496,00
935	Aménagement des territoires et habitat	19 953 314,00		19 953 314,00
936	Action économique	7 355 428,00		7 355 428,00
937	Environnement	1 871 450,00		1 871 450,00
938	Transports	5 008 789,00		5 008 789,00
940	Impositions directes	34 850 000,00		34 850 000,00
943	Opérations financières	4 248 000,00		4 248 000,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	309 000,00		309 000,00
946	Transferts entre les sections		41 081 500,00	41 081 500,00
953	Virement à la section d'investissement		16 055 269,00	16 055 269,00
Total		333 888 191,00	57 136 769,00	391 024 960,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	12 805 288,00		12 805 288,00
931	Sécurité et salubrité publiques	199 375,00		199 375,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 181 000,00		1 181 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 505 290,00		3 505 290,00
934	Santé et action sociale	15 358 834,00		15 358 834,00
935	Aménagement des territoires et habitat	4 032 300,00		4 032 300,00
936	Action économique	2 461 500,00		2 461 500,00
938	Transports	5 992 000,00		5 992 000,00
940	Impositions directes	219 890 000,00		219 890 000,00
941	Autres impôts et taxes	18 876 000,00		18 876 000,00
942	Dotations et participation	80 683 373,00		80 683 373,00
946	Transferts entre les sections		26 040 000,00	26 040 000,00
Total		364 984 960,00	26 040 000,00	391 024 960,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	15 233 904,00		15 233 904,00
901	Sécurité et salubrité publiques	2 045 000,00		2 045 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	34 835 796,00		34 835 796,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	18 765 382,00		18 765 382,00
904	Santé et action sociale	3 022 776,00		3 022 776,00
905	Aménagement des territoires et habitat	70 350 108,00		70 350 108,00
906	Action économique	812 037,00		812 037,00
907	Environnement	1 430 000,00		1 430 000,00
921	Taxes non affectées	50 000,00		50 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	70 511 000,00		70 511 000,00
925	Opérations patrimoniales		5 771 000,00	5 771 000,00
926	Transferts entre sections		26 040 000,00	26 040 000,00
Total		217 056 003,00	31 811 000,00	248 867 003,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	1 205 000,00		1 205 000,00
901	Sécurité et salubrité publiques	50 000,00		50 000,00
902		3 545 480,00		3 545 480,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	414 700,00		414 700,00
904	Santé et action sociale	1 949 100,00		1 949 100,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 164 630,00		1 164 630,00
921	Taxes non affectées	2 000,00		2 000,00
922	Dotations et participations	6 000 000,00		6 000 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	171 128 324,00		171 128 324,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	500 000,00		500 000,00
925	Opérations patrimoniales		5 771 000,00	5 771 000,00
926	Transferts entre sections		41 081 500,00	41 081 500,00
951	Virement de la section de fonctionnement		16 055 269,00	16 055 269,00
Total		185 959 234,00	62 907 769,00	248 867 003,00

Conformément à l'article L. 2313-1 du CGCT, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article R. 2321-1 du CGCT prévoit que la Ville de Montpellier peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Budget Primitif 2022 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- De prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L. 2313-1 du CGCT en annexe du rapport de présentation du Budget Primitif 2022 ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 12 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport BP 2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE

Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier mène une politique de gestion active, transparente et responsable de la dette et de la trésorerie, dans le cadre du règlement budgétaire et financier adopté en juin 2018 et renouvelé le 30 juillet 2020. La gestion active de la dette consiste à établir une stratégie efficiente de coordination des enjeux budgétaires et financiers pluriannuels de son endettement. Il s'agit de maîtriser les coûts et les risques afin d'assurer le portage de l'action et des politiques publiques.

Pour mener à bien ces objectifs, et conformément à la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, il convient de définir les caractéristiques de la dette et la stratégie d'endettement, et de définir le cadre d'intervention, les outils et opérations nécessaires en matière de gestion de dette et de trésorerie.

1 – Caractéristiques de la dette et stratégie d'endettement

Encours total au 1^{er} janvier 2022 : 209,2 M€

Taux moyen : 1,4 %

Durée moyenne résiduelle : 14 ans et 11 mois

Structure de la dette : 51 % Taux Fixes – 49 % Taux variables

Classification selon la charte Gissler : 1A : 100 %

Stratégie :

Afin de permettre une sécurisation de la dette et une optimisation des frais financiers, la stratégie développée en 2022 s'établit selon les principes principaux suivants :

- Assurer la sécurisation de l'encours de dette : conformément au règlement budgétaire et financier, souscrire au moins 80 % des emprunts en catégorie 1A, les 20 % restants sont limités à la zone 2B, 90 % de l'encours total global devant rester en zone 1A.
- Diversifier les sources de financement : Avec 13 prêteurs, le risque de contrepartie est assuré. Il est proposé de favoriser la diversification, tant par l'arrivée de nouveaux prêteurs, que par la possibilité d'émissions obligataires ou par l'utilisation des plateformes digitales de financement, afin de développer une émulation positive des partenaires au niveau des conditions de financement et des engagements d'accompagnement.
- Optimiser la répartition entre taux fixes et taux variables (sous-jacents et instruments de couverture de taux inclus) : cet objectif doit être analysé dans la durée, afin d'assurer une optimisation des frais sur le long terme tout en bénéficiant d'opportunités de marché.
- Être attentif aux propositions intégrant des labels environnementaux ou sociaux, des critères éthique ou développement durable, à coût financier comparable et dans le respect des principes précédents.

Conformément au règlement budgétaire et financier, une communication annuelle sur la gestion de la dette sera réalisée à l'occasion du Compte Administratif.

2 – La réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Il est proposé dans le souci d'optimiser la gestion de dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financements qui pourront être notamment bancaires ou obligataires.

A - Financement bancaire

La quasi-totalité de la dette portée par la Ville est souscrite sous forme d'emprunts bancaires auprès de nos banques partenaires. Cette stratégie repose sur une mise en concurrence annuelle des établissements pour en dégager les meilleures conditions de financement pour l'équilibre budgétaire.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser le recours aux produits de financement bancaires qui pourront être :

- des emprunts classiques à taux fixe ou taux indexé avec ou sans structuration, avec taux plafond, taux plancher ou les deux, dans la limite de la typologie de produit autorisée,
- des emprunts de type « revolving »,
- des emprunts sous format Schuldschein, notamment dans le cadre de la diversification via des plateformes de financement intermédiées.

Les produits de financement bancaire seront souscrits dans la limite des montants inscrits au budget de l'exercice (le budget s'entend dans toutes ses composantes : budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives). La durée des nouveaux emprunts sera déterminée en lien avec la nature et la durée de vie des équipements qu'ils financent, et ne pourra excéder 30 ans. Cette durée maximale sera limitativement recherchée dans des cas particuliers, la stratégie globale reposant sur des durées plus en conformité avec une stabilité de la durée de vie résiduelle moyenne aux alentours de 15 ans.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Conformément au règlement budgétaire et financier, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés. La procédure de gré à gré pourra être utilisée dans le cadre d'enveloppes spécifiques présentant des conditions particulières dans le cadre de financement de projet, dans la limite de 50 % du coût du projet.

Dans le cadre de la souscription de ces produits de financement, la collectivité sera attentive à rechercher autant que possible des sources de financement éthiques et/ou comportant des labels environnementaux, sociaux et développement durable.

B – Financement obligataire

Afin de financer la Programmation Pluriannuelle des Investissements 2021-2026, volontariste et traduisant les grandes orientations de la collectivité, il est nécessaire que la Ville dispose d'outils adaptés et diversifiés. Il est donc proposé d'analyser les conditions de mise en place d'un programme obligataire Euro Medium Term Notes (EMTN) pour accéder aux marchés financiers, et de lancer les démarches nécessaires.

Le programme EMTN consiste à faire paraître une documentation unique (le prospectus) mise à jour annuellement, couvrant l'ensemble des émissions à intervenir sur le marché. L'émetteur peut ensuite émettre des titres de créances auprès d'investisseurs professionnels domestiques ou internationaux (sociétés d'assurances, sociétés de gestion, banques commerciales, banques centrales, etc...).

La documentation ainsi que l'ensemble du processus sont encadrés et normés, et le programme est validé par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Dans ce cadre, la collectivité s'attachera également à analyser les possibilités d'émissions répondant aux critères ESG (environnement, social, gouvernance).

Une délibération spécifique relative à la création du programme sera présentée lors d'un prochain Conseil municipal afin d'en présenter les principales caractéristiques à l'issue de l'analyse.

Il est proposé de lancer les différentes études et prestations (juridiques notamment) utiles à la mise en place du programme.

C- Autres financements

Tout autre produit de financement (avance remboursable, etc...) pourra être autorisé dès lors qu'il respecte les principes énoncés pour le financement bancaire et la stratégie développée dans le règlement budgétaire et financier.

3 – Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Afin d'optimiser la gestion de la dette, il est proposé de procéder à toutes les opérations financières utiles à la gestion des emprunts bancaires et obligataires, notamment :

- lancer les consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue ou via l'inscription sur une plateforme de financement ;
- retenir les meilleures offres au regard à la fois des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser ou à recevoir, et de la stratégie de la collectivité ;
- définir l'ensemble des clauses contractuelles en termes de taux d'intérêt, de type d'amortissement (y compris la possibilité d'un remboursement in fine), de différé d'amortissement et/ou d'intérêts sur phase de préfinancement, avec possibilité de tirages échelonnés dans le temps et avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;
- exercer l'ensemble des options prévues par les contrats, notamment procéder à des changements d'indexation, de périodicité ou de profil de remboursement, procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés, à des consolidations
- conclure des avenants afin d'introduire des clauses de gestion de dette telles que définies ci-dessus ;
- procéder à des réaménagements d'emprunts, pour changer d'index, modifier la durée du prêt (sans que la durée globale ne puisse in fine excéder la durée maximale autorisée au A du 2. de cette délibération), modifier la périodicité et le profil de remboursement, compacter les emprunts d'une même banque ;
- procéder à des transferts d'emprunt depuis d'autres organismes, notamment suite à des transferts de compétences ;
- passer tous les ordres et signer tous les documents relatifs à ces affaires.

4 – Les instruments de couverture des risques de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations que sont susceptibles de subir les marchés, la Ville de Montpellier souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses de taux ou, au contraire, afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent en effet de modifier un taux, de figer un taux, ou de garantir un taux.

Conformément à la circulaire du 25 juin 2010, les opérations de couverture des risques de taux pourront être :

- des contrats d'échange de taux (SWAP) ;
- des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- des contrats de taux plancher (FLOOR) ;
- des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Ces opérations de couverture porteront et seront toujours adossées aux contrats constitutifs de l'encours de dette dont la liste figure en annexe des documents budgétaires, ainsi que des nouveaux emprunts et des emprunts de refinancement à contracter et qui seront inscrits en section d'investissement du budget. La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle de l'emprunt auquel il est adossé.

Ces opérations ne pourront sortir du cadre de risque défini au paragraphe 1, l'exposition résultante d'un sous-jacent et de sa couverture sera nécessairement inférieure à 2B.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés.

5 – La gestion de trésorerie

La gestion de trésorerie consiste à limiter le montant du solde disponible sur le compte de dépôt au Trésor, non rémunéré, tout en s'assurant de disposer des liquidités nécessaires pour faire face à l'ensemble des dépenses à court terme. Elle s'articule avec la gestion de dette notamment au travers de remboursements anticipés en cas d'excédent, ou de mobilisations d'emprunts en cas de besoin structurel de trésorerie, ou encore d'optimisation des frais entre les différents supports.

A – Conventions d'ouverture de crédit de trésorerie

Dans ce cadre de gestion active de la trésorerie, la Ville doit disposer d'une ou plusieurs lignes de trésorerie qui permettent de mobiliser et rembourser des fonds selon les besoins réels quotidiens. C'est pourquoi la Ville pourrait lancer une ou plusieurs consultations auprès d'au moins trois établissements financiers aux conditions suivantes :

- montant plafond total des contrats : 500 M€
- index souhaité : Ester, Euribor 1 semaine, 1 mois ou 3 mois
- durée du contrat : de 1 à 12 mois

B – Mise en place d'un programme de Négociable European Commercial Papier NEU-CP

Afin de diversifier ses sources de financement court terme, il est proposé de mettre en place un programme obligataire NEU-CP pour accéder aux marchés monétaires. Le marché des titres négociables à court terme est contrôlé par la Banque de France.

- montant total maximum du programme : 500 M€
- Index souhaité : taux fixe ou taux variable
- durée des émissions : de 1 jour à 12 mois
- commissions : fonction des opérateurs de marché obligatoires et de la réglementation applicable.

C – Les placements financiers

Les collectivités territoriales peuvent déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :

- de libéralités ;
- de l'aliénation d'un élément de leur patrimoine ;
- d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
- de recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Ces fonds ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Afin de permettre une gestion optimisée de la trésorerie de la collectivité dans les cas susvisés, il est proposé de procéder à toutes les opérations nécessaires à la mise en place et à l'utilisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie, du programme de NEU-CP et des placements financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie pour 2022 ainsi défini ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-181120-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE

Ligne 5 de Tramway - Convention relative au versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations liées à l'aménagement des espaces publics en vue d'une ville apaisée. Ces opérations contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des montpellierains et participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite encourager et soutenir les opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, menées par la Métropole sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit, par sa Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), d'investir 983 M€ sur les mobilités douces et alternatives.

La Ville de Montpellier souhaite s'engager par l'attribution d'un fonds de concours global de 100 M€ pour la ville apaisée. Ce fonds de concours sera affecté annuellement sur la base du programme d'investissement prévu au budget de la Métropole. Pour l'année 2022, la Ville souhaite contribuer à hauteur de 25 M€ à l'opération de création de la ligne 5 de tramway, sur le territoire de la Ville de Montpellier.

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, un fonds de concours peut être versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peut être perçu par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2022, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations (poursuite de la réalisation de la ligne 5 de tramway, aménagements des espaces publics et réseaux afférents, acquisition de matériel roulant et création d'un nouveau dépôt pour les rames) telles que défini dans le projet de convention s'élève à 25 M€. Il se décompose comme suit :

Opération	Budget 2022	Montant HT	Taux	Montant du fonds de concours
L5 de tramway	80 298 838,00 €	66 915 698,33 €	37,36 %	25 000 000,00 €

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 25 M€ pour la réalisation de l'opérations définie ci-dessus ;
- D'approuver les termes de la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET CONVENTION FONDS DE CONCOURS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180637-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE

Projet de renouvellement urbain Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Garantie d'Emprunt - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Conseillère municipale, rapporte :

Dans le cadre du premier Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré, dans les années qui ont suivi, en partenariat avec l'Etat / l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), les autres collectivités locales et la caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) a ainsi été signée le 25 novembre 2005. Cet ambitieux projet de rénovation urbaine devait permettre :

- D'améliorer les conditions de vie des habitants ;
- De garantir la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- De restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville ;

- De rénover complètement l'habitat dans le sous-secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés) ;
- D'inscrire les habitants du quartier dans un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola). Afin de permettre, notamment, l'intégration d'opérations complémentaires et l'ajustement des coûts d'aménagements, plusieurs avenants au traité de concession ont été signés entre la Ville de Montpellier et la SERM.

Pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants tout en prenant en compte la modification du programme de reconfiguration de l'offre commerciale et les nouveaux calendriers de travaux et de cessions, un avenant n°12 a été signé le 26 mars 2020, afin de proroger la durée de la concession d'aménagement de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2024. A ce jour, les opérations sont très largement avancées et la transformation du quartier est significative :

- 462 logements très dégradés ont été démolis ;
- 390 logements privés dégradés ont été réhabilités ;
- 100% des ménages ont bénéficié d'une solution de relogement ;
- 247 logements sociaux ont été reconstruits sur site ;
- 264 logements sociaux ont été reconstruits hors site ;
- 183 logements privés ont été livrés ou sont en cours de construction sur site ;
- Les espaces publics ont été réaménagés, avec la création d'un parc, d'un square, d'un plateau sportif, une place (avec marché en gestion publique) ;
- Les Voiries ont été réaménagées dans leur majorité ;
- La résidence sociale de la Pergola (481 logements) réhabilitée thermiquement et résidentialisée, a été désenclavée grâce à la création d'une voie traversante ;
- Plusieurs équipements publics majeurs ont été implantés dans le quartier (médiathèque William-Shakespeare, Maison Pour Tous François-Villon, locaux associatifs et sportifs).

La Ville de Montpellier souhaite finaliser les dernières opérations de ce projet (un lot de logements et des espaces publics) et accompagner la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement. Celle-ci prévoit notamment, en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SERM pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SERM, dans le cadre de la finalisation du Projet de Renouvellement Urbain Petit Bard, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80% sur l'emprunt suivant :

Emprunt auprès de la Banque des Territoires :

- Montant de 2 000 000 € ;
- Durée du prêt : 3 ans ;
- Mobilisation : versement unique dans les 6 mois suivant la signature du contrat ;
- Amortissement : In Fine ;
- Différé d'amortissement : 3 ans ;
- Périodicité des échéances : Annuelles ;
- Frais de dossier : offerts ;
- Taux d'intérêt annuel : 0.28% ;
- Taux effectif global : 0.28 % ;
- Indemnité de remboursement anticipé : oui.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Cette garantie est accordée dans le respect des ratios règlementés aux articles L.2252-1 à L.2252-5 et D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80% de l'emprunt de 2 000 000 € souscrit par la SERM auprès de la Banque des Territoires, soit 1 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre Banque des Territoires

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179528-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi n°2019-828 du 06.08.2019 de transformation de la fonction publique a habilité le gouvernement à légiférer par ordonnance sur la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique (complémentaire santé et prévoyance).

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021, prise en application de l'article 40 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et relative à la Protection Sociale Complémentaire (PSC) fixe les grands principes communs aux trois versants de la fonction publique (Etat, **territoriale** et hospitalière), concernant les obligations de **financement** et de **participation** des employeurs publics à la **PSC (santé et prévoyance)** de leurs agents titulaires et non-titulaires.

Les dispositions de l'ordonnance intègrent ainsi pour tout employeur public une obligation de participation plancher de 50 % sur le coût d'une complémentaire santé "socle minimal" à échéance 2026 et une obligation de participation plancher de 20 % sur le coût d'une prévoyance "socle minimal" à échéance 2025.

L'ordonnance susvisée précise également les différents contrats PSC auxquels les employeurs publics peuvent adhérer ou conclure.

Concrètement, la collectivité a le choix entre :

- le contrat collectif à adhésion obligatoire
- le contrat collectif à caractère facultatif
- la labellisation

Les obligations prévues dans l'ordonnance n°2021-175 et notamment les niveaux minimums de participation de l'employeur ne s'appliquent pas aux conventions en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

• **Protection « volet santé »**

A ce jour, seule la protection volet « santé » est mise en place au sein de la Ville avec un choix porté sur la labellisation. La participation de l'employeur est actuellement variable en fonction du net fiscal annuel de l'agent comme suit :

Net fiscal annuel	Participation mutuelle mensuelle
A < 16 900 €	18 €
16 900 € ≤ B < 26 550 €	15 €
20 420 € ≤ C < 26 550 €	12,50 €
D ≥ 26 550 €	10 €

En 2021, 1921 agents de la Ville de Montpellier étaient concernés par cette prise en charge pour une enveloppe budgétaire de 293 730 €.

A partir du 1^{er} janvier 2026, la participation à la « santé » sera étendue à l'ensemble des agents quel que soit le niveau de rémunération.

Les employeurs auront ainsi l'obligation de prendre en charge une partie des frais des agents occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident. Les garanties minimales incluses seront précisées par décret en attente de parution.

• **Protection « volet prévoyance »**

La participation à la « prévoyance » sera obligatoire pour les collectivités territoriales à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'obligation de participation des employeurs concerne les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'incapacité ou de décès.

Seulement 1 326 agents à la ville sont couverts au titre de la prévoyance appelée couramment Garantie Maintien de Salaire (GMS). Or, après trois mois d'arrêt maladie cumulés sur les 12 derniers mois, sans protection complémentaire en prévoyance, les agents territoriaux ne perçoivent plus que la moitié de leur traitement.

• **Débat au sein de l'assemblée délibérante**

L'ordonnance impose l'organisation d'un débat des instances délibératives portant sur les garanties accordées aux agents en matière de PSC avant le 18 février 2022.

Aussi, afin d'être en conformité avec l'ordonnance n°2021-175, il est proposé de débattre sur les objectifs et les étapes exposés ci-après avant de mettre en œuvre ces dispositions au sein de notre collectivité.

Au-delà des obligations réglementaires, la politique de la collectivité se doit d'être un levier pour :

- reconnaître que la protection sociale complémentaire (santé et prévoyance) contribue à garantir la qualité de vie au travail des agents,
- proposer une PSC accessible au plus grand nombre d'agents,
- réduire les impacts sociaux et financiers pour les agents confrontés à la maladie et aux accidents de la vie.

Dans ce cadre, sa mise en place reposera sur une démarche consultative lancée dès 2022 auprès de l'ensemble des acteurs afin d'en définir les modalités précises, lesquelles seront principalement fonction des besoins des agents et des enveloppes financières à leur affecter.

L'analyse fine qui découlera de la démarche consultative menée devra ainsi permettre d'établir :

- le type de contrat PSC le plus pertinent (contrat collectif à adhésion obligatoire ou contrat collectif à caractère facultatif ou labellisation),
- le niveau de couverture des risques soit :
- pour la santé : les garanties minimales correspondant à ce que l'on nomme le panier de soins et les éventuelles garanties complémentaires,
- pour la prévoyance : le risque incapacité de travail, invalidité et l'incapacité/décès et éventuellement, l'aide à l'éducation, etc.
- le montant de la participation de la collectivité d'une part, sur le volet « santé » et d'autre part, sur le volet « prévoyance ».

Ces éléments permettront d'estimer le budget global de la collectivité en matière de PSC, ainsi que les modalités administratives préalables, et son calendrier d'application.

Sera ainsi défini sur ces bases, un cahier des charges de la convention de participation, pour la rédaction duquel il pourra être proposé de recourir à une assistance à la maîtrise d'œuvre externe

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la tenue d'un débat portant sur les garanties accordées aux agents de la Ville en matière de protection sociale complémentaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180456-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations de postes permanents issues du fonctionnement des services

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création de quatre postes à temps complet

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Attaché : la création de trois postes à temps complet

Filière Technique :

Adjoint technique : la création de cinq postes à temps complet

Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise : la création de deux postes à temps complet

Technicien principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Filière animation :

Animateur : la création de deux postes à temps complet

Filière médico-sociale - Sous filière médico-sociale

Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes : la création de deux postes à temps non complet à raison de 17 heures et 30 minutes hebdomadaires.

II. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe TEE Ville CM 010222.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180677-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Grands travaux,
embellissement de la ville et
du cadre de vie,
coordination des travaux**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Hervé MARTIN

Convention de groupement de commandes - Marché n°4592EP16 - Serrurerie de voirie - Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La délibération n°2020-236 a autorisé la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la conclusion des lots 6 à 10 du marché de maintenance et de travaux de voirie.

Une erreur matérielle a été commise dans la convention de groupement de commandes dans l'inscription des montants maximum de la Métropole.

Il a été inscrit les montants suivants :

Lot 6 – PTM (quartiers Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent)		
Pour la Métropole	600 000 € HT	2 500 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 7 – PTM (Quartiers Centre 1, 3 et 4)		
Pour la Métropole	700 000 € HT	3 000 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 8 – PTM (Quartiers Mosson et Cévennes)		
Pour la Métropole	600 000 € HT	2 500 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 9 – PTM (Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2)		
Pour la Métropole	600 000 € HT	2 500 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé		
Pour la Métropole	150 000 € HT	600 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT

Alors qu’il convenait d’inscrire :

Lot 6 – PTM (quartiers Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent)		
Pour la Métropole	600 000 € HT	2 400 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 7 – PTM (Quartiers Centre 1, 3 et 4)		
Pour la Métropole	700 000 € HT	2 900 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 8 – PTM (Quartiers Mosson et Cévennes)		
Pour la Métropole	600 000 € HT	2 400 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 9 – PTM (Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2)		
Pour la Métropole	600 000 € HT	2 400 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT
Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé		
Pour la Métropole	150 000 € HT	500 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	100 000 € HT

Afin d’assurer une continuité de service sur le territoire de la Métropole, il est nécessaire de modifier la répartition financière du lot 10 « *Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé* » entre la Métropole et la Ville en transférant 80 000 € HT de la part Ville à la Métropole.

La nouvelle part Ville est la suivante :

Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé		
Pour la Métropole	150 000 € HT	580 000 € HT
Pour la Ville de Montpellier	0 € HT	20 000 € HT

Ces modifications nécessitent la signature d’un avenant n°1 à la convention de groupement de commandes initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la conclusion des lots 6 à 10 du marché de maintenance et de travaux de voirie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avt 1 convention gpt de cde TRVX VOIRIE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177983-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Marie MASSART

Réhabilitation du Skatepark de Grammont - Création d'un centre d'entraînement BMX Freestyle - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par décision n°VD2018-291 en date du 25 septembre 2018, la Ville de Montpellier a autorisé la signature d'une convention de mandat conclue avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de modernisation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de pratique du BMX Freestyle.

Par décision n°VD2019-602 en date du 24 décembre 2019, le mandat a fait l'objet d'un avenant n°1 ayant eu pour effet d'augmenter l'enveloppe prévisionnelle de la convention de mandat à hauteur de 4 503 K € HT et de réviser les modalités de versement de l'avance de trésorerie.

Par délibération n° V2021-144 en date du 23 avril 2021, le mandat a fait l'objet d'un avenant n°2 ayant eu pour effet d'augmenter l'enveloppe prévisionnelle de la convention de mandat à hauteur de 4 831 K € HT (5 761K € TTC) et d'ajuster le programme de l'équipement.

Le bilan proposé à la délibération tient compte de ces modifications.

En ce qui concerne les études, l'année 2020 a permis la réalisation des tâches suivantes :

- Concertation avec les associations pratiquantes sur la base du projet défini par la maîtrise d'œuvre dans le cadre du concours, laquelle a conduit à des ajustements de programme traduit dans l'avenant n°2 au mandat ;
- Diagnostics amiante, hydraulique et géotechnique sur site définitif ;
- Identification et relevés des arbres remarquables existants.

La notification d'engagement des études d'avant-projet sommaire (APS) est intervenue le 27 janvier 2021.

En ce qui concerne les travaux, le site de pratique provisoire de BMX Freestyle, livré en mars 2020, a fait l'objet de complément de fournitures et travaux pendant l'année, à la suite des retours des pratiquants et la préparation des Jeux Olympiques de Tokyo :

- Ajout de pans inclinés amovibles, facilitant l'entraînement des sportifs de moindre niveau ;
- Ajout sur deux modules de saut de garde-corps, pour éviter les chutes lors de la pratique ;
- Création d'un garage mobile ayant pour objet la protection du bac à mousse face aux actes de vandalisme.

Le bilan inscrit au CRAC 2020 est augmenté de 68 K € TTC par rapport au bilan approuvé au CRAC 2019 et fixé à 5 829 K € TTC. Cette augmentation est liée à la prise en compte de l'actualisation des montants prévisionnels du mandat en valeur décembre 2020, conformément aux termes du contrat de mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le CRAC 2020, dont les principales évolutions sont une augmentation des dépenses à engager par la SA3M pour un montant de 4 857 500 € HT (valeur décembre 2020), hors taxes, soit 5 829 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2020

Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Ville Amie des Enfants - Convention partenariale entre la Ville de Montpellier et UNICEF - Plan d'action municipal 2020/2026 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a fait acte de candidature pour renouveler son partenariat avec l'UNICEF comme Ville Amie des Enfants pour la durée du mandat municipal 2020-2026. Au vu du bilan et du plan d'actions présenté, la candidature montpelliéraine a été acceptée lors de la commission d'attribution du 16 septembre 2021, notifiée par courrier du Président d'UNICEF France, Monsieur Jean-Marie DRU, en date du 27 octobre 2021.

Aux termes de ce partenariat, la Ville doit adopter le plan d'action pour l'enfance et la jeunesse prévu dans le dossier de candidature et prévoir la signature de la convention 2020-2026 telle que proposée par l'UNICEF.

Les grands axes du plan d'actions concernent principalement cinq engagements :

1. Accompagner le bien-être de l'enfant et son épanouissement. Deux actions sont particulièrement ciblées dans ce cadre : la politique inclusive d'accès à la culture pour la petite enfance et l'accompagnement des parents, d'une part, et le plan alimentaire pour la restauration scolaire, d'autre part, qui participe à considérer la nutrition comme un facteur déterminant du développement de l'enfant et de l'adolescent ;
2. Lutter contre l'exclusion, contre toute forme de discrimination et agir en faveur de l'égalité. A ce titre, la ville s'engage pour l'égalité entre filles et garçons, depuis la petite enfance, avec la formation des professionnels et l'information des parents, mais aussi en ce qui concerne l'aménagement des cours d'école. Des actions de prévention des violences sexistes sont également prévues dans les collèges de la Cité Educative ;
3. Promouvoir un parcours éducatif de qualité, avec la mise en place d'un plan de soutien scolaire public, gratuit et laïque sur les temps périscolaires dans toutes les écoles élémentaires, avec le soutien des médiathèques. Pour les jeunes collégiens et lycéens, des actions expérimentales sont mises en place dans le cadre de la Cité Educative, visant notamment à faciliter l'orientation et l'insertion ;
4. Développer et valoriser la participation et l'engagement des enfants et des jeunes. A ce titre, les enfants du Conseil Municipal des enfants sont associés à la concertation « Montpellier Ecoles 2030 », ouverte à l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, pour dessiner l'école de demain. La consultation des 6/18 ans organisée par l'UNICEF est ciblée sur le territoire de la Cité Educative, pour une meilleure prise en compte des avis des jeunes du quartier ;
5. Participer avec UNICEF à des actions partenariales pour le respect des Droits de l'enfant en France et dans le monde. De nombreuses actions sont initiées et ont vocation à se déployer dans le cadre du partenariat, tant au niveau territorial que national. La convention annexée précise les principales activités de collaboration du partenariat « Ville Amie des Enfants ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le plan d'action pour l'enfance et la jeunesse tel que prévu dans le partenariat Ville Amie des Enfants ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et UNICEF ;
- De prévoir le paiement de la cotisation due à ce titre, pour un montant annuel de 200 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention UNICEF Ville Amie des Enfants 2020-2026
- Plan d'action UNICEF VAE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178653-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé depuis le début du mandat un programme ambitieux en matière de sécurité et de tranquillité publique.

Dans ce cadre, un Programme Pluriannuel d'Investissement a été adopté afin de construire et développer de nouvelles réponses face aux enjeux qui s'imposent au territoire montpellierain.

Le Contrat de Sécurité Intégrée (CSI) récemment conclu avec les services de l'Etat a été l'occasion de réitérer le partenariat opérationnel et technologique nécessaire à la construction d'un dispositif local de prévention et de sécurité. Dispositif indissociable et complémentaire à la présence dans les espaces publics, des effectifs de la Police Municipale et Police Nationale.

La vidéoprotection se présente comme un outil au service de la prévention de l'atteinte aux personnes et aux biens, du renforcement de la lutte contre la délinquance, de la protection des bâtiments et installations publics, de l'élucidation de faits délictueux. Elle contribue par sa seule installation à l'amélioration du

sentiment de sécurité.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Au cours de l'année 2020, le Centre de Supervision Urbaine a traité 9 199 affaires donnant lieu à 6 305 interventions, 897 interpellations et 821 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie.

A la suite du diagnostic de sécurité partagé, conforté par l'analyse des demandes et plaintes des administrés, et en concertation avec nos partenaires institutionnels, il est donc proposé, pour l'année 2022, une extension du réseau de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines comprenant l'implantation de 21 nouvelles caméras.

Ce programme vise à conforter l'action des équipes intervenant sur le terrain, prévenir le passage à l'acte, et enfin contribuer aux réponses policières et judiciaires.

A ce jour et après réalisation du programme 2022, le nombre de caméras sur l'espace public serait porté à 360.

Le budget inscrit pour cette opération d'extension s'élève à 400 000 €.

Cette extension du parc de caméras fera l'objet d'une demande de subvention notamment dans le cadre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat.

Le programme 2022 propose les secteurs et équipements suivants :

Sécurisation Secteur Centre-Ville	Square de la Babotte
	Voltaire - Ancien courrier
	Joffre-Pagézy
	Etuves - Diderot
	Compostelle
	Baumes
Sécurisation Ecoles, Pôle Universités	Av Assas - Las Sorbes - Ecole Mozart et Morisot
	Coronilles - Ecole Langevin et Goethe
	Anglada-Platanes
	Eugène Bataillon
	Pont Trinquat - Collège Aiguerelles
	Pont Trinquat - Moularès - Ecoles Dickens et Frank
Sécurisation Av Pont Trinquat et Continuité Cité Astruc, Hauts de Massane, et Bd Pedro de Luna	Pont Trinquat - St Hilaire
	Stade Granier
	Clémentville - Coronilles
	Comté de Nice - Ajaccio
	Pedro de Luna- Costa Brava
Vidéooverbalisation Axe majeur et Dépôts sauvages	Ravaz - Rimbaud
	Ravaz - Avant Monts
	Ravaz - Felouque
	Av Einstein (Caserne Marx Dormoy)

et l'extension de la vidéooverbalisation, à partir du parc existant sur :

Stationnements gênants et/ou abusifs	Av Clémenceau
	Rue du Fg Figuerolles (entre rue de Claret et place Salengro)
	Place Salengro, Bd Renouvier, rue Pellicier (entre Bouschet de Bernard et Leroy Beaulieu)
	Quais des Tanneurs et du Verdanson
	Place Carnot et Bd de Strasbourg (entre rue du Pont de Lattes et place de Strasbourg)
	Av de Palavas (entre rues Centrayrargues et Fabrèges)
	Rue Théroigne de Méricourt
Dépôts sauvages	Point propreté Montpellier - Prés d'Arènes
	Point propreté Montpellier - Les Cévennes
	Début de l'av de Mr Teste
	Rue des Marels

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De valider l'extension du programme de vidéoprotection et de vidéooverbalisation urbaines 2022, à savoir l'implantation de 21 nouvelles caméras ;
- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178674-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Hervé MARTIN

Fonctionnement des Relais Petite Enfance - Conventions entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Conseil départemental - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement sept secteurs de Relais Petite Enfance (RPE), qui regroupent près de 650 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 1 650 enfants. Ces relais ont un rôle d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistantes maternelles et les différents services aux familles du territoire dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel.

Le financement du fonctionnement des RPE ainsi que celui du poste d'animatrice de chaque relais sont assumés à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- Par le Conseil départemental à hauteur de 25% des salaires et charges sociales de l'animatrice ;
- Par la CAF qui s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ;
- Par la Ville pour le solde.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement des Relais Petite Enfance suivants :

- **RPE « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguelongue, Arceaux, Beaux-Arts, Boutonnet, Hôpitaux-Facultés, les Aubes et le Plan des 4 Seigneurs ;
- **RPE « Antigone 1 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Antigone, Centre Historique, Comédie, Figuerolles, Gambetta, Gare et Pompignane ;
- **RPE « Antigone 2 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Chamberte, Mas Drevon, Près d'Arènes, Saint Martin et Tournezy ;
- **RPE « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Bagatelle-Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup ;
- **RPE « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Celleneuve, les Hauts de Massane, Malbosc-Euromedecine et Mosson ;
- **RPE « Odysseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguerelles, Pont Trinquat, Port Marianne et Grammont ;
- **RPE « Saint Clément »** situé 311 avenue Saint Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Alco, Cévennes et La Martelle.

Ces conventions sont conclues pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions relatives au fonctionnement des relais petite enfance entre la Ville de Montpellier, la CAF et le Conseil départemental ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention RPE Aiguelongue
- convention RPE Antigone
- convention RPE Croix d'Argent
- convention RPE Mosson
- convention RPE Odysseum
- convention RPE Saint Clément

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-174318-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LÉVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Maryse FAYE, Hervé MARTIN

Attributions de subventions et propositions artistiques et culturelles pour les écoles - Année scolaire 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et à d'autres partenaires pour la mise en œuvre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PEAC), défini par la circulaire du 13 mai 2013, commune aux ministères de l'Education nationale et de la Culture. Ce dispositif est le fruit d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie.

Pour l'année scolaire 2021-2022, ce dispositif est renforcé dans le périmètre de la Cité Educative avec pour objectifs de généraliser l'accès à la pratique artistique et culturelle des enfants et de créer une continuité entre les temps scolaires et périscolaires.

A ce titre, 6 écoles du Quartier Mosson bénéficieront du dispositif renforcé, selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CE 2020/2021 – Copernic	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CE 2020/2021 – Galilée	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CE 2020/2021 – Bloch	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CE 2020/2021 – Gandhi	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CE 2020/2021 – Heidelberg	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CE 2020/2021 – Prévert	1 000 €

Une subvention de 6 000 € a été demandée pour ce projet dans le cadre des actions 2021 de la Cité Educative.

Par ailleurs, les écoles listées dans le tableau ci-après bénéficieront des effets pédagogiques des Propositions Artistiques et Culturelles pour les Ecoles (PACE). Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 47 470 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Boucher	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Savary	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Mozart	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Dr Roux	1 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Moreau	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Daudet	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Chaptal	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Garnier	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Bazille (2 000 € directement versés par la DSDEN)	300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – De Gouges (2 000 € directement versés par la DSDEN)	300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Arc	1 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Comte (2 000 € directement versés par la DSDEN)	300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Sévigné	1 000 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Mermoz	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Ferry	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 –Chaplin	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Freud	1 600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Kergomard	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Pottier/Sibelius	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Painlevé	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Pasteur	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Moulin	2 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Vasco de Gama	2 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Bon	2 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Daubié	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Copernic	1 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Baudelaire	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Galilée	1 300 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Gandhi	1 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Armstrong	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Bloch	1 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Bres	2 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Prévert	1 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Picasso	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Balard	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Pape Carpentier	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Heidelberg	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Louisville	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Diderot	3 300 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Chengdu	1 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Brel	650 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Pagnol	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2022 – Simon	700 €

525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	PROJET	PACE 2022 - Senghor	1 000 €
-----	---	--------	---------------------	---------

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution afférentes ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre d'engagement

- modèle convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178308B-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 10/02/22
Réception en Préfecture : 10/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Maryse FAYE, Hervé MARTIN

Attributions de subventions dans la cadre du projet Classes de Découverte Vertes et Neige - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 4 janvier au 7 juillet 2022, 33 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte pour un montant total de 167 463 €. Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 167 463€ selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – AUBIGNE	1 512 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BALARD	624 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BEETHOVEN	10 204 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BERNHARDT	791 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BERT/HUGO	2 052 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - BOLIVAR	5 184 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BON	2 232 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BLOCH	2 320 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CALMETTE	2 645 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DAUBIE	3 564 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DELTEIL	1 595 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DICKENS	14 512 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – FIGUIER	11 040 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – France	450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – HEIDELBERG	2 560 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – JAURES	4 500 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LOUISVILLE	13 050 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LUTHER KING	2 400 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MACE	434 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALET	7 962 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALRAUX	4 108 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MERMOZ	3 080 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MORISOT	1 872 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PAINLEVE	15 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PASCAL	2 875 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – PROKOFIEV	1 872 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – RICHIER	6 440 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – ROOSEVELT	15 805 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – SAVARY	11 932 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – SEVIGNE	6 900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – SIBELIUS	852 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – SPINOZA	4 600 €
525	Ecole Elémentaire Léopold Sédar Senghor	CLASSE DE DECOUVERTE – SENGHOR	2 496 €

De plus, du fait de plusieurs annulations de projets ces deux dernières années, 5 autres écoles pourront aussi bénéficier d'un projet classe de découverte grâce aux reliquats disponibles dans les écoles concernées. Il s'agit des écoles suivantes :

Ecole	TITRE DU PROJET	Montant accordé au projet et déduit du reliquat
CONDORCET	Classes découvertes	5 290 €
DE GOUGES	Classes découvertes	9 744 €
MACE	Classes découvertes	1 908 €
SIMENON	Classes découvertes	900 €
VOLTAIRE	Classes découvertes	432 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement pour les écoles non affiliées à l'OCCE34 et de la convention spécifique pour l'OCCE 34 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre d'engagement
- convention

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Convention de partage de données relatives à la démographie et à la sectorisation des établissements d'enseignement du premier et second degré entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature

Madame Françoise BOUTET-WAISS, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier et le Conseil départemental de l'Hérault partagent l'ambition de favoriser la mixité sociale et d'agir pour encourager l'égalité des droits et des chances offertes aux élèves dans les établissements de leur compétence, les écoles primaires pour la Ville et les collèges pour le Département. Afin d'agir de façon active et concertée pour construire un environnement éducatif favorable et cohérent pour les enfants du territoire, les deux institutions souhaitent mettre en place un dispositif de coopération territoriale pour co-construire une réflexion commune favorable à la mixité scolaire et à la cohérence éducative entre les écoles primaires et les collèges.

Ce dispositif conventionnel prévoit le partage des données et informations non nominatives sur la sectorisation des établissements scolaires du premier et du second degré et notamment :

- Le contexte démographique et les analyses prospectives permettant d'anticiper la scolarisation ;
- La cartographie de la sectorisation des établissements ;
- Les cartes de localisation des formations spécifiques (classes internationales, classes à horaires aménagés.....) ;
- Les cartes de localisation des structures d'inclusion scolaire (ULIS, UPE2A, ...).

Il sera complété par des temps de travail communs entre les élus et les agents des deux Collectivités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partage des données relatives à la démographie et à la sectorisation des établissements d'enseignement du premier et second degré entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partage de données de démographie scolaire ville conseil départemental

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178648-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Mises à disposition des salles dans les Maisons Pour Tous à titre gratuit - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons Pour Tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 septembre 2015 a validé le projet des Maisons Pour Tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons Pour Tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville de Montpellier. Dans ce cadre, il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité et sur les modalités relatives à ces occupations.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison Pour Tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2021/2022, les Maisons Pour Tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 25 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 8 560,50 € ;
- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 9 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1 090 €.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons Pour Tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 16 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Montpellier et ces associations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel.pdf

- tableau ponctuel.xlsx.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179904-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

**Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de
Montpellier et l'Institut Universitaire Maïmonide, Averroes, Thomas D'Aquin -
Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a autorisé la mise à disposition des locaux situés 1 rue de la Barralerie au profit de l'Institut Universitaire Maïmonide, Averroes, Thomas D'Aquin à compter du 1er janvier 2021.

N'utilisant toutefois qu'une superficie de 203 m² sur les 232 m² octroyés, l'association a sollicité une modification de sa convention. En conséquence, il s'agit de réduire de 29 m² la surface totale et préciser les lieux mis à disposition.

Cette demande, portée à l'ordre du jour de la Commission d'attributions des Locaux Associatifs (CALA) le 25 novembre 2021 a reçu un avis favorable.

Cette nouvelle mise à disposition de 203 m² est constitutive d'une subvention en nature de 26 355 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

Il est proposé la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Institut Universitaire Maïmonide ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179510-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Attribution de subventions dans les cadre des thématiques "Droits des femmes" et "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. A cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS DROITS DES FEMMES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Fonctionnement	7 000 €
1909	CIDFF – Centre d’Information des Femmes et des Familles	Projet Femmes Egalité Emploi	3 000 €
1909	CIDFF – Centre d’Information des Femmes et des Familles	Projet Parcours vers l’emploi des femmes victimes de violence	12 000 €
3359	Mouvement du Nid	Fonctionnement	6 800 €
3855	Mouvement Citoyennes Maintenant	Projet L’égalité fille-garçon c’est bon pour les droits de l’enfant	1 000 €
4703	Amicale du Nid	Projet Accompagnement des personnes mineures en situation de prostitution (nouveau service)	2 000 €
4807	Tin Hinan	Fonctionnement	5 000 €
5377	Cicade	Projet Lieu ressource droits des femmes étrangères	1 500 €
5499	Compagnie La Hurlante	Projet Atelier d’écriture Centre Bouissonnade	1 000 €
6587	Osez le féminisme	Fonctionnement	1 000 €
6587	Osez le féminisme	Projet Promouvoir le Matrimoine de Montpellier	1 000 €
TOTAL DROITS DES FEMMES			41 300 €

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
419	LICRA – Ligue Internationale Contre le Racisme et l’Antisémitisme	Fonctionnement	1 500 €
661	France Victime 34	Fonctionnement	7 500 €

3318	Fondation Le Refuge	Fonctionnement	4 000 €
4786	Fierté Montpellier Pride	Fonctionnement	6 500 €
4904	Habiter enfin !	Fonctionnement	1 000 €
4904	Habiter enfin !	Projet Accompagnement habitants Font Del Rey	1 000 €
TOTAL LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			21 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres et conventions ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type 2022
- Charte Laïcité
- Convention projet
- Convention fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178723-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Philippe SAUREL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
632	Croix Rouge Française - Délégation de Montpellier	Fonctionnement	10 000 €
666	Secours Catholique - délégation de l'Hérault	Fonctionnement	20 000 €
1068	Fédération de l'Hérault Du Secours Populaire Français	Fonctionnement	35 000 €
1118	Mouvement ATD Quart Monde - Groupe de Montpellier	Fonctionnement	1 000 €

1118	Mouvement ATD Quart Monde - Groupe de Montpellier	Université populaire	1 000 €
1150	Cimade - Service Œcuménique d'Entraide	Fonctionnement	4 000 €
1493	Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	Fonctionnement	48 000 €
1742	Astrée	Fonctionnement	3 000 €
1913	Conférence Sainte Croix Association Saint Vincent de Paul	Fonctionnement	500 €
1942	Banque Alimentaire de l'Hérault	Fonctionnement	18 000 €
1945	Pharmacie Humanitaire Internationale Hérault - PHI 34	Fonctionnement	3 000 €
2161	Association l'Espérance Fraternité	Fonctionnement	3 000 €
2835	Solidarité Dom Tom Hérault	Fonctionnement	15 000 €
2835	Solidarité Dom Tom Hérault	Bien manger c'est mieux vivre / aide alimentaire	2 500 €
3090	Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale - ISSUE	Fonctionnement	13 000 €
4279	J'Ose Lire et Clair de Plume	AU FIL DES CONTES: AFRICA ARTS CONTES	800 €
4279	J'Ose Lire et Clair de Plume	Journée du festival du conte : AFRICA ARTS CONTES	700 €
4326	Société de Saint Vincent de Paul	Fonctionnement	14 000 €
5997	Association Familiale d'Entraide Protestante	Fonctionnement	2 500 €
6167	Kalisi	Projet épicerie sociale	2 000 €
6522	Les Petits Frères des Pauvres - équipe de Montpellier	Fonctionnement	3 000 €
6727	Association recherche éducation action	Fonctionnement	20 000 €
7014	Solidarité RESF34	Fonctionnement	2 000 €
7103	EN JEU	Tournoi de la solidarité des personnes sans domicile fixe	500 €
7103	EN JEU	Activités en faveur des personnes sans domicile fixe	500 €
7261	Montpellier accueil jeunes isolés étrangers	Fonctionnement	1 000 €
7344	L'esperluette	Fonctionnement	4 000 €
7452	Avec Toits	Fonctionnement	3 500 €
7452	Avec Toits	Hébergement en habitat intercalaire de familles en grande difficulté	4 000 €
7738	VRAC ET COCINAS	Fonctionnement	4 000 €
7783	CHU Croix Rouge française	Hébergement d'Urgence les Violettes	50 000 €
		Total	289 500 €

Il y a également lieu d'annuler l'attribution de subvention suivante :

SUBVENTION LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2021 - ANNULATION D'ATTRIBUTION			
N° asso	Association	Intitulé du Projet	Proposé
7050	PASTORALE EVANGELIQUE CNEF MONTPELLIER	Noël de l'Espoir	8 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution et lettres d'engagement afférentes ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- D'annuler l'attribution de subvention à Pastorale Evangélique ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte
- lettre engagement
- convention projet
- Convention fonctionnement

Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 1 février 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Philippe SAUREL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION SANTE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
132	Amis de la Bibliothèque des Hôpitaux de Montpellier	Fonctionnement	700 €
155	JALMALV - MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000 €
233	MA Vie	PROJET « Maladies chroniques et activités physiques adaptées »	1 800 €
293	APRRES - Poursuite de la Réhabilitation Respiratoire	PROJET « Pratique d'activités physique adaptées : Aquagym, Marche nordique, Yoga »	1 000 €
578	Avenir Santé	PROJET « Los Angels de la nuech »	12 000 €
578	Avenir Santé	PROJET « Prévention et Réduction des risques en milieu festif à Montpellier »	4 000 €
674	SOS Amitié Montpellier Languedoc	Fonctionnement	1 200 €
681	Association des Diabétiques de l'Hérault	Fonctionnement	2 500 €
1480	Info Don 34	Fonctionnement	700 €
1806	Aides Montpellier	PROJET « Actions de prévention et de dépistage communautaire du VIH et de l'hépatite C auprès des Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes (HSH) et des personnes migrantes »	3 800 €
2874	Réduire les Risques	Fonctionnement	3 800 €
3138	SOS Hépatites Languedoc Roussillon	PROJET « UNE SEMAINE CONTRE LES HÉPATITES 2022 »	1 500 €
3794	Point Ecoute Parents Adolescents	Fonctionnement	1 500 €
4200	Association Envie	PROJET « Améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH et des personnes à haut risque d'acquisition du VIH et des IST »	4 000 €
5138	Blouses Roses - comité de Montpellier	Fonctionnement	1 000 €
6594	La Comédie des neurones	PROJET « Sensibilisation autour du cerveau »	400 €

7054	Ado d'Ailes	PROJET « Journée mondiale du comportement des troubles alimentaires »	700 €
TOTAL			43 600 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement afférentes ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte laïcité
- lettre engagement
- Convention projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178417-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Philippe SAUREL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention. A cet égard, la Ville de Montpellier décide d'attribuer les subventions suivantes :

THEMATIQUE COHESION SOCIALE 2022			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
64	AGAGES – ESPACE FAMILLES	FONCTIONNEMENT	17 000 €
<p>Soutien à 3 projets portés par l'Espace familles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parenthèse : espace de rencontre qui est un lieu transitoire, extérieur au domicile de chacun des parents, pour maintenir, préserver ou rétablir la relation entre l'enfant et le parent chez qui il ne réside pas habituellement. Service ouvert 7j/7j. - Animation collective famille : Ce dispositif a pour volonté d'impliquer les familles dans différents projets afin de faire vivre le quartier de La Croix d'Argent. Le secteur de l'animation collective famille met en œuvre divers ateliers permettant la socialisation, la rencontre et l'échange avec l'autre. - Espace de vie sociale : situé dans la résidence Mas des Gagnères avec une action sur les micros quartiers Sabines, Grisettes et Génévriers. 			
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	LE JOURNAL D'HECTOR	1 000 €
<p>Journal hebdomadaire entièrement conçu, rédigé et fabriqué par les détenus de Villeneuve-lès-Maguelone, l'hebdo Hector aide dans un cadre laïc, la personne incarcérée à préparer son retour à la ville, en l'ouvrant au monde par le savoir, en l'inscrivant dans des comportements citoyens, loin de toute forme d'obscurantisme. 33 ans d'existence et plus de 1 050 numéros à ce jour.</p>			
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	ACTIONS EDUCATIVES A DESTINATION DES MINEURS INCARCERES	500 €
<p>Le quartier des mineurs de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone est le plus important de la région pénitentiaire. Quatre actions éducatives leur sont dédiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Découverte des savoirs faire pâtisseries ; - Apprendre la route ; - Formation aux premiers secours ; - Jeux d'échecs. <p>Dans un cadre laïc, elles sont une contribution à la lutte contre l'illettrisme et le désœuvrement carcéral.</p>			
1755	CENTRE APAJ	ACCES AUX DROITS ET MEDIATION SOCIALE, SANTE ET SCOLAIRE DANS LES QUARTIERS DE MARELS ET MONTAUBEROU	8 000 €
<p>Action de médiation sociale santé et scolaire pour les habitants des quartiers Marels et Montaubérou. Un binôme de travailleurs sociaux intervient à domicile et dans le cadre d'une permanence d'e-administration à la Maison Pour Tous Mercouri. L'équipe contribue aux travaux en cours sur le repérage des élèves déscolarisés (réseaux partenariats éducation nationale) suite du diagnostic social et accompagnement santé.</p>			
1755	CENTRE APAJ	ATELIER DE QUARTIER 6 DEVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL -	3 500 €

		MAISON POUR TOUS MERCOURI	
Mise en place d'ateliers collectifs d'insertion sociale dans 4 quartiers : Gély, Aiguelongue, Millénaire, Tournezy			
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	FONCTIONNEMENT	4 000 €
Aide au fonctionnement de l'association qui réalise une mission de service public : à la demande du parquet ou des services de justice, mise en place de mesures de médiation pénale et familiale.			
4163	VIA VOLTAIRE	FONCTIONNEMENT	10 000 €
Aide au fonctionnement de l'association qui participe à la lutte contre les exclusions, les violences au sein du couple et de la famille et favorise l'insertion socioprofessionnelle et l'autonomie des personnes en situation de précarité et de vulnérabilité sociale et rencontrant des problèmes de santé : - Soutien et accompagnement psychosocial (entretiens individuels, groupes de parole, atelier) ; - Accès aux droits, aux soins, à l'insertion (orientations en lien avec les partenaires) ; - Actions spécifiques liées aux violences conjugales.			
4163	L'ACCORDERIE	FONCTIONNEMENT	3 000 €
Soutien au déploiement des activités de l'Accorderie de Montpellier sur l'ensemble de la Ville et certains QPV dans le cadre des échanges de service non monétaires pour le développement de ses missions de lutte contre la précarité et l'isolement, la création de lien et le développement du pouvoir d'agir des habitants.			
6336	UNIS-CITÉ	ALEJ – ACCES AU LOGEMENT ET A L'EMPLOI DES JEUNES	6 000 €
Le projet ALEJ vise à proposer un parcours d'insertion sur 12 mois tourné vers 10 jeunes en situation de grande précarité et de mal-logement. Il s'agira pour ces jeunes de s'engager sur une mission de service civique avec 10 autres volontaires sur une mission de solidarité. Ils bénéficieront pendant leur engagement d'un accompagnement sur 12 mois grâce à la mobilisation des acteurs du logement et de l'emploi/insertion. Public cible : jeunes en squat et bidonvilles.			
TOTAL			53 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CHARTE DE LA LAICITE
- Lettre d'engagement Type subvention 2022 Ville.doc
- CONVENTION PROJET 2022.doc
- Convention fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-179576-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Philippe SAUREL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
582	Surdi 34 - Association de déficients auditifs	Fonctionnement	500 €
582	Surdi 34 - Association de déficients auditifs	Projet visites musées, canal du Midi	1 000 €

696	Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes en situation de Handicap	Fonctionnement	10 000 €
697	Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	Fonctionnement	5 000 €
697	Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	Projet HANDI'JOB	2 000 €
699	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France-Languedoc Roussillon	Fonctionnement	6 000 €
703	Donneurs de Voix - Bibliothèque Sonore de Montpellier	Fonctionnement	2 000 €
705	Association Générale des Sourds de Montpellier et de sa Région	Fonctionnement	300 €
1 058	Association des Paralysés de France APF-France Handicap	Fonctionnement	10 000 €
1 108	Association Valentin Haüy au service des aveugles et malvoyants	Fonctionnement	2 500 €
1 543	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	Fonctionnement	3 800 €
1 936	Roule Nature	Fonctionnement	3 000 €
2 099	Association Socioculturelle Bilingue Frédéric PEYSON	Fonctionnement	2 000 €
4 365	Handic'Art	Fonctionnement	750 €
5 475	Union des Sourds de Montpellier - Occitanie	Fonctionnement	800 €
6 359	Mozaik Danses	Fonctionnement	3 000 €
6 879	La Kompagnie	Fonctionnement	750 €
TOTAL ACESSIBILITE UNIVERSELLE			53 400 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de la convention d'attribution ou lettre d'engagement afférente ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CHARTE Laicite_09_2020_MN.pdf
- Lettre d'engagement Type subvention 2022 Ville.doc
- convention fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-178274-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires militaires

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Philippe SAUREL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS COMMEMORATIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
512	Amicale des Transmetteurs du Languedoc - Roussillon	Fonctionnement	326 €
528	UNADIF - FNDIR Association de l'Hérault	Fonctionnement	200 €

540	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc et Tunisie	Fonctionnement	1 000 €
1 326	Union Départementale des Associations Combattants et victimes de Guerre 34	Fonctionnement	1 500 €
2 079	Anciens Marins et Marins Anciens Combattants de Montpellier	Fonctionnement	200 €
4 845	Souvenir Français Comité de Montpellier	Fonctionnement	300 €
TOTAL COMMEMORATIONS			3 526 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CHARTE Laicite_Montpellier.pdf
- Lettre d'engagement Type subvention 2022 Ville.doc

Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE II

DECISIONS

PARTIE II SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-324	Décision relative au mandat d'études Ville/ SA3M - Constat d'achèvement de la mission "protocole de reddition des comptes et clôture de mandat" - Quartier Près d'Arènes Secteur Acconiers sud	221
VD2021-430	Décision relative à une convention pour l'organisation d'activités physiques et sportives en EPS à l'école élémentaire - Interventions des éducateurs de la Ville de Montpellier - 2021 - 2022	223
VD2021-477	Décision relative au marché n°V1D0052RI auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la fusion des services d'annuaires informatiques	225
VD2021-492	Décision d'ester en justice "Requête n°452959 Conseil d'Etat - Association en toute franchise Département de l'Hérault"	227
VD2021-495	Décision d'ester en justice "Requête n°2105429-1 TA - Monsieur et Madame ASTRUC"	229
VD2021-496	Décision relative à un marché n°V1C0002AI - Maintenance d'alarme intrusion, contrôled'accès, interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel de Ville - Attribution	231
VD2021-500	Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°2919S21.05 pour les prestations d'études paysagères et urbaines dans le cadre du mandat d'études du secteur Grammont à Montpellier - Autorisation de signature	233
VD2021-502	Décision d'ester en justice "Requête TA 2105226-4 TA - Monsieur et Madame LARDJANI"	235
VD2021-503	Décision d'ester en justice "Requête n°2104938-5 TA -SY Pascale"	237
VD2021-505	Décision relative au marché n°V1D0017ST – Maintenance des Installations de Vidéoprotection de la Ville de Montpellier - Attribution	239
VD2021-506	Décision relative au marché n°V9B0079AI - Mission de maîtrise d'œuvre école Heidelberg - - Avenant n°2 - Autorisation de signature	241
VD2021-507	Décision relative au marché n°V1B0016RI - Acquisition et maintenance de caméras individuelles pour la Police Municipale de la Ville de Montpellier - Attribution	243
VD2021-509	Décision relative à la modification de la régie centrale d'avances des "ALSH"	245
VD2021-510	Décision relative à la numérisation des registres de délivrance de passeports pour l'intérieur - Demande de subvention auprès de l'État - Direction Générale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie – Approbation	248
VD2021-512	Décision relative à l'adhésion à l'association "Elus Locaux Contre le Sida" (ELCS)	250
VD2021-513	Décision relative à un avenant n°2 de l'Emprunt 16974 de 15 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature	252

PARTIE II SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-516	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Dante Alighieri" les 3 et 17 décembre 2021	254
VD2021-517	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'Université Paul Valéry 3 du 15 au 19 novembre 2021	256
VD2021-518	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de le Micro crèche "les Fabulettes"- Ville de Montpellier / Association Languedocienne Pour la Jeunesse - Autorisation de signature	258
VD2021-519	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété VINCENSCOUSTELLIER - un immeuble - cadastre AP 172 - 139 avenue d'Occitanie	260
VD2021-520	Décision relative à un Emprunt de 6 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation de signature	263
VD2021-521	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association 'Nadalencia ' les 24 novembre et 9 décembre 2021	266
VD2021-522	Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0028RI - Téléphonie mobile avec abonnements et matériels - Attribution	268
VD2021-523	Décision d'ester en justice "Requêtes TA n°2105969-3 et n°2105971-3 - Ressources humaines"	270
VD2021-524	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association 'Conspetus ' le 17 novembre 2021	272
VD2021-525	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Etat - Site Saint Côme 13 rue de l'Ecole Normale	274
VD2021-526	Décision relative à un Emprunt durable et éthique de 4 millions d'euros auprès de la société financière de la NEF	276
VD2021-530	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LA MULTICOLORE - un immeuble à usage commercial - cadastre EX 469 - 42 et 44 rue Frédéric Bazille.	279
VD2021-531	Décision modificative relative à la réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre n°292820.01 - Autorisation de signature	282
VD2021-532	Décision relative à un marché public G0D0031AI Marché de Signalétique - Lots n°1 et 2 - Attribution	284
VD2021-533	Décision d'ester en justice "Requête n°2105786-1 TA - SCI JOE'S"	286

PARTIE II SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-534	Décision relative au marché n°V1B0060GC - Aqueduc des Arceaux - Monument Historique Inscrit - Travaux d'entretien et de mise en sécurité - Attribution	288
VD2021-535	Décision d'ester en justice "Requête n°2105839-1 TA - Stéphane VILLANOVA"	290
VD2021-536	Décision relative au marché n°V1D0003AI - Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux - Lots n°1 à 16 - Attributions	292
VD2021-537	Décision d'ester en justice "requête 2105854-1 TA - Association vigilance Verte Montpellier Nord"	296
VD2021-538	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' France Parkinson ' les 18 et 25 novembre et les 2-9 et 23 décembre 2021 - Autorisation de signature	298
VD2021-540	Décision relative à un marché public n°V1D0038AI d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la réalisation de la cité de l'alimentation - Attribution	300
VD2021-541	Décision relative au marché n°V0D0035TM - Fourniture et pose de sols à capacité amortissant et pose de jeux - Attribution	303
VD2021-542	Décision relative au marché V1B0064EM - Maitrise d'œuvre relative au rafraichissement du groupe scolaire de Gama / Mermoz	305
VD2021-543	Décision d'ester en justice "Requête n°2106188-3 TA - Ressources humaines"	307
VD2021-544	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' La Morena ' le 19 décembre 2021	309
VD2021-545	Décision relative au marché n°V0B0057RI - Acquisition de logiciels graphiques - Attribution	311
VD2021-546	Décision relative à la clôture de la régie de recettes de la Serre Amazonienne - Direction du Parc Lunaret	313
VD2021-547	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NEISWESTNY et LELOUCH - une villa - cadastre PV 1 - 575 rue des Grèzes.	315
VD2021-548	Décision d'ester en justice "Requête n°2105782-1 TA - DAUMAS Patrick"	318
VD2021-549	Décision d'ester en justice "requête n°n°2106144-1 - LUIGGI Jean"	320
VD2021-551	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association 'Jordelan ' les 9-13-18 et 19 décembre 2021	322
VD2021-552	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association 'Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' le 10 décembre 2021	324
VD2021-553	Décision relative aux cessions et réformes des véhicules et matériels de la Ville de Montpellier - Autorisations	326
VD2021-556	Décision relative à une convention d'occupation précaire du 1er janvier au 30 juin 2022 entre la Ville de Montpellier et Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL - 750 route de Mende	329

PARTIE II SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-557	Décision relative à un avenant au marché n°V8D0004AI - Travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du CaylaAvenant n°1 pour le lot 1 augmentation de marché - Avenant n°2 pour le lot 2 diminution de marché	331
VD2021-558	Décision d'ester en justice "Requête n°2106112 TA - CHARBIT Michaël"	333
VD2021-559	Décision relative à l'attribution d'un marché alimentaire n°V1D0021PA	335
VD2021-561	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CLEMIUM MED -Immeuble - cadastre EX 448 et 698 - 33 boulevard de la Perruque	339
VD2021-562	Décision relative au marché °V1B0061ST Plan de lutte intégré contre les nuisibles Attribution	342
VD2021-566	Décision d'ester en justice "Requête n°21MA04722 CAA - Grégoire GHUYSEN"	344
VD2021-567	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété PICOLLET -cadastrée TN 74 et TN 76 - 864 rue Henri Lagattu	346
VD2022-005	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - SNC Société du Parking du Polygone"	349
VD2022-006	Décision d'ester en justice "Requête n°2106836-8 - Ressources Humaines"	351
VD2022-007	Décision d'ester en justice "Requête n°2106452-1 TA - SCI HOTEL DES VENTES"	353
VD2022-008	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BOUCHET - Immeuble à usage d'habitation - cadastre HW 190 - 9 rue André Michel	355
VD2022-009	Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit de la Maison des Chœurs au profit de l'association "SOS Méditerranée" les 21 et 22 décembre 2021	358
VD2022-012	Décision d'ester en justice "Requête n°21MA04860 CAA - Monsieur Yohan SALACROUP"	360
VD2022-013	Décision d'ester en justice "Requête n°2106360-3 TA - Ressources humaines"	362
VD2022-014	Décision d'ester en justice "Requête TA 2105581-5 - Adam ROSTAS et Autres"	364



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au mandat d'études Ville/ SA3M
**constat d'achèvement de la mission "protocole de
reddition des comptes et clôture de mandat"**
Quartier Près d'Arènes
Secteur Acconiers sud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse Faye, dans les domaines de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L300-3 ;
- VU la décision n°2017/082 en date du 17/05/2017 relative à une convention du mandat d'études confiées à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sur le secteur Acconiers Sud.

Considérant :

- l'accomplissement des missions confiées à la SA3M nécessaires à la réalisation d'un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière pour le réaménagement d'un périmètre situé au niveau de la section sud de la rue des Acconiers entre le pont André Lévy et l'impasse Galilée ;
- que l'ensemble des dépenses engagées par la SA3M pour le compte de la Ville de Montpellier s'élève à 70 194,21 € TTC et qu'à ce jour, la Ville de Montpellier a remboursé 63 688,03 € TTC à la SA3M ;
- que la trésorerie du mandat représente un solde positif de 11 831,38 €, décomposé comme suit :
 - 6 506,18 € dus par la Ville de Montpellier faisant l'objet de la dernière facture de rémunération (de résiliation) n°0115-2021 transmise avec le présent protocole ;
 - 18 337,56 € dus par SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : D'accepter la reddition des comptes du mandat d'études Acconiers sud à Montpellier.

ARTICLE 3 : De prendre acte des sommes dues par la Ville de Montpellier à la SA3M pour un montant de 6 506,18 €, et des sommes dues par la SA3M à la Ville de Montpellier pour un montant de 18 337,56 €.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou toute personne habilitée à cet effet à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 07 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention pour
l'organisation d'activités physiques et sportives en
EPS à l'école élémentaire - Interventions des
éducateurs de la Ville de Montpellier - 2021 - 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2021 – 2022 ;
- que l'intervention des Educateurs Territoriaux, apporte un concours à l'enseignement de l'Education Physique et Sportive et des domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture à travers l'enseignement des activités physiques et sportives ;
- que l'intervention des Educateurs Territoriaux se fera pendant les séances conduites selon un programme préalablement défini par l'Education Nationale en accord avec les éducateurs de la Ville de Montpellier, sur des classes de cycle III des écoles de la Ville.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2021 – 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur l'Adjoint au Maire

23 DEC. 2021


Hervé MARTIN



Publiée le : 23 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

23 DEC. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0052RI auprès
de l'Union des Groupements d'Achats Publics
(UGAP) pour la fusion des services d'annuaires
informatiques**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN, en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la convergence des systèmes d'information de la Ville et de la Métropole de Montpellier, il est nécessaire de fusionner les services d'annuaires informatiques permettant ainsi une gestion centralisée des utilisateurs et de leur authentification, des postes de travail et des serveurs ;
- qu'en raison de la charge de travail et de l'expertise technique nécessaire cette prestation ne peut être assurée par les seules équipes internes de la Direction des Systèmes d'Information ;
- qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de ces prestations, selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 220 000 € HT sur une période débutant à la date d'effet de cette décision pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 17 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°452959
Conseil d'Etat - Association en toute franchise
Département de l'Hérault"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°452959 devant le Conseil d'Etat déposée par l'Association en toute franchise Département de l'Hérault contre l'arrêt n° 19MA04442, en date du 22 mars 2021 par lequel la cour administrative d'appel de Marseille a rejeté sa requête tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 29 avril 2019 par lequel le maire de Montpellier a accordé à la société Odysseum Place de France un permis de construire valant autorisation de construire et autorisation d'exploitation commerciale ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.


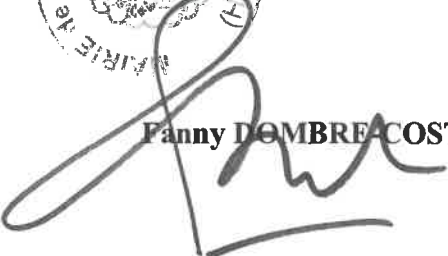
DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Conseil d'Etat suite au dépôt de la requête n°452959 par l'Association en toute franchise du Département de l'Hérault ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats Lyon Caen et Thiriez ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 17 DEC. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRECOSTE

Publiée le : 20 DEC. 2021
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2105429-1
TA - Monsieur et Madame ASTRUC"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2105429-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 octobre 2021 par Monsieur et Madame ASTRUC contre l'arrêté n° DP 3417221M0090 délivré le 7 avril 2021 à Madame Anne-Laure CAGGINI pour le réaménagement intérieur d'un appartement au 1, rue Victoire de la Marne ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105429-1 par Monsieur et Madame ASTRUC ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **17 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE COSTE

Publiée le :
Notifiée le : **20 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un marché n°V1C0002AI -
Maintenance d'alarme intrusion, contrôle d'accès,
interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel
de Ville - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- que la Ville a besoin de lancer un marché pour la maintenance d'alarme intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours pour l'Hôtel de Ville;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum avec maximum pour une période initiale allant de sa notification jusqu'au 22 décembre 2022. Il peut être reconduit par période successive de 1 an à compter du 23 décembre 2022 pour une durée maximale de reconduction de 1 an, sans que ce délai ne puisse excéder le 22 décembre 2023 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du montant au DQE : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 octobre 2021 a classé les offres et choisi l'entreprise INEO MPLR (ZAE Font de la Banquière Le Météor 34970 LATTES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°V1C0002AI à l'entreprise INEO MPLR pour un montant sans minimum et un montant maximum à 304 000 € HT pour la période 1 et 280 000 € HT pour la période 2.

Le marché est conclu pour une période initiale allant de sa notification jusqu'au 22 décembre 2022. Il peut être reconduit par période successive de 1 an à compter du 23 décembre 2022 pour une durée maximale de reconduction de 1 an, sans que ce délai ne puisse excéder le 22 décembre 2023.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT


Publiée le : 23 NOV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre à bons de
commande n°2919S21.05 pour les prestations
d'études paysagères et urbaines dans le cadre du
mandat d'études du secteur Grammont à
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine de « l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Grammont et Sud Grammont, en date du 06 avril 2021 au bénéfice de la SA3M ;

CONSIDÉRANT :

- que la mise en valeur du site nécessite la réalisation d'une programmation paysagère et urbaine, spatialisée et schématisée, et l'évaluation au mieux de sa faisabilité ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de 4 ans non reconductible à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix de la prestation : 30 %
 - Note Méthodologique : 70 %
- qu'après analyse, le Groupement EXM (mandataire) / ESKIS Paysagistes 1 Rue Chamayou, 34090 Montpellier / 10 rue des amaryllis 34070 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre à bon de commande n°2919S21.05 au Groupement EXM (mandataire) / ESKIS Paysagistes, pour un montant maximum de 120 000 € HT (sans minimum).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans, non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur les exercices budgétaires 2021, 2022, 2023, 2024, 2025.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 NOV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA 2105226-
4 TA - Monsieur et Madame LARDJANI"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°2105226-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 octobre 2021 par Madame Ilhem LARDJANI et Monsieur Mohamed LARDJANI tendant à obtenir réparation suite à un accident dont a été victime leur fille le 20 avril 2018 dans le cadre d'activités organisées par la Maison pour Tous Voltaire.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice en appel pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105226-4 par Madame Ilhem LARDJANI et Monsieur Mohamed LARDJANI ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Philippe AUDOUIN, Avocat ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **17 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DUMBRE-COSTE

Publiée le : 20 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104938-5 TA -SY Pascale"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°2104938-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 20 septembre 2021 par Madame SY Pascale tendant à obtenir réparation pour préjudice subi dans le cadre du dossier des funérailles de sa mère ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice Près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104938-5 par Madame Pascale SY ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Caroline PILONE, Avocate ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **17 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny BOMBRE-COSTE

Publiée le : **20 DEC. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0017ST -
Maintenance des Installations de Vidéoprotection
de la Ville de Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint à la Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de confier un accord-cadre à bons de commande portant sur la maintenance des installations de vidéoprotection de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en date du 19 août 2021 conformément aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° ainsi que R2161-2 à R2161-5 du code de la Commande Publique ;
- que les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum de 1 200 000 €HT sur la durée totale du marché. Cet accord cadre est passé à prix unitaires en application des articles L.2125-1 1° et R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sur la mise en œuvre des accords-cadres ;

- que le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- Valeur technique au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif: 40 %.

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 octobre 2021 a choisi le Groupement IPERION / SOGETREL avec Mandataire la Société IPERION sise ZA La Peyrière – Place de la Méditerranée – 34430 Saint Jean de Védas a présenté une offre économiquement satisfaisante.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°V1D0017ST portant sur la maintenance des installations de vidéoprotection de la Ville de Montpellier au Groupement IPERION / SOGETREL avec Mandataire la Société IPERION pour un montant sans minimum et avec un montant maximum de 1 200 000 € HT. Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Chapitre 931.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 NOV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Sébastien COTE



Publiée le : 23 NOV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9B0079AI -
Mission de maîtrise d'œuvre école Heidelberg -
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ère} Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;
- VU la décision n°VD2019-594 du 16 décembre 2019 relative à l'attribution du marché « Mission de maîtrise d'œuvre – création de nouveaux locaux à destination de l'école Heidelberg en lieu et place des anciens logements de fonction » n°V9B0079AI au groupement solidaire conjoint Thomas GRENIER Architecte / ACEEC / Etudes C. Maligne/ 2M-ENERGIES porté par le mandataire Thomas GRENIER architecte pour un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 49 500 € HT (montant base + mission complémentaire SYN) sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 9,9 % pour un coût prévisionnel des travaux porté à 500 000 € HT ;
- VU la décision n°VD2020-374 en date du 10 novembre 2020 relative à un avenant n°1 portant le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre à 55 254, 80 € HT sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 9,9 % pour un coût prévisionnel des travaux porté à 558 129,30 € HT ;

CONSIDÉRANT :

- que le marché V9B0079AI « Mission de maîtrise d'œuvre – création de nouveaux locaux à destination de l'école Heidelberg en lieu et place des anciens logements de fonction » a été lancé pour une durée globale prévisionnelle d'exécution de 24 mois ;
- qu'avant le lancement des marchés de travaux, le bâtiment a fait l'objet d'une série de diagnostics et de sondages poussés ;
- que malgré cet examen approfondi de l'état sanitaire de l'ensemble du site, l'exécution du marché de travaux, en phase chantier, a rencontré des difficultés matérielles de nature imprévisible qui nécessite des sujétions techniques complémentaires pour un montant de 26 156,10 € HT ;
- qu'il est demandé au maître d'œuvre d'orchestrer ces travaux supplémentaires (réaliser l'analyse des devis, le suivi des travaux et la validation des plans d'exécution), ce qui entraîne une augmentation de ses honoraires, objet du présent avenant n°2 ;
- que ces éléments précités entraînent une augmentation du contrat de maîtrise d'œuvre de 2 589,45 € HT portant ainsi le montant du marché à 57 844,25 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché V9B0079AI du groupement solidaire conjoint Thomas GRENIER Architecte / ACEEC / Etudes C. Maligne/ 2M-ENERGIES porté par le mandataire Thomas GRENIER architecte d'un montant de 2 589,45 € HT portant le forfait de rémunération définitif à 57 844,25 € HT.

Soit une augmentation de 4,69 % par rapport au forfait de rémunération définitif introduit par l'avenant n°1.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



23 NOV. 2021

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 NOV. 2021



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0016RI -
Acquisition et maintenance de caméras
individuelles pour la Police Municipale de la Ville
de Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de doter la Police Municipale de caméras individuelles aux fins d'enregistrement de ses interventions conformément aux dispositions de l'article L.241-2 du code de la sécurité intérieure et d'assurer la maintenance dudit matériel ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée de quatre ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix : 40%
- Qu'après analyse, la société OPTO VISION a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

DECIDE

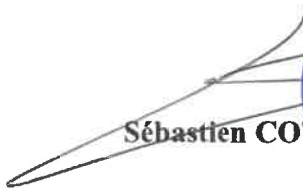
ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « d'Acquisition et maintenance de caméras individuelles pour la Police Municipale de la Ville de Montpellier » pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification et un montant maximum de 88 000 € HT, à la société OPTO VISION sise 9 rue Boudeville – ZI Thibaud – 31100 TOULOUSE.


ARTICLE 2 : De dire que les crédits seront inscrits au budget 2021 et suivants de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 NOV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire


Sébastien COTE



Publiée le :
Notifiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la modification de la régie centrale d'avances des "ALSH"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances ;
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- **VU** le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- **VU** l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- **VU** l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- **VU** le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;

- VU la décision n° 0212 du 27 avril 2012 relative à la création de la régie centrale d'avances des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) à la Direction de la Réussite Educative;
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 3 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- Les différents modes de règlement possibles et pour un meilleur fonctionnement de la régie. Il convient d'ajouter le virement bancaire aux modes de règlement.

D E C I D E

Article 1: Qu'il est maintenu une régie d'avances pour les « ALSH » auprès de la Direction de la Réussite Educative au sein du Service de l'Education.

Article 2 : Que la régie d'avance est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2,

Article 3 : Que la régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses liées aux sorties ponctuelles organisées par les animateurs pour le divertissement des enfants,
- Achat de fournitures et petit matériel nécessaires pour les activités,
- Achat alimentaires pour les enfants,
- Frais médicaux (visite ou intervention d'un médecin, ...)

Article 4 : Que les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Numéraire
- Virement Compte trésor

Article 5 : Qu'un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : Qu'il est maintenu des sous régies de dépenses auprès des ALSH. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous régies.

Article 7 : Que l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le mandataire est tenu de prendre connaissance de l'intégralité de ses responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.

Article 8 : Que le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 8 000 €.

Article 9 : Que le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Que le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Que le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 09 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la numérisation des registres
de délivrance de passeports pour l'intérieur -
Demande de subvention auprès de l'État -
Direction Générale des Affaires Culturelles
(DRAC) Occitanie - Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Boris BELLANGER en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint délégué au Patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- que le service des Archives de la Ville de Montpellier conserve l'un des plus beaux fonds de visas pour l'intérieur du sud de la France couvrant la période de 1792 à 1896 ;
- que ces documents, par les informations précises qu'ils donnent sur les voyageurs, sont une source complémentaire pour la généalogie mais aussi pour les recherches en histoire sociale et culturelle ;
- qu'une fois numérisés ils seront intégrés à la base de données des Archives et mis en ligne ;
- que la DRAC Occitanie peut octroyer des subventions aux collectivités locales pour la numérisation de documents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt du dossier de demande de subvention auprès de la Direction Générale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie.

ARTICLE 2 : De dire que la recette obtenue sera imputée au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 décembre 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire


Boris BELLANGER



Publiée le : 09 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'adhésion à l'association "Elus
Locaux Contre le Sida" (ELCS)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Charles SULTAN en qualité de 14^{ème} Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Charles SULTAN Adjoint au Maire délégué à la Santé ;
- VU l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS), il s'agit d'une association à but non lucratif qui soutient et met en place des actions d'information et de prévention à destination des élus mais aussi auprès des patients et du grand public dans un but de prévention, d'information, de mobilisation et d'action ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier adhère à cette association depuis 2013 ;
- pour l'année 2021, il est proposé de reconduire l'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2021 à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS), pour un montant de cotisation annuelle de 1 000 € TTC.

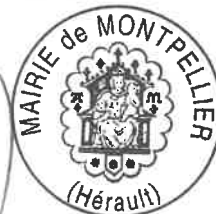
ARTICLE 2 : D'inscrire cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2021 de la Ville au chapitre 934.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet, à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 NOV. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Charles SULTAN



Publiée le : **30 NOV. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

30 NOV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°2 de l'Emprunt
16974 de 15 millions d'euros auprès de la Société
Générale - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- VU le projet d'avenant n°2 établi par la Société Générale et le contrat de prêt initial 16974 du 29/01/2007 ci-annexé ;
- VU le règlement européen (UE) 2016/1011 encadrant la détermination des indices de référence (Benchmark Regulation dit « BMR ») ;

Considérant :

- Que pour assurer le remplacement de l'EONIA ou ses dérivés stipulés aux termes du contrat par l'€STR + 0,085% (€STR Ajusté), il convient de conclure un avenant n°2 au contrat d'emprunt 16974 du 29/01/2007 ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : De signer un avenant n°2 auprès de la Société Générale, dont le siège est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, au contrat d'emprunt 16974 du 29/01/2007 d'un montant total de 15 000 000 euros qui apporte les modifications suivantes :

- Substitution de l'EONIA et de ses dérivés au titre des indices de référence sur lesquels le Crédit peut être indexé par l'€STR ajusté soit €STR + 0,085% (articles 4, 5 et 8 du contrat initial) ;
- Modification de l'article 10 « survenance de circonstances nouvelles »;
- Intégration d'un article relatif à l'encadrement de la protection des données à caractère personnel afin de prévoir les conditions du traitement des données dans le respect de la réglementation applicable.

ARTICLE 2 : Cet avenant n°2 doit être consenti avant le 1er janvier 2022, date à laquelle les indices de référence devront respecter les nouvelles exigences européennes établies par la Banque Centrale Européenne dans son règlement européen (UE) 2016/1011 encadrant la détermination des indices de référence (Benchmark Regulation dit « BMR »).

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'avenant à la convention de financement ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans l'avenant et la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 NOV. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **24 NOV. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

24 NOV. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Dante Alighieri" les 3 et 17 décembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Dante Alighieri » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 3 et 17 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 NOV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 23 NOV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 NOV. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'Université Paul Valéry
3 du 15 au 19 novembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'université Paul Valéry 3 a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 15 au 19 novembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 75€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 23 NOV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 23 NOV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

23 NOV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance
Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention d'occupation
temporaire du domaine public au profit de le
Micro crèche "les Fabulettes"- Ville de
Montpellier / Association Languedocienne Pour la
Jeunesse - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier en date du 04 juillet 2020 et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;

CONSIDÉRANT :

- que l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ) gère la structure d'accueil « Les Fabulettes », micro-crèche spécialement dédiée aux enfants dont les parents participent à un parcours d'insertion et/ou des cours d'alphabétisation ;
- que cette action est inscrite au Contrat Enfance Jeunesse signé entre la Ville et la Caf de l'Hérault ;
- que la convention d'occupation temporaire en cours arrive à terme le 31 décembre 2021 ;
- que dans l'attente de son relogement prévu au cours du 2nd semestre 2022, l'Association souhaite poursuivre son activité dans les locaux situés 300, avenue de Barcelone, qu'elle occupe depuis le mois de janvier 2011 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De passer avec « l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse » dont le siège se trouve 2256, route de Mende 34090 Montpellier, une convention d'occupation temporaire du domaine public pour une durée de 6 mois renouvelable une fois, à compter du 1er janvier 2022, concernant les locaux municipaux situés 300 avenue de Barcelone 34080 Montpellier, d'une superficie de 80 m² en rez-de-chaussée et moyennant une redevance trimestrielle de 1 800 €.

ARTICLE 2 : D'imputer les recettes sur le budget de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 7-01-2022.
Madame l'Adjointe au Maire

Taslime AKBARALY



Publiée le : 10-01-2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

10.01.2022



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété VINCENS
COUSTELLIER - un immeuble - cadastre AP 172
- 139 avenue d'Occitanie.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- **VU** les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- **VU** le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- **VU** le constat dressé le 27 octobre 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- **VU** l'estimation des services fiscaux du 9 novembre 2021.

CONSIDERANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que la politique locale de l'habitat engagée par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour effet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- que le 27 septembre 2021, Maître SCHARWITZEL notaire à Florensac (34), a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par Madame Anne VINCENS veuve COUSTELLIER, d'un immeuble en copropriété comprenant 12 appartements, 4 garages et 9 celliers, formant les lots 1 à 13, 27 à 30, 35 à 38 et 43 à 46 de la copropriété située 139 avenue d'Occitanie, cadastrée section AP 172, au prix de 1.700.000 € ;
- que la propriété Madame VINCENT veuve COUSTELLIER est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que les 12 appartements avec leurs annexes objets de la présente vente sont compris dans une copropriété mais qu'il forme une entité dépendante disposant d'une entrée et d'une cage d'escalier indépendante. Ces 6 T2 et 6 T3 présentent un grand intérêt tant par leur consistance que par leur situation pour réaliser un programme de logements sociaux répondant aux objectifs du volet habitat de la politique communale, notamment par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé ;
- que la Ville de Montpellier connaît des tensions foncières importantes et récurrentes, nécessitant des interventions d'ampleur et multiformes pour faire face aux besoins identifiés en matière de logement ;
- que le quartier Hôpitaux-Facultés, connaît particulièrement ces tensions du fait notamment d'une présence étudiante forte ;
- que la propriété de Madame VINCENT, qui nécessite préalablement des travaux importants d'isolation et de changement du mode de chauffage, et dispose de parties communes en bon état et d'appartements entretenus, qui, pour certains ont fait l'objet de rénovations récentes, répond aux objectifs portés par la collectivité en matière de politique locale de l'habitat notamment, par le développement de l'offre sociale, grâce au recyclage de bien existant ;
- que le prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, 1.700.000 €, est conforme à l'évaluation Domaniale;
- qu'ACM-HABITAT, sollicité sur cette vente, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption afin de réaliser une opération de logements sociaux sur cet immeuble. L'acquisition de ce bien permettra à ACM HABITAT d'accroître son offre de logements locatifs sociaux sur

le quartier Hopitaux-Facultés, et entrainera le développement important d'une offre de logements sociaux à destination des étudiants, conformément au projet stratégique dénommé K30 adopté par le conseil d'administration d'ACM Habitat le 1er juillet 2021 ;

- qu'il paraît nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM-HABITAT qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Anne VINCENS veuve COUSTELLIER, un immeuble en copropriété comprenant 12 appartements, 4 garages et 9 celliers, formant les lots 1 à 13, 27 à 30, 35 à 38 et 43 à 46 de la copropriété située 139 avenue d'Occitanie, cadastrée section AP 172, au prix de 1.700.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner.

ARTICLE 2 : qu'ACM-HABITAT interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire



Maryse FAYE

Publiée le : 02 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

02 DEC. 2021



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un Emprunt de 6 millions
d'euros auprès d'ARKEA BANQUE
ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de 10^{ème} Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10^{ème} Adjoint délégué aux « Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social » ;
- VU l'offre établie par ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS en réponse à la consultation commune de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé ;

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;
- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS répond correctement à la demande.

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphasis – CS 96856 – 35760 SAINT GREGOIR, un emprunt d'un montant total de 6 000 000 € (Six millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 30 septembre 2043 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 30 septembre 2023.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Phase de mobilisation revolving

Montant :	6 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	30/09/2023
Modalités de versement :	J pour une demande par fax ou @-mail avant 10 h
Modalités de remboursement :	J pour une demande par fax ou @-mail avant 11 h 30
Intérêts :	TI3M flooré à 0 + 0,40%
Capacité Revolving	Sur toute la durée de la phase de mobilisation

Phase de consolidation

Index monétaires :	Euribor 3 mois préfixé, flooré à 0
Marge :	0.17%
Durée	25 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	Linéaire
Base de calcul :	Exact/360
Typologie Gissler :	1A
Passage à taux fixe	Possible à tout moment et sans application d'une pénalité, dans le respect du préavis d'un mois.
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité limitée à 3% du capital remboursé par anticipation en taux monétaires, et d'une indemnité actuarielle en taux fixe
Commission d'engagement :	0.07 % du montant

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 NOV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 01 DEC. 2021

Notifiée le :

01 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'association 'Nadalenca
' les 24 novembre et 9 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Nadalenca » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 24 novembre et 9 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

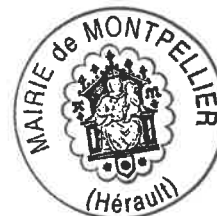
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 NOV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 23 NOV. 2021

Notifiée le :

23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0028RI -
Téléphonie mobile avec abonnements et matériels
- Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au renouveau démocratique et à l'innovation sociale ;
- VU la délibération du 30 juillet 2020 relative à la convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

Considérant :

- qu'il est indispensable de mettre à niveau les équipements des personnels en termes de mobilité afin d'accéder à distance aux outils bureautiques et informatiques et de joindre aisément les agents exerçant leurs fonctions dans ce cadre ;
- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont constitué un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique dont la Ville est le coordonnateur ;
- qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre, mono-attributaire, à

bons de commande, alloti, avec maximum pour une durée initiale de deux ans reconductible une fois pour la même période ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Lot 1 : Abonnements et terminaux
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
- Lot 3 : Terminaux
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance 14 octobre 2021 a classé et choisi pour le lot 1, la société SFR sise 16 rue du Général Alain de Boissieu – 75015 PARIS présentant l'offre la plus économiquement avantageuse ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance 14 octobre 2021 a classé et choisi pour le lot 3, la société SFR Business Distribution sise 2 rue Blaise Pascal – Immeuble Antarès – Jardins d'entreprise – BP 30099 – 28002 CHARTRES Cedex présentant l'offre la plus économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché pour le lot 1 à la société SFR pour un seuil maximum de 1 600 000 euros HT pour la période initiale de 2 ans, pour le lot 3 à la société SFR Business Distribution pour un seuil maximum de 880 000 euros HT pour la période initiale de 2 ans. Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de deux ans reconductible une fois pour une période identique. Les seuils maximums sont identiques pour la période de reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits seront imputés sur le budget 2021 et suivants de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 17 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requêtes TA
n°2105969-3 et n°2105971-3 - Ressources
humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête en référé n°2105969-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 novembre 2021 par Monsieur Didier GUZMAN tendant à la suspension de la décision du 29 septembre 2021 portant placement en disponibilité d'office à compter du 5 janvier 2019 ;

- La requête n°2105971-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 novembre 2021 par Monsieur Didier GUZMAN tendant à l'annulation de la décision du 29 septembre 2021 portant placement en disponibilité d'office à compter du 5 janvier 2019 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requête n°2105969-3 et 2105971-3 par Monsieur Didier GUZMAN ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : **23 DEC. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'association '
Conspectus ' le 17 novembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Conspectus » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 17 novembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

29 NOV. 2021

Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 30 NOV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

30 NOV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention d'occupation
temporaire du domaine public entre la Ville de
Montpellier et l'Etat - Site Saint Côme 13 rue de
l'Ecole Normale**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la gestion active du patrimoine ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Mme Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique.
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Que par convention en date du 12 janvier 2017, le Centre Communal d'Action Sociale a mis à disposition de la Ville de Montpellier, pour une durée de 10 ans, la résidence St Côme située 13 rue de l'Ecole Normale, aux fins d'héberger le détachement de la Force Sentinelle affecté aux territoires de Montpellier et Nîmes ;
- Qu'après une remise en état sommaire du site, la Ville, par convention du 15 juillet 2017, a mis à disposition de l'Etat une partie du site, pour une durée de trois ans moyennant une redevance mensuelle correspondant au remboursement de la moitié des investissements réalisés (les autres 50% étant assumés par la Ville au vu de l'intérêt général présenté par le projet) ;
- Qu'à l'échéance du 14 juillet 2020, la convention a été prorogée pour une durée de six mois, à titre gracieux ;
- Que pour faire face à la menace terroriste, les orientations actuelles de l'Etat prévoyant le maintien d'un détachement Sentinelle à Montpellier au-delà du 14 janvier 2021, le Délégué Militaire Départemental de l'Hérault a sollicité la Ville pour fixer les modalités d'une nouvelle mise à disposition du site ;

- Que compte tenu de la vétusté du site, son maintien en état dans des conditions satisfaisantes d'hébergement nécessite des travaux d'entretien relevant du propriétaire ;

DECIDE

Article 1 : De conclure avec le Ministère des Armées une convention d'occupation temporaire, jusqu'au 11 janvier 2027, incluant le remboursement par le preneur de la moitié des frais engagés par la Ville pour l'entretien du site, dans la limite de 85 000€ par an ;

Article 2 : De dire que les dépenses et les recettes seront imputées sur le Budget de la Ville ;

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

13 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un Emprunt durable et
éthique de 4 millions d'euros auprès de la société
financière de la NEF**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de 10^{ème} Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN Adjoint délégué aux « Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social » ;
- VU l'offre établie par la NEF en réponse à la consultation bancaire commune de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure une convention de financement,
- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la société financière de la NEF répond correctement à la demande.

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la société financière de la NEF, dont le siège est situé 8 avenue des Canuts – 69517 Vaulx-en-Velin Cedex, représentée par M. Bernard HORENBEEK, Président du Directoire, une convention de financement avec phase de mobilisation.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 4 000 000 € (Quatre millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 4 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 24 mois, à compter du premier tirage.
- Durée de consolidation : 18 ans
- Commission d'engagement : 0,10% du montant emprunté payable à la signature du contrat. Ces frais sont soumis à une TVA de 20%

o Phase de Mobilisation (de la date de signature du prêt):

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : 24 mois maximum à compter du premier tirage,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur,
- Montant minimum de versement : 10% du prêt soit 400 000 euros dans le premier trimestre suivant la signature du contrat,
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0.80%,
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Périodicité des intérêts : annuelle,

o Phase de consolidation

La période d'amortissement du capital mobilisé débute au plus tard à la fin de la phase de mobilisation.

- Durée d'amortissement : 18 ans
- Taux fixe : 0.80%
- Base de calcul des intérêts : exact / 360
- Échéances d'amortissement du capital : 18 échéances annuelles après la phase de mobilisation
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû moyennant un préavis d'un mois
- Pénalités de remboursement anticipé : 3% du montant remboursé

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 NOV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 01 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 DEC. 2021



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI LA
MULTICOLERE - un immeuble à usage
commercial - cadastre EX 469 - 42 et 44 rue
Frédéric Bazille.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021, Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature ;

- VU le constat dressé le 3 novembre 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'estimation des services fiscaux.

CONSIDERANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 20 août 2021, Maître SPINELLI notaire à Sète, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par la SCI LA MULTICOLORE, d'un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric Bazille, cadastré section EX 469, au prix de 700.000 € plus 42.000 € de commission d'agence ;
- que la propriété de la SCI LA MULTICOLORE est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que l'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains ». La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a été adoptée en Conseil municipal le 5 octobre 2020 et en Conseil de Métropole le 12 octobre 2020 ;
- que par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a acté la programmation présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, approuvé les termes de l'avenant 2021 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier et décidé que les dépenses relatives à la mise en œuvre du programme seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que les priorités identifiées pour 2021 sont l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale, professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par trente actions dont l'une d'entre elle consiste à lutter contre la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue et d'un lieu pour les grands marginaux ;
- qu'ainsi Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec les services de l'Etat et la Ville de Montpellier, a validé dans sa délibération M2020-459 au conseil du 17 décembre 2020 le portage partenarial d'un lieu d'accueil de jour des familles sans domicile dans le cadre du Plan Pauvreté, portage renouvelé dans la délibération M2021-455 du 28 septembre 2021. Les trois accueils de jour actuellement existant étant saturés, il est nécessaire de pouvoir proposer un quatrième lieu, situé dans un secteur distinct des trois premiers. Ce nouveau site doit permettre de porter une attention particulière aux familles afin qu'elles puissent être reçues en tenant compte de leurs besoins spécifiques ;
- que la propriété de la SCI LA MULTICOLORE, composée d'un ensemble immobilier à usage commercial, aménagé en rez-de-chaussée de 540 m² libre à la vente, répond à ce besoin et permettrait l'installation de cette structure d'accueil, correspondant au besoin tant en terme de superficie que d'aménagement, d'accessibilité, de proximité des transports en commun notamment de la ligne 3 du tramway, et de maillage du territoire pour ce type de structure.

Il est prévu d'y développer en plus des prestations habituelles, un accueil de jour (socialisation, abri pour la journée, accompagnement social, service douches, blanchisserie, courriers) et un partenariat avec les services de Protection Maternelle Infantile, de planification familiale et d'actions de soutien à la parentalité avec la CD34 et la CAF avec des activités destinées aux enfants et au soutien du lien parent enfant ;

- que le prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner est conforme à l'avis des Domaines ;

- qu'il paraît nécessaire, dans ces conditions, pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à Montpellier Méditerranée Métropole qui réalisera le projet social énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de réaliser des équipements collectifs.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LA MULTICOLORE, un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric Bazille, cadastré section EX 469, au prix proposé dans déclaration d'intention d'aliéner soit de 700.000 € (sept-cents mille euros) plus 42.000 € de commission d'agence.

ARTICLE 2 : que Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition, en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement,

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 02 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

02 DEC. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision modificative relative à la réhabilitation
du Skate-park de Grammont et installation d'un
site de BMX Freestyle**

**Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage
Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole
Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre
n°292820.01 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, délégué à la Ville Sportive,
- VU la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage notifiée le 08 novembre 2018 par la Ville de Montpellier à la SA3M pour la réhabilitation du Skatepark de Grammont et l'installation d'un site d'entraînement de BMX Freestyle,
- VU la décision n°VD2019-625 du 19 décembre 2019 confiant au Groupement FEST Architecture / INGEROP / ESKIS Paysages la maîtrise d'œuvre de l'équipement à construire,
- VU les termes du contrat de maîtrise d'œuvre notifié par la SA3M au Groupement FEST Architecture / INGEROP / ESKIS Paysages le 17 janvier 2020,
- VU le courrier de validation des études d'Avant-projet détaillé transmis par la Ville de Montpellier le 07 septembre 2021 à la SA3M ;

Considérant :

- Que le coût prévisionnel définitif des travaux du Skatepark de Grammont issu des études d'Avant-projet est arrêté à 2 715 000 € HT (mois de l'estimation : juin 2021),
- Que l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, sur laquelle le marché de maîtrise d'œuvre a été conclu, était de 2 200 000 € HT (mois de l'estimation : juin 2018),
- Que l'augmentation du coût est liée à hauteur de 115 000 € HT à l'actualisation des prix entre juin 2018 et juin 2021, à hauteur de 207 000 € HT à des modifications de programme demandées par la maîtrise d'ouvrage à l'issue de concertations avec les associations pratiquantes, à hauteur de 123 000 € HT à des sujétions techniques prévisibles non intégrées par la maîtrise d'œuvre en phase concours et à hauteur de 70 000 € HT à des sujétions techniques imprévues,
- Que la validation par la maîtrise d'ouvrage du coût prévisionnel définitif des travaux implique une modification de la rémunération de la maîtrise d'œuvre,
- Que l'augmentation de la rémunération de la maîtrise d'œuvre est établie sur la base de l'augmentation liée aux modifications de programmes et à l'intégration des sujétions techniques imprévues, soit 277 000 € HT,
- Que la rémunération des missions de base de la maîtrise d'œuvre appliquée sur le coût prévisionnel des travaux donne un pourcentage d'honoraires pour ces missions de 9,8%,
- Que ce pourcentage appliqué à l'augmentation du coût des travaux liés aux modifications de programmes et sujétions techniques imprévues conduit à revaloriser le montant des honoraires de maîtrise d'œuvre à hauteur de 27 146 € HT,
- Que le mandataire du Groupement de maîtrise d'œuvre, FEST Architecture, a fait part de sa volonté de se départir d'une partie de sa rémunération au profit du co-traitant INGEROP, afin d'adapter la répartition des honoraires à la complexité des ouvrages techniques désormais prévus ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'Avenant 01 au marché de maîtrise d'œuvre n°292820.01 conclu avec le Groupement FEST Architecture / INGEROP / ESKIS Paysages, ayant pour effets de revaloriser le montant du marché à hauteur de 27 146€HT, conduisant à un montant total hors taxe de rémunération 307 146 € HT, et de modifier la répartition des honoraires par co-traitant ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

20 DEC. 2021

Montpellier, le
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 21 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Conduite et Opérations

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un marché public G0D0031AI
Marché de Signalétique - Lots n°1 et 2 -
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la décision de la ville de Montpellier n°2019-349 du et la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2019-1050 relatives à la convention du groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier pour les prestations du marché de signalétique ; le coordonnateur du groupement de commande est la ville de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du patrimoine municipal et de la sobriété énergétique ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de signalétique pour la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1°, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum divisé en deux lots : Lot 1 : Signalétique sur divers espaces verts - Réalisation de signalétique dont la fourniture et pose de jalonnements, en panneaux stratifié et en alu sur divers espaces verts de la ville et de la Métropole de Montpellier; Lot 2 : Signalétique sur chantiers et bâtiments communaux - Réalisation, fourniture et pose de différents supports signalétique pour les chantiers et bâtiments communaux et passé en application des articles L2125-1 1°, R 2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique conclu pour une durée de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%

- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 16 novembre 2021, a choisi les offres économiquement avantageuses de :

- L'entreprise ALLIANCE CONSULTANTS (270 chemin des Oliviers, ZAC de la Petite Camargue 34400 LUNEL) pour le lot 1 : « Signalétique sur divers espaces verts - Réalisation de signalétique dont la fourniture et pose de jalonnements, en panneaux stratifié et en alu sur divers espaces verts de la ville et de la Métropole ».
- L'entreprise DECOR 34 (48 rue Claude Balbastre – 34000 Montpellier) pour le lot 2 : « Signalétique sur chantiers et bâtiments communaux - Réalisation, fourniture et pose de différents supports signalétiques pour les chantiers et bâtiments communaux ».

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G0D0031AI « marché de signalétique » pour les lots suivants à :

- Entreprise ALLIANCE CONSULTANTS pour le lot 1 « Signalétique sur divers espaces verts-Réalisation de signalétique dont la fourniture et pose de jalonnements, en panneaux stratifié et en alu sur divers espaces verts de la ville et de la Métropole » sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;

- Entreprise DECOR 34 pour le lot 2 « Signalétique sur chantiers et bâtiments communaux-Réalisation, fourniture et pose de différents supports signalétiques pour les chantiers et bâtiments communaux » sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Sa durée est d'un an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 DÉC. 2021

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2105786-1 TA - SCI JOE'S"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2105786-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 novembre 2021 par la SCI JOE'S contre la décision implicite de rejet opposée par la commune de Montpellier à la mise en demeure de dresser un procès-verbal d'infraction notifiée le 5 juillet 2021 à l'encontre de la SA Saint Loup propriétaire de la parcelle cadastrée KM n°72 consécutivement à la réalisation d'importants travaux d'élagage et de coupes d'arbre ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105786-1 par la SCI JOE'S ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **21 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DONIBRE-COSTE

Publiée le :

Notifiée le : **22 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1B0060GC -
Aqueduc des Arceaux - Monument Historique
Inscrit - Travaux d'entretien et de mise en
sécurité - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, adjoint au Maire délégué au Quartier Centre et au Patrimoine historique ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réalisation de travaux d'entretien et de mise en sécurité de l'aqueduc des Arceaux, monument historique inscrit ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 24 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Valeur technique (60 %) ; Prix (40 %)
- qu'après analyse, l'entreprise Vivian et Cie, 26 avenue André ROUSSIN - 13016 Marseille présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°V1B0060GC - Aqueduc des Arceaux - Monument Historique Inscrit Travaux d'entretien et de mise en sécurité à l'entreprise Vivian et Cie, 26 avenue André ROUSSIN - 13016 Marseille, pour un montant de 43 410,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 Décembre 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire


Boris BELLANGER


Publiée le : 09 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2105839-1
TA - Stéphane VILLANOVA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2105839-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 novembre 2021 par Monsieur Stéphane VILLANOVA contre la décision d'opposition à déclaration préalable du 1^{er} juillet 2021 n° DP 341 172 21 M0948 relative à une division foncière sise 1288 rue de l'Aiguelongue ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE


ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105839-1 par Monsieur Stéphane VILLANOVA ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

21 DEC. 2021
Montpellier, le
Madame la Première Adjointe
Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1D0003AI -
Travaux d'entretien dans les bâtiments
communaux - Lots n°1 à 16 - Attributions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux d'entretien sur les bâtiments communaux ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum alloti en 16 lots pour une durée d'un an à compter de la notification (pouvant être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants (tous lots confondus) :
 - ° valeur technique au regard du cadre du mémoire technique : 60%
 - ° prix au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 novembre 2021 a :
 - classé les offres et choisi pour le lot 1 « Démolition » l'entreprise AVENIR DECONSTRUCTION SAS (ZI la Palun 14 rue Emmanuel Vitria 13120 GARDANNE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

- classé les offres et choisi pour le lot 2 « Gros œuvre » l'entreprise DARVER (445, avenue des razeteurs 34160 CASTRIES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 3 « Maçonnerie – petits travaux » l'entreprise SARL AZUARA (ZAC Les Hauts de Fabrègues 1 avenue du Général de Gaulle 34690 FABREGUES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour les lots 4 « Charpente – Couverture » et 5 « Etanchéité » l'entreprise LANGUEDOC TOITURES (Route de la Gare 34670 BAILLARGUES) présentant les offres économiquement les plus avantageuses,
- classé l'offre et choisi pour le lot 6 « Menuiserie PVC-Aluminium-Bois » l'entreprise ATELIER DUCROT (630, rue des Fournels 34400 LUNEL) présentant une offre économiquement avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 7 « Métallerie » l'entreprise TECHNICFER SARL (150, rue du Mas de Bringaud BP 95592 34071 MONTPELLIER CEDEX 3) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé l'offre et choisi pour le lot 8 « Cloisons-Faux-plafonds » l'entreprise FPI SARL (264, rue Denis Papin 34570 MONTARNAUD) présentant une offre économiquement avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 9 « Electricité » Groupement d'entreprises TEC ELEC SUD (mandataire) / SERVICE MAINTENANCE ENERGIES (SME) (51, chemin de la Rasimière 34380 ST MARTIN DE LONDRES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 10 « Plomberie » l'entreprise AXIMA Concept (ZAE Font de la Banquière Immeuble le Meteor BP 90109 34874 LATTES Cedex) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 11 « Revêtements de sols Souples » l'entreprise JLC Peinture (2, avenue du général De Gaulle 34690 FABREGUES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 12 « Peinture » l'entreprise SARL CORNIL (40, avenue du Progrès 34820 TEYRAN) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 13 « Rideaux-Protection solaire » l'entreprise SAS CLEMENT ET FILS (2, rue des terres du sud 34990 JUVIGNAC) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 14 « Nettoyage de chantier » l'entreprise SUD SERVICE (PA LA GARRIGUE BP 21 34171 CASTELNAU LE LEZ) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 15 « Curages de réseaux » l'entreprise SARP MEDITERRANEE (2443, avenue de Maurin ZAC Garosud BP 75527 34071 MONTPELLIER Cedex 3) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi pour le lot 16 « Désamiantage » l'entreprise AVENIR DECONSTRUCTION SAS (ZI la Palun 14 rue Emmanuel Vitria 13120 GARDANNE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V1D0003AI - Travaux d'entretien sur les bâtiments communaux, aux entreprises suivantes:

- Lot 1 : Démolition, Entreprise AVENIR DECONSTRUCTION SAS, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 2 : Gros-Œuvre, Entreprise DARVER SAS, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

- Lot 3 : Maçonnerie – Petits Travaux, Entreprise SARL AZUARA, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 4 : Charpente – Couverture, Entreprise LANGUEDOC TOITURES, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 5 : Etanchéité, Entreprise LANGUEDOC TOITURES, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 6 : Menuiserie PVC-Aluminium-Bois, Entreprise ATELIER DUCROT, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 7 : Métallerie, Entreprise TECHNICFER SARL, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 8 : Cloisons - Faux-plafonds, Entreprise FPI SARL, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 9 : Electricité, Groupement d'entreprises TEC ELEC SUD (mandataire) / SERVICE MAINTENANCE ENERGIE (SME), sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 10 : Plomberie, Entreprise AXIMA CONCEPT, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 11 : Revêtements de sols Souples, Entreprise JLC PEINTURE, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 12 : Peinture, Entreprise SARL CORNIL, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 13 : Rideaux – Protection solaire, Entreprise SAS CLEMENT ET FILS, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 14 : Nettoyage de chantier, Entreprise SUD SERVICE, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 15 : Curages de réseaux, Entreprise SARP MEDITERRANEE, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Lot 16 : Désamiantage, Entreprise AVENIR DECONSTRUCTION, sans montant minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 1 an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SATRAT

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête 2105854-1 TA
- Association vigilance Verte Montpellier Nord"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2105854-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 novembre 2021 par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord contre l'arrêté n° PC 3417220M0146 délivré à la SCCV Aiguelongue pour la construction d'une résidence rue Aiguelongue.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105854-1 par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE COSTE

Publiée le : **22 DEC. 2021**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs avec
l'association ' France Parkinson ' les 18 et 25
novembre et les 2-9 et 23 décembre 2021 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « France Parkinson » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 18 et 25 novembre et les 2-9 et 23 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette dernière sera consentie à titre gratuit, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 et compte tenu du caractère caritatif de l'association ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 07 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un marché public
n°V1D0038AI d'assistance à maîtrise d'ouvrage
technique pour la réalisation de la cité de
l'alimentation - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans le domaine de la politique alimentaire et de l'agriculture urbaine ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la réalisation de la cité de l'alimentation pour la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1°, et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande publique sous la forme d'un marché ordinaire. Le marché comporte

une tranche ferme « Pour la programmation et l'assistance à la procédure de sélection des concepteurs-réalisateurs » et une tranche optionnelle 1 « Pour le suivi des études et des travaux, et le suivi du fonctionnement du bâtiment durant 3 ans après la livraison » passées en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du contrat pour la tranche ferme, et à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée. En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 76 mois.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique 70%
- Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement 30%

- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 25 novembre 2021, a classé les offres et choisi le Groupement PROFILS CONSULTANTS (mandataire), SAS PROFILS / G.SIR SAS / CSA2 / MBA CITY / H3C / RAINBOX ERGONOMIE (cotraitants) - 10 place de la Joliette, Les Docks Atrium 10.4, 13002 Marseille, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° V1D0038AI « Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour la réalisation de la cité de l'alimentation » au groupement PROFILS CONSULTANTS (mandataire), SAS PROFILS / G.SIR SAS / CSA2 / MBA CITY / H3C / RAINBOX ERGONOMIE (cotraitants) pour un montant global et forfaitaire de 299 520 € H.T. décomposé comme suit :

Tranche ferme : 121 320 € H.T.

Tranche optionnelle 1 : 178 200 € H.T.

Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat.

Sa durée globale minimum est de 76 mois, en cas de recouvrement des tranches dans le temps.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART

Publiée le : 27 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V0D0035TM -
Fourniture et pose de sols à capacité amortissant
et pose de jeux - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'achat et à la pose de sols à capacité amortissant ainsi qu'à la pose de jeux neufs, afin de répondre aux besoins des écoles de la ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux l'articles L.2123-1 et R 2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes, sans seuil minimum et avec un seuil annuel maximum de 1 500 000 € H.T., pour une durée d'1 an reconductible 2 fois, soit 3 ans au total ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur techniques : 60%
 - ° Prix des prestations : 40%

- Que l'entreprise Sport Environnement, sise 415 rue des Compagnons à Castelnau le Lez, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n° V0D0035TM « Fourniture et pose de sols à capacité amortissant et pose de jeux neufs » à l'entreprise Sport Environnement, sans seuil minimum et avec un seuil annuel maximum de 1 500 000 € H.T. par an. L'accord-cadre prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'1 an reconductible 2 fois, soit 3 ans au total.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre n° V0D0035TM « Fourniture et pose de sols à capacité amortissant et pose de jeux neufs » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :
Notifiée le :

22

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché V1B0064EM -
Maitrise d'œuvre relative au rafraichissement du
groupe scolaire de Gama / Mermoz

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique ».

Considérant :

- qu'il y a lieu de réaliser la maitrise d'œuvre relative au rafraichissement du groupe scolaire de Gama / Mermoz ;
- qu'une procédure a été lancée le 26 octobre 2021 conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 75 000€ HT, pour une durée d'exécution de sa notification jusqu'au 31 août 2023 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%, prix des prestations au regard du bordereau de prix unitaire (B.P.U) et du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) pour 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise BETSO, domiciliée Immeuble Green Valley – 849 rue Favre de Saint Castor à Montpellier (34080) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « maîtrise d'œuvre relative au rafraichissement du groupe scolaire de Gama / Mermoz » n° V1B0064EM à l'entreprise BETSO sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 75 000€ HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 août 2023.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2022 et 2023 d'investissement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

14 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2106188-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2106188-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 novembre 2021 par Madame Josiane BONNAT épouse LAJOINIE contre l'arrêté n° CAR-2021-6410 en date du 19 novembre 2021 aux termes duquel le Maire de la commune de Montpellier a mis à la retraite d'office Madame Josiane LAJOINIE ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;


DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106188-3 par Madame Josiane BONNAT épouse LAJOINIE ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 21 DEC. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 22 DEC. 2021
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'association ' La
Morena ' le 19 décembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « La Morena » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 19 décembre 2021;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 13 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 14 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0B0057RI -
Acquisition de logiciels graphiques - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté municipal portant délégation de fonction à Madame Séverine Saint-Martin, Adjointe au Maire, déléguée aux Systèmes d'Information.

Considérant :

- Qu'il convient d'acquérir des licences pour des logiciels graphiques standards et en particulier des logiciels Autodesk ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée d'un an reconductible une fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations 60%
 - Valeur technique : 30 %
 - Délais de livraison 10 %
- Qu'après analyse, la société GRAITEC France a présenté une offre économiquement avantageuse ;



DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Acquisition de logiciels graphiques » pour une durée d'un an reconductible une fois à compter de la date de notification, pour un montant maximum de 85 000 € HT à la société GRAITEC France sise Chemin de Gisy – 17 Burospace – 91570 BIEVRES.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 10 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 17 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la clôture de la régie de
recettes de la Serre Amazonienne - Direction du
Parc Lunaret**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances ;
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU la décision n°4407 du 15 juin 2007 relative à la création de la régie ;

- VU la décision n°4449 du 10 juillet 2007 relative à la création d'un compte de dépôt de fonds et augmentation du montant du fond de caisse ;
- VU la décision n°4511 du 6 août 2007 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse ;
- VU la décision n°4699 du 13 novembre 2007 relative à la modification de l'objet et des moyens de paiements ;
- VU la décision n°338 du 2 juillet 2009 relative à la modification de l'objet ;
- VU la décision n°170 du 7 juillet 2017 relative à l'augmentation du fond de caisse ;
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 3 décembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- qu'à la suite de la fermeture de la Serre Amazonienne pour une durée indéterminée, il convient de clôturer la régie de recette.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter de ce jour, il est mis fin à la régie « Serre Amazonienne » instituée auprès du Zoo de Lunaret.

ARTICLE 2 : Le régisseur a versé la totalité des pièces justificatives de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 03 JAN 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 03 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété NEISWESTNY et
LELOUCH - une villa - cadastre PV 1 - 575 rue
des Grèzes.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2017 approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude sur le secteur des Grèzes ;

- VU la décision du 25 juin 2021 relative à la signature d'une convention de mandat d'étude confiée à la SA3M sur le secteur Bouisses Grèzes ;
- VU l'estimation des services fiscaux.

CONSIDERANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 18 octobre 2021, l'office notarial DM Notaires et associés, notaires à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par Monsieur et Madame NEISWESTNY et LELOUCH , d'une villa avec piscine, terrain de tennis et jardin arboré, située 575 rue des Grèzes, cadastrée section PV 1, au prix de 1.100.000 € dont 50.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur,
- que cette propriété est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et le rééquilibrage de développement de la ville vers le Nord et l'Ouest, la Ville de Montpellier a décidé d'engager une réflexion sur le secteur des Bouisses Grèzes ;
- que l'objectif de la Ville de Montpellier sur ce quartier est de préserver la biodiversité et de renforcer la dimension agricole du site, gage d'une souveraineté alimentaire. La réalisation de ces études doit contribuer à la modération de la consommation foncière, voire à la réduction des extensions urbaines initialement envisagées, afin de renforcer la présence de la nature dans la ville et de limiter l'étalement urbain. Ce projet d'Agriparc des Bouisses s'inscrit dans une trajectoire de reconnexion croissante de l'agriculture au projet urbain, et doit révéler ce poumon vert aux portes de la Ville pour en faire un lieu de balade et de découverte de la biodiversité, d'agriculture et de loisirs verts ouvert à tous les habitants.
- que cet espace d'au moins cent hectares mêlant forêt urbaine et agriculture de proximité, doit être repensé collectivement pour accompagner la conception de nouveau « quartier parc » dont la concertation publique a été initiée et commencé par une visite du lieu le 20 novembre 2021.
- que la propriété NEISWESTNY et LELOUCH est située dans le secteur délimité pour le projet sus-mentionné.
- que la maîtrise foncière de cette parcelle de 5.884 m² s'avère nécessaire dans le cadre de la réalisation de ce projet. Le réaménagement à terme de cette propriété bâtie pourra permettre de faire le lien avec la partie urbanisée de la Ville qui borde le périmètre du projet et s'inscrire comme porte d'entrée de l'Agriparc des Bouisses ;

- qu'il paraît nécessaire, dans ces conditions, pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien dans le cadre du projet porté par la Ville, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé pour mettre notamment en œuvre, un projet urbain, pour permettre de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.
- que le prix proposé paraît excessif.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame NEISWESTNY et LELOUCH, une villa avec piscine, terrain de tennis et jardin arboré, située 575 rue des Grèzes, cadastrée section PV 1, au prix révisé de 1.050.000 € dont 50.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur.

ARTICLE 2 : Dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : De prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire



Maryse FAYE



Publiée le : 15 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2105782-1
TA - DAUMAS Patrick"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°2105782-1 déposée le 2 novembre 2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Patrick DAUMAS contre l'arrêté n° PC3417221M0031 en date du 18 mai 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à Monsieur Antoine BILLOTE pour la surélévation de sa maison sise 15 rue Jeanne d'Arc ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105782-1 par Monsieur Patrick DAUMAS ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **21 DEC. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "requête n°n°2106144-1 - LUIGGI Jean"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice.

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2106144-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 novembre 2021 par Monsieur Jean LUIGGI contre l'arrêté n°DP 3417221M1220 par lequel le Maire s'est opposé à la déclaration préalable déposée de Monsieur LUIGGI tendant à la construction d'une annexe sur un terrain sis 15 allée Juliette Drouet ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106144-1 par Monsieur Jean LUIGGI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



21 DEC. 2021

**Montpellier, le
Madame la Première Adjointe**

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 21 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'association ' Jordelan '**
les 9-13-18 et 19 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

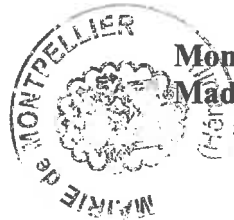
- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9-13-18 et 19 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 195€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 et compte tenu du caractère caritatif de l'association ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 13 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 14 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'association ' Chœur
Universitaire de Montpellier Méditerranée ' le 10
décembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 13 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 14 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative aux cessions et réformes des
véhicules et matériels de la Ville de Montpellier
Autorisations

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Que la Commission de Réforme du 06 décembre 2021 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (D.M.G.B.), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le **Centre 113**, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels de la Police Municipale (D.S.T.P.), il convient de céder un cinémomètre de marque EUROLASER, n° série 1228 dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** - mise à prix 50 €;

- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Production Informatique (DSI), il convient de céder une broyeuse de documents, type SECAP Z 306, n° 0540112. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. Le prix de départ est de 50€.

- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Energie (DEMT), il convient de réformer un traceur sur roulette modèle HP, DESIGNJET 5500PS n° série SG6B3C4004 dont la fiche de reprise est jointe en annexe. Ce type de matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, il sera repris par la société **TRACEUR DIRECT** Zone Industrielle Fontcouvert, 9 avenue de l'Orme Fouchu, 84000 AVIGNON ;

- Qu'à la suite de l'état de vétusté de mobiliers stockés au Service Achats et Production Graphique (DEMT) il convient de réformer 17 fauteuils et 36 chaises. Ces sièges ne sont plus en état de servir, il convient de les faire reprendre gratuitement pour recyclage par la société **ERGO SANTE**, 48 rue Claude Balbastre, lot n°38, 34070 MONTPELLIER ;

- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels d'entretien du Service des Sports (D.J.S.) il convient de réformer 3 auto laveuses :

- 1 auto laveuse / JPC CLEANTINE / (série : VD04H08) année d'achat 2010
- 1 auto laveuse / NUMATIC / (série : FF02280NTB - 4) année d'achat 2009
- 1 auto laveuse / NUMATIC / (série : TTB4552) année d'achat 2009

Ces matériels d'entretien ne sont plus en état de servir et seront mise en vente aux enchères mise à prix 50 € (le lot), par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;

DECIDE

Article n°1 :

- D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;
- D'autoriser la vente au enchère des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par l'organisme **Centre 113** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Police Municipale de la DSTP, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser la reprise du matériel du service Energie de la DEMT, par l'intermédiaire de la société **TRACEUR DIRECT** ;
- D'autoriser le recyclage des sièges du Service Achats et Production Graphique de la DEMT, par l'intermédiaire de la société **ERGO SANTE** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service des sports de la DJS, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser la vente au enchère du matériel du Service Production Informatique (DSI) par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;

Article n°2 : De dire que les recettes seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 70878 et 775 tous chapitres.

Article n°3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les destinataires précités.

Article n°4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 DEC. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 23 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 DEC. 2021



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention d'occupation
précaire du 1er janvier au 30 juin 2022 entre la
Ville de Montpellier et Monsieur Hakimullah
GHAZNIWAL - 750 route de Mende**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la gestion active du patrimoine ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a souhaité soutenir M. Hakimullah GHAZNIWAL, ancien Maire de la ville de Ghazni, et sa famille, en mettant à leur disposition une propriété de la Ville située au 750 route de Mende à Montpellier, à titre gratuit, jusqu'au 31 décembre 2021.
- Que la convention susvisée arrivant à échéance et la Ville souhaitant poursuivre son soutien, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'occupation précaire avec M. Hakimullah GHAZNIWAL, jusqu'au 30 juin 2022, moyennant un loyer mensuel de cent euros.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une nouvelle convention d'occupation précaire avec M. Hakimullah GHAZNIWAL pour la mise à disposition du logement situé au 750 route de Mende, du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, moyennant un loyer mensuel de cent euros ;

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2021

Monsieur le Maire




Michael DELAFOSSE

Publiée le : 27 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant au marché
n°V8D0004AI
Travaux de sécurisation de la cour intérieure de
l'Hôtel Baschy du Cayla
Avenant n°1 pour le lot 1 augmentation de
marché
Avenant n°2 pour le lot 2 diminution de marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté n° VAR2020-1016 du 18 décembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT, adjointe au Maire déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;
- VU la décision n°VD2019-437 du 8 août 2019 attribuant le lot 1 « Maçonnerie/ Pierre de taille/ Echafaudage » du marché V8D0004AI « travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du Cayla » à l'entreprise RODRIGUEZ BIZEUL pour un montant forfaitaire de 199 215 € HT ;
- VU la décision n°VD2019-437 du 8 août 2019 attribuant le lot 2 « Menuiseries extérieures bois » du marché V8D0004AI « travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du Cayla » à l'entreprise IVORRA pour un montant forfaitaire de 115 830 € HT ;
- VU la décision n°VD2020-403 du 13 novembre 2020 portant sur un avenant n°1 pour le lot 2 pris pour fixer une nouvelle date d'exécution du marché à l'entreprise IVORRA ;

Considérant :

- Que la Ville a procédé à des travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'hôtel Baschy du Cayla ;
- Que le chantier a fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières ;
- Que la reprise du chantier dans le cadre des dispositions COVID-19, nettoyage quotidien de la base de vie, a entraîné pour le titulaire du lot 1 un surcoût pris en charge par ordre de service n°4 d'un montant de 5 071,50 € HT qui fait l'objet d'une régularisation dans l'avenant n°1 du lot 1, ce qui porte à 204 286,50 € H.T. le montant initial du marché ;
- Que des modifications et travaux complémentaires se sont avérés nécessaires pour un montant de 6 369,17 € H.T. ;
- Que conformément à l'article 139-3° du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°1 avec l'entreprise RODRIGUES BIZEUL, titulaire du lot 1, ayant pour objet l'augmentation du montant du marché et un avenant n°2 avec l'entreprise IVORRA, titulaire du lot 2, ayant pour objet la diminution du montant du marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché V8D0004AI lot 1 « Maçonnerie/ Pierre de taille/ Echafaudage » avec l'entreprise RODRIGUES BIZEUL augmentant le montant du marché de 6 369,17 € HT et d'un avenant n°2 au marché V8D0004AI lot 2 « Menuiseries extérieures bois » avec l'entreprise IVORRA diminuant le montant du marché de 895 € HT.

L'avenant n°1 du lot 1 augmente le marché de 6 369,17 € HT portant le nouveau montant du marché à 210 655,67 € HT soit une plus-value totale de 5,74% du contrat initial.

L'avenant n°2 du lot 2 diminue le marché de 895 € HT portant le nouveau montant du marché à 114 935 € HT soit une moins-value de 0,77% du contrat initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

13 JAN. 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2106112
TA - CHARBIT Michaël"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2106112-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 novembre 2021 par Monsieur Michael CHARBIT contre l'arrêté n° PC 3417209V0061MO1 délivré le 17 mai 2021 par Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à Monsieur Kazem KARINI pour l'extension d'une maison rue des Quatre Seigneurs ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2106112-1 par Monsieur Michaël CHARBIT ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le :

22 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un marché
alimentaire n°V1D0021PA**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil municipal, relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART, Adjointe déléguée à la « Politique alimentaire et à l'agriculture urbaine » ;

Considérant :

- que dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits dans les restaurants scolaires des écoles Montpelliéraines ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publiques et composé de 24 lots cités ci-après, pour une durée initiale conclut à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 31/12/2022. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard de la qualité des échantillons et du mémoire technique 80%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 20% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance 9 décembre 2021 a classé et choisi les entreprises présentant les offres économiquement le(s) plus avantageuse(s) suivante(s) :

Libellé des lots	titulaire	adresse du titulaire
Lot 1 Tomates bio	PRODUCTEURS D'OCCITANIE	280 avenue du Marché Gare - boîte aux lettres n° 40 - 34070 Montpellier
Lot 2 Melons bio	PRODUCTEURS D'OCCITANIE	280 avenue du Marché Gare - boîte aux lettres n° 40 - 34070 Montpellier
Lot 3 Raisins bio	BIOCOOP RESTAURATION	ZA La Morandais Route de la Landelle 35190 Tinteniach
Lot 4 Kiwi bio	SCOP UNISVERT	Pescajou 19 chemin du fond du village 31570 Lanta
Lot 5 Pêches / nectarines BIO	NATURDIS	57 bd Marcel Pagnol – 06131 Grasse
Lot 6 Abricots bio	NATURDIS	57 bd Marcel Pagnol – 06131 Grasse
Lot 7 Tomates	PRODUCTEURS D'OCCITANIE	280 avenue du Marché Gare - boîte aux lettres n° 40 - 34070 Montpellier
Lot 8 Melons	LES SAVEURS DE LATTES	205 Chemin du Mas de Merle La Cereirede 34 970 Lattes
Lot 9 Salades 4e gamme	AGRIVIVA PRODUCTION	371 Avenue du marché gare 34070 Montpellier
Lot 10 Crudités 4ème gamme	AGRIVIVA PRODUCTION	371 Avenue du marché gare 34070 Montpellier
Lot 11 Crudités BIO en 4ème gamme	AGRIVIVA PRODUCTION	371 Avenue du marché gare 34070 Montpellier
Lot 12 Légumes 4ème gamme	AGRIVIVA PRODUCTION	371 Avenue du marché gare 34070 Montpellier
Lot 13 Fruits frais 4ème gamme	AGRIVIVA PRODUCTION	371 Avenue du marché gare 34070 Montpellier
Lot 14 Mono légume, fruits ou salade composée 4ème gamme en portion individuelle (coupelle)	AGRIVIVA PRODUCTION	371 Avenue du marché gare 34070 Montpellier
Lot 15 Lait UHT BIO	DISTRISUD	RD 612-Route de Sète CS 15001 34118 Frontignan Cédex
Lot 16 Ovo produits BIO	DISTRISUD	RD 612-Route de Sète CS 15001 34118 Frontignan Cédex
Lot 17 Fromages en 1/4, 1/2 ou meules entières BIO	DISTRISUD	RD 612-Route de Sète CS 15001 34118 Frontignan Cédex

Lot 18 Découpe de bœuf / veau BIO	POMONA PASSION FROID	Marche Gare - 3214 Route de Montpellier - 30941 Nîmes CEDEX 9
Lot 19 Découpe de porc BIO	SOCIÉTÉ PORC MONTAGNE	PA D'arsac - 54 Allée Durande de Gros 12850 Sainte Radegonde
Lot 20 Découpe de jeunes bovins BIO	LES FERMESBIO DE LOZÈRE	25 avenue Foch 48000 Mende
Lot 21 Découpe de mouton frais labellisé	POMONA PASSION FROID	Marche Gare - 3214 Route de Montpellier - 30941 Nîmes CEDEX 9
Lot 22 Produits sous forme d'escalope et déclinaisons BIO 100% végétale	SCOP UNISVERT	Pescajou 19 chemin du fond du village 31570 Lanta
Lot 23 Fruits séchés	IL ÉTAIT UN FRUIT	371 Avenue du Marché Gare – 34070 Montpellier
Lot 24 Sandwichs garnis complet sans viande	TRANSGOURMET MÉDITERRANÉE	ZA ECOPOLE - BP 54 – 13558 ST Martin de Crau

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché VID0021PA – Achats de denrées alimentaires aux entreprises suivantes pour les montants sans minimum, avec maximum :

Lot 1 Tomates bio : PRODUCTEURS D'OCCITANIE pour un montant maximum de 42 000 € HT,
 Lot 2 Melons bio : PRODUCTEURS D'OCCITANIE pour un montant maximum de 38 000 € HT,
 Lot 3 Raisins bio : BIOCOOP RESTAURATION pour un montant maximum de 38 400 € HT,
 Lot 4 Kiwi bio : SCOP UNISVERT pour un montant maximum de 37 800 € HT,
 Lot 5 Pêches / nectarines BIO : NATURDIS pour un montant maximum de 54 000 € HT,
 Lot 6 Abricots bio : NATURDIS pour un montant maximum de 28 000 € HT,
 Lot 7 Tomates : PRODUCTEURS D'OCCITANIE pour un montant maximum de 34 000 € HT,
 Lot 8 Melons : LES SAVEURS DE LATTES pour un montant maximum de 34 000 € HT,
 Lot 9 Salades 4e gamme : AGRIVIVA PRODUCTION pour un montant maximum de 48 000 € HT,
 Lot 10 Crudités 4ème gamme : AGRIVIVA PRODUCTION pour un montant maximum de 168 600 € HT,
 Lot 11 Crudités BIO en 4ème gamme : AGRIVIVA PRODUCTION pour un montant maximum de 64 000 € HT,
 Lot 12 Légumes 4ème gamme : AGRIVIVA PRODUCTION pour un montant maximum de 184 000 € HT,
 Lot 13 Fruits frais 4ème gamme : AGRIVIVA PRODUCTION pour un montant maximum de 48 000 € HT,
 Lot 14 Mono légume, fruits ou salade composée 4ème gamme en portion individuelle (coupelle) : AGRIVIVA PRODUCTION pour un montant maximum de 6 400 € HT,
 Lot 15 Lait UHT BIO : DISTRISUD pour un montant maximum de 28 800 € HT,
 Lot 16 Ovo produits BIO : DISTRISUD pour un montant maximum de 392 000 € HT,
 Lot 17 Fromages en 1/4, 1/2 ou meules entières BIO : DISTRISUD pour un montant maximum de 120 000 € HT,
 Lot 18 Découpe de bœuf / veau BIO : POMONA PASSION FROID pour un montant maximum de 262 600 € HT,
 Lot 19 Découpe de porc BIO : SOCIETE PORC MONTAGNE pour un montant maximum de 84 000 € HT,
 Lot 20 Découpe de jeunes bovins BIO : LES FERMESBIO DE LOZERE pour un montant maximum de 57 600 € HT,

Lot 21 Découpe de mouton frais labellisé POMONA PASSION FROID pour un montant maximum de 290 000 € HT,
Lot 22 Produits sous forme d'escalope et déclinaisons BIO 100% végétale : SCOP UNISVERT pour un montant maximum de 160 800 € HT,
Lot 23 Fruits séchés IL ETAIT UN FRUIT pour un montant maximum de 36 000 € HT,
Lot 24 Sandwichs garnis complet sans viande : TRANSGOURMET MEDITERRANEE pour un montant maximum de 32 000 € HT.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 31/12/2022. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 27 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété CLEMIUM MED
- Immeuble - cadastre EX 448 et 698 - 33
boulevard de la Perruque

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU le constat dressé le 8 décembre 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU la communication de documents par le propriétaire du 13 décembre 2021, suite à la demande du 18 novembre 2021 des services de la Ville de Montpellier, faite conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'estimation des services fiscaux du 15 décembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que la politique locale de l'habitat engagée par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour effet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- que le 26 octobre 2021, la Société CLEMIUM MED a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente d'un immeuble de rapport lui appartenant, composé de 13 appartements avec garages et caves et 5 petits jardins, en partie loué, situé 33 boulevard de la Perruque et cadastré section EX 448 et 698, au prix de 3 100 000 € ;
- que la propriété de la société CLEMIUM MED est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que cet immeuble de rapport, composé de 13 appartements dont 5 disposent de jardins (répartis en, 1 T1, 2 T2, 4 T3, 3 T4, 2 T5 et 1 T6), de 16 garages et caves en sous-sol, pour une surface habitable de 994 m², présentent un grand intérêt tant par sa diversité de typologie, sa situation et son état, pour réaliser un programme de logements sociaux répondant aux objectifs du volet habitat de la politique communale, notamment par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé ;
- que la Ville de Montpellier connaît des tensions foncières importantes et récurrentes, nécessitant des interventions d'ampleur et multiformes afin de répondre aux besoins identifiés en matière de logement ;
- que la propriété de CLEMIUM MED, qui devra faire l'objet de travaux importants, notamment un changement de l'ensemble des huisseries extérieures, répond aux objectifs portés par la collectivité en matière de politique locale de l'habitat notamment, par le développement de l'offre sociale, grâce au recyclage de bien existant ;
- que le prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner à 3.100.000 € apparaît très excessif ;
- qu'ACM-HABITAT, sollicité sur cette vente, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption afin de réaliser une opération de logements sociaux sur cet immeuble. L'acquisition de ce bien permettra à ACM HABITAT d'accroître son offre de logements locatifs sociaux en secteur diffus, et notamment sur ce quartier de la Ville, et entraînera le développement important d'une offre de logements sociaux diversifiés à destination des familles, grâce à la typologie de l'immeuble composé de 3 T4, 2 T5 et 1 T6, conformément au projet stratégique dénommé K30 adopté par le conseil d'administration d'ACM Habitat le 1er juillet 2021 ;
- qu'il paraît nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM-HABITAT qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet

conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la Société CLEMIUM MED, un immeuble de rapport, composé de 13 appartements avec garages et caves et 5 petits jardins, en partie loué, situé 33 boulevard de la Perruque et cadastré section EX 448 et 698, au prix révisé de 2 000 000 €.

ARTICLE 2 : Dans le cas où la propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R. 213-11 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Qu'ACM-HABITAT interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 03 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au marché n°V1B0061ST
Plan de lutte intégré contre les nuisibles
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint à la Protection de la Population, à la Tranquillité Publique et aux Affaires Militaires » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de confier un accord cadre portant sur les prestations du plan de lutte intégré contre les nuisibles sur le territoire communal ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 19 novembre 2021 conformément aux dispositions des articles R 2123-1 et R.2123-3 3° du Code de la Commande Publique ;
- que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande avec un seuil minimum de 20 000 euros H.T. et un seuil maximum de 88 000 euros H.T., sur la durée totale du marché. Cet accord-cadre est passé à prix unitaires ;
- que le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché ;

- qu'après analyse, l'entreprise ANTIGONE SERVICE, PA La Garrigue, BP 21, 34171 Castelnau-le-Lez, présente l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60%,
- Montant des prestations au regard du montant du DQE : 40%.

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'attribuer le marché portant sur le plan de lutte intégré contre les nuisibles sur le territoire communal à l'entreprise ANTIGONE SERVICE, conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché, sans reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande avec un seuil minimum de 20 000 euros H.T. et un seuil maximum de 88 000 euros H.T..

ARTICLE 2 :

De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

ARTICLE 3 :

D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 6.01.2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Sébastien COTE

Publiée le : 7.01.2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

7/01/2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°21MA04722 CAA - Grégoire GHUYSEN"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- Que la requête n°21MA04722 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 8 décembre 2021 par Monsieur Grégoire GHUYSEN contre le Jugement du Tribunal Administratif n°1906379-1 du 14 octobre 2021 refusant d'annuler la décision du 10 octobre 2019 par laquelle le Maire de la commune de Montpellier a exercé le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur Jean et Madame Gayola, constituant le lot n°11 de la copropriété sise 7 rue Boussairolles à Montpellier cadastrée HM 173 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°21MA04722 par Monsieur Grégoire GHUYSEN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.01.2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété PICOLLET -
cadastrée TN 74 et TN 76 - 864 rue Henri Lagattu

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L. 210-1 à L. 213-18 et R. 213-4 à R. 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

- VU la délibération du Conseil municipal du 03 octobre 2011 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté du coteau ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 22 juin 2017 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté du coteau ;
- VU le constat dressé le 30 novembre 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'estimation des services fiscaux du 2 décembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 15 septembre 2021, Maître FLANDIN, notaire à Prades-le-Lez, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par Monsieur PICOLLET LAURENT de sa propriété, située 864 Rue HENRI LAGATTU, cadastrée TN0074 et TN0076 au prix de 1 995 000 € ;
- que la ville a créé une Zone d'Aménagement Concerté, dénommée « ZAC du Coteau ». Elle se situe à l'ouest de Montpellier sur 26 hectares, délimités par l'avenue des moulins à l'est, la rue du Professeur Blayac au sud, le parc Malbosc à l'ouest et le quartier de Malbosc au nord. L'objectif est de réaliser un quartier durable et mixte à dominante d'habitats collectifs accueillant également des commerces et des services, tout en s'insérant dans le tissu urbain et dense des quartiers voisins ;
- que ce nouveau quartier s'inscrit dans les démarches les plus exigeantes en terme de limitation de l'empreinte Carbone et d'optimisation du cadre de vie. Les éléments naturels à fort enjeu seront préservés voire amendés. Il s'agit de préserver les liaisons écologiques entre les parcs de Malbosc et du Château d'O, inscrits au SCoT comme support de biodiversité. Dans ce cadre, une liaison est par ailleurs inscrite au SCoT sur le chemin Lagattu ;
- que cette propriété, comprise dans le secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville, se situe dans la ZAC du Coteau ;
- que la propriété de Monsieur PICOLLET protégée par un Espace Boisé Classé, s'inscrit dans le projet engagé dans le cadre de cette ZAC où les éléments naturels seront préservés, et confortés ;
- qu'il paraît nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption, conformément aux articles L210-1 et L300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain ;
- que le prix proposé paraît excessif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur PICOLLET Laurent, située 864 Rue HENRI LAGATTU, cadastrée TN0074 et TN0076 au prix de 1 280 000 €.

ARTICLE 2 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne-République et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 29 DEC. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 29 DEC. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - SNC Société du Parking du Polygone"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête en appel n°21/05021 déposée devant la Cour d'Appel de Montpellier par la SNC Société du Parking du Polygone à l'encontre de l'ordonnance (RG n°21/30655) rendue le 31 août 2021 déboutant la SNC du parking du Polygone de sa demande de consignation de loyers réclamés au titre des 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2020 et au titre de l'exercice 2021 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'appel de Montpellier suite au dépôt de la requête en appel n°21/05021 par la SNC Société du Parking du Polygone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31.01.2022
Madame la Première Adjointe
Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2106836-8
- Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2106836-8 déposée le 27 décembre 2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Florence YOUNG tendant à solliciter une expertise médicale pour déterminer si la rechute du 29 avril 2021 est imputable à son accident de service du 2 août 2010 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106836-8 par Madame Florence YOUNG.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4.01.2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2106452-1
TA - SCI HOTEL DES VENTES"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- Vu la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2106452-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 décembre 2021 par la SCI Hôtel des ventes tendant à l'annulation des décisions prises par la Ville de Montpellier dans le cadre du traitement de leur demande d'un certificat d'urbanisme pour les parcelles cadastrées EH 41, EH 79 et EH 80 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2106452-1 par la SCI Hôtel des ventes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4.01.2022 -
Madame la Première Adjointe
Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété BOUCHET -
Immeuble à usage d'habitation - cadastre HW
190 - 9 rue André Michel**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- VU le constat dressé le 29 juillet 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 09 décembre 2021.

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que la politique locale de l'habitat engagée par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour effet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- que le 11 octobre 2021, Maître TASTU notaire à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par Madame Aline BOUCHET veuve HONG CHANG d'un immeuble de rapport loué composé de 7 appartements avec caves et greniers, situé 9 rue André Michel et cadastré section HW 190 au prix de 1 800 000 € ;
- que la propriété de Madame Aline BOUCHET veuve HONG CHANG est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que cet immeuble élevé de 3 étages sur rez-de-chaussée, composé de 7 appartements pour une surface habitable de 650 m², comprenant des parties communes et des appartements en bon état, en monopropriété, présente un grand intérêt tant par sa consistance que par sa situation pour réaliser un programme de logements sociaux ;
- que la Ville de Montpellier connaît des tensions foncières importantes et récurrentes, nécessitant des interventions d'ampleur et multiformes afin de répondre aux besoins identifiés en matière de logement ;
- que le centre-ville et en particulier, le quartier Gambetta où se situe ce bien, est un des quartiers de la Ville particulièrement concerné par ce phénomène ;
- que la propriété de Madame Aline BOUCHET veuve HONG CHANG, portant sur une monopropriété en bon état général, répond aux objectifs portés par la collectivité en matière de politique locale de l'habitat notamment, par le développement de l'offre sociale, grâce au recyclage de bien existant ;
- que le prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner apparaît excessif ;
- qu'ACM-HABITAT, sollicité sur cette vente, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption afin de réaliser une opération de logements sociaux en PLS sur cet immeuble. L'acquisition de ce bien permettra à ACM HABITAT d'accroître son parc locatif social en centre-ville tout en proposant une offre de logements diversifiée, conformément au projet stratégique dénommé K30 adopté par le conseil d'administration d'ACM Habitat le 1^{er} juillet 2021 ;
- qu'il paraît nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM-HABITAT qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Aline BOUCHET veuve HONG CHANG, un immeuble de rapport loué, composé de 7 appartements avec caves et greniers, situé 9 rue André Michel et cadastré section HW 190, au prix de 1 500 000 €.

ARTICLE 2 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R. 213-11 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Qu'ACM-HABITAT interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera immédiatement cédé.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 06 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE

Publiée le : 06 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition à titre
gratuit de la Maison des Chœurs au profit de
l'association "SOS Méditerranée"
les 21 et 22 décembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « SOS Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 21 et 22 décembre 2021;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- que compte tenu du caractère caritatif de l'association, la redevance est consentie à titre gratuit conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Agnès ROBIN

Publiée le : 04 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

04 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête
n°21MA04860 CAA - Monsieur Yohan
SALACROUP"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°21MA04860 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 21 décembre 2021 par Monsieur Yohan SALACROUP contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2004323-5 du 19 octobre 2021 rejetant sa demande d'annulation de la délibération du conseil municipal du 30 juillet 2020 attribuant une subvention de 15 000 € à l'association SOS méditerranée France ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative de Marseille suite au dépôt de la requête n° 21MA04860 par Monsieur Yohan SALACROUP.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4.01.2022.
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2106360-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Éducative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2106360-3 déposée le 2 décembre 2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Latifa BUTIGIEG née KHALLADI contre le titre de recettes émis par la Ville de Montpellier le 24 juin 2021 tendant au remboursement de la somme de 7 100 € au titre d'un trop perçu dans le cadre d'un congé longue durée ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106360-3 par Madame Latifa BUTIGIEG née KHALLADI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 mai 2022.
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête TA 2105581-
5 - Adam ROSTAS et Autres"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2105581-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 octobre 2021 par Monsieur Adam ROSTAS et Autres tendant à l'annulation de la décision du Préfet de l'Hérault d'accorder le concours de la force publique du 7 septembre 2021 pour l'évacuation du bidonville dit « Zénith » ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105581-5 par Monsieur Adam ROSTAS et Autres.

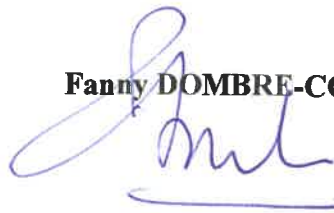
ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4. 01. 2022 -
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE III
ARRETES
REGLEMENTAIRES

PARTIE III – SOMMAIRE

ARRETES REGLEMENTAIRES DU MAIRE

N°ARRETE	TITRE	PAGE
VAR2022-0001	Règlementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées	380
VAR2022-0002	Arrêté de délégation de signature - Personnel Municipal - Direction des Relations aux Publics - Service Vie Quotidienne	371
VAR2022-0003	Arrêté de délégation de signature - Personnel Municipal - Direction des Relations aux Publics - Service État-Civil	369
VAR2022-005	Service Communal Hygiène et Santé - Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 1er au 15 janvier 2022 inclus	373
VAR2022-0006	Etat d'urgence sanitaire - Réouverture de la halte-garderie André Chamson	425
VAR2022-0007	Délégations de signature - Pôle Petite Enfance	377
VAR2022-008	Service Communal Hygiène et Santé - Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 16 au 21 janvier 2022 inclus	375
VAR2022-0009	Règlementation de la tenue de ventes au déballage type vide-greniers, braderies et brocantes sur le domaine public	431
VAR2022-0011	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de l'établissement Marry Poppin's	386
VAR2022-0013	Manifestation "Nuit de la solidarité"- Fermeture exceptionnelle de certains parcs et squares, jeudi 20 janvier 2022 à 22h00	384
VAR2022-0014	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie Pitchot Nanet	423
VAR2022-0015	Service Communal Hygiène et Santé - Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 24 au 28 janvier 2022 inclus	391
VAR2022-0016	Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 21 au 31 janvier 2022 inclus	388
VAR2022-0017	Arrêté portant sur l'établissement d'accueil régulier collectif et familial JOSEPHINE BAKER	442
VAR2022-0018	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Réouverture de la halte-garderie Pitchot Nanet	421
VAR2022-0019	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie les Coquelicots	419
VAR2022-0020	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Arrêté de fermeture du jardin d'enfants les Boutons d'Or	417
VAR2022-0021	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie la Coupole	415
VAR2022-0022	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie André Chamson	413
VAR2022-0023	Etat d'urgence Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie la Maison des Enfants	411
VAR2022-0024	Etat d'urgence sanitaire fermeture Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie l'Oustal dou Caganis	409
VAR2022-0025	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie les Copains d'Abord	407

PARTIE III – SOMMAIRE

ARRETES REGLEMENTAIRES DU MAIRE

N°ARRETE	TITRE	PAGE
VAR2022-0026	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la halte-garderie Mowgli	405
VAR2022-0027	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de la crèche Antigone	403
VAR2022-0028	Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture du Jardin d'Enfant les Boutons d'Or	401
VAR2022-0039	Arrêté portant désignation des représentants du Comité Technique de la Ville de Montpellier	439
VAR2022-0040	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Fermeture de la halte-garderie l'Oustal dou Caganis	399
VAR2022-0042	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de la crèche Antigone	397
VAR2022-0043	Marché Plein air Mosson - Fermeture exceptionnelle rencontre de football MHSC / LOSC Lille - Samedi 12 février 2022	393
VAR2022-0045	CARNAVAL Caribéen - Samedi 19 Février 2022 - Ordre Public	427
VAR2022-0046	Fermeture exceptionnelle du square des Beaux-Arts pour la réfection des allées du 14 au 25 février 2022 inclus	395
VAR2022-0048	Délégation d'officier d'état civil concernant Monsieur Yvan NOSBE le 11 juin 2022	438
VAR2022-0051	Service Communal Hygiène et Santé - Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 21 février au 11 mars 2022 inclus	436
VAR2022-0056	Suppléance de Monsieur Laurent NISON par Madame Véronique BRUNET du 21 au 27 février 2022 inclus	434
VAR2022-0057	Festivités Mardi Gras Mesures relatives au maintien de la sécurité, salubrité et tranquillité publiques	444
VAR2022-0058	Carnaval du 1er mars 2022- Fermeture exceptionnelle anticipée de certains parcs et squares	446

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service État-Civil**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Lisa AMAROUCHE, Sandrine AUDOUI, Véronique AZINALA, Sophie BALIARDO, Keltoum BELKHITER, Sabine BOYE, Coralie CAVAGNA, Cécilia CUORE, Cindy DENEVE, Sophie DENIS, Magali LOPEZ, Christine MARQUES, Evane MERTZ, Christelle SEVERAC, Florence TROMBINI, Aurore VERDU et Messieurs Farid BEKRAR, Fabien BOURRE, Anthony DUSSART, Léo LAISNEY, Thomas MILLET, reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état-civil enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2 : Mesdames Roselyne CATHALA, Olga KROMPASZKY, Virginia LOPES, Evelyne REMY, Floriane VERY et Monsieur Philippe FLORI reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état-civil enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2.1 : Les agents mentionnés à l'article 2 du présent arrêté reçoivent également délégation, en application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, pour toutes les fonctions exercées par Monsieur le Maire en tant qu'officier d'état-civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté de délégation de fonctions pour le service Etat-civil abroge et remplace toutes délégations antérieures pour les agents cités ou pour tout agent ayant exercé une délégation de fonctions au sein du service.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 5 janv. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 5 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180318A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 5 janv. 2022 -Réception en Préfecture : 5 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-10 et L.2122-32 ;
- VU l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Annie Michèle ABENG NGOUMOU AVOMO, Fatiha ATMANI, Rachida BACHRAOUI, Martine BARNABE, Raharma BELDJILALI, Karine BLANC, Aziza BOUADI, Marie-Louise BOUAKIRA, Marie-Isabelle CARRIERE, Marie CERSOSIMO, Sandrine CONCHIN, Mylène CONDAMINE, Isabelle CORRAL, Ophélie DEJARDIN, Nancy DELTOUR, Yamina DJEMMAL, Malaurie DONZELOT, Najlaa DOUKKAR, Catherine DUPONT, Nadia EL FEKRI, Fatima EL MAZGHI, Caroline FAUROUS, Nathalie FERNANDEZ, Armelle FUSBERTI, Marie GIMENO, Nora HOCINE, Rahmouna HUSSAIN, Ayse KULTUR, Fabienne LE DRAOULLEC, Alexandra LEPRINCE, Audrey Aline MALRIC-SAHLI, Melika M'DETT, Magali MOSTAFA, Caroline MURAT, Sabrina NASRI, Malika NEDROMI, Christelle OUASSOU BONNET, Cécile PARGUEL, Valérie PIRES DE ARAUJO, Sarah RANC, Isabelle REIGNIER, Nathalie RIVES, Nassira ROQUES, Nadia SAHLI, Sabine SEVERAC, Latifa TALEB, Priscilla TERME, Nawelle TOUATI SEMAIL, Laura VANNINI et Messieurs Pascal BERTHALON, Brice BOUAKIRA, Mohamed BOURAS, Jean-François NICAISE, Mounir SAHLI, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-30, la légalisation des signatures.

ARTICLE 2 : Les agents mentionnés ci-dessus, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier ainsi que pour les légalisations de signature d'usagers domiciliés à Montpellier et la certification conforme de copies de document.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 5 janv. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 5 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180314-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 5 janv. 2022 -Réception en Préfecture : 5 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 1^{er} au 15 janvier 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- **VU** l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **Considérant** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 1^{er} au 15 janvier 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 1^{er} au 15 janvier 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 janv. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 6 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180451-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 janv. 2022 - Réception en Préfecture : 6 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 16 au 21 janvier 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- **VU** l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 16 au 21 janvier 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 16 au 21 janvier 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- en matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 janv. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 13 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180731-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 janv. 2022 - Réception en Préfecture : 11 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Pôle Petite Enfance**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Petite Enfance est composé des services suivants :

- Coordination territoriale
- Politique petite enfance et Prospective
- Ressources

Madame Pauline BONNEFOY, directrice du Pôle Petite Enfance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, les délégations ci-dessus (dont celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice générale déléguée Qualité des Services à la Population.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline BONNEFOY et de Madame Stéphanie PORTIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Christian MILESI.

ARTICLE 2 : Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique petite enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3 : Le responsable du service Coordination territoriale reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Coordination territoriale, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Coordination territoriale et de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Coordination territoriale, de Madame Pauline BONNEFOY et de Madame Stéphanie PORTIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian MILESI.

ARTICLE 4 : Madame Marion NISOL, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion NISOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marion NISOL et de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marion NISOL, de Madame Pauline BONNEFOY et de Madame Stéphanie PORTIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian MILESI.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne.

Montpellier, le 11 janv. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 13 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180723-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 janv. 2022 -Réception en Préfecture : 11 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Règlementation des horaires d'ouverture
des établissements type épiceries de nuit
et de vente à emporter des boissons alcoolisées**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** la Délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Pénal et notamment les articles R. 623-2 et 446-1 ;
- **VU** le Code de la Santé Publique notamment les articles L3342-1, L3342-3 relatifs à la protection des mineurs et à la répression de l'ivresse publique, ainsi que l'article R. 3353-5-1 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- **VU** l'Arrêté Préfectoral modifié du 9 mai 1979 portant création du Règlement Sanitaire Départemental ;
- **VU** l'Arrêté Préfectoral n°2016-I-DEB-I du 21 décembre 2016 portant règlement général de police des débits de boissons dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'Arrêté Municipal n°03/09 du 17 octobre 2003 relatif à la lutte contre le bruit ;
- **VU** l'Arrêté Municipal n°2020-0959 du 27 août 2020 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- **VU** l'Arrêté Municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique conformément à l'article L 2212-2 2° du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- que les ouvertures nocturnes des établissements de restauration rapide et de vente à emporter, des épiceries de nuit, dont l'activité se traduit par un va et vient incessant, accompagné d'une consommation à proximité du commerce sur la voie publique, entretiennent et favorisent la présence permanente de personnes, qui génèrent nuisances sonores, et portent atteinte à la salubrité et à la tranquillité publique ;

- que la présence des consommateurs de ces établissements et de leurs véhicules stationnés de manière anarchique sur la voie publique constitue une entrave à la libre circulation des piétons et des autres véhicules, accentuant les risques d'insécurité routière ;
- les rapports et intervention de police, ainsi que les rapports du Centre de Supervision Urbaine de la commune suite aux sollicitations, réclamations ou signalements relatifs aux nuisances sonores, bruits de voisinage et regroupement de personnes liés directement à ces établissements ;
- que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;
- que les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (appels téléphoniques, courriels, courriers, rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) sont générés par la consommation excessive d'alcool, et plus particulièrement en deuxième partie de semaine, du jeudi soir au dimanche matin ;
- les régulières interventions des services de police nationale et municipale constatant des phénomènes de délinquance, de troubles à la tranquillité publique (troubles et conflits de voisinage, regroupements sur la voie publique prolongés et tardifs) et d'alcoolisation (conduite en état alcoolique, ivresse publique manifeste, comportement inadaptés sur la voie publique, dégradations de biens) en lien avec la vie nocturne ;
- l'atteinte à la salubrité publique par l'abandon quotidien sur ces mêmes lieux de déchets alimentaires, d'emballages et de bouteilles ou de canettes vides ;
- que le fonctionnement des épiceries de nuit est à l'origine de nombreuses nuisances perturbant la tranquillité des riverains et donnant lieu à des réclamations : claquement de portières des véhicules, regroupements, rixes, bruit de voisinage ;
- le nombre important d'épicerie de nuit désormais installées sur l'ensemble du territoire communal ;
- la nécessité de modifier l'article 3 de l'arrêté VAR2021-0065 en date du 2 juin 2021.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté VAR2021-0065 en date du 2 juin 2021 est abrogé.

ARTICLE 2 : La vente de toutes boissons alcoolisées par les titulaires de « licence à emporter » tels que définis à l'article L.3331-3 du code de la santé publique, de toutes boissons alcoolisées des groupes de 2 à 5 telles que définies par l'article L 3321-1 du code de la santé publique **est interdite de 22h jusqu'à 6h**, sur le territoire de la ville de Montpellier au sein des périmètres délimités ci-après.

Il appartient aux exploitants de ces établissements de prendre toutes les mesures utiles de leur choix (système de bâchage dissimulant les boissons alcoolisées, chaîne interdisant l'accès au rayon des alcools...) visant à mettre hors de portée de la clientèle l'intégralité des boissons alcoolisées pendant les horaires d'interdiction

ARTICLE 3 : Du 1^{er} juin au 30 septembre ainsi que durant les périodes de congés scolaires dites de **Printemps (Pâques) et de la Toussaint**, les établissements, visés à l'article 2, titulaires d'une petite ou d'une grande licence à emporter, **devront être fermés de 22h jusqu'à 6h, du jeudi au dimanche inclus.**

ARTICLE 4 : Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Secteur 1 : Grand Centre « Ecusson – Beaux-Arts – Salengro – Gare – Arceaux – Las Sorbes »

Rue du Pont de Lattes – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre - Avenue de Nîmes – Rue Yehudi Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Rue Proudhon – Rue du 81^{ème} Régiment d'Infanterie – Rue Saint Vincent de Paul – Rue du Faubourg Boutonnet - Rue Moquin-Tandon – Avenue Chancel – Rue

de la Croix de Catelan – Rue Auguste Broussonet – Avenue du Père Soulas - Rue de Las Sorbes - Avenue de Lodève - Place Leroy Beaulieu – Rue Guillaume Pellicier – Place Roger Salengro – Rue du Faubourg Figuerolles jusqu’à la Rue François de Malherbes – Rue du Claret – Place du 8 mai 1945 – Avenue Georges Clémenceau – Place Saint Denis – Rue du Grand St Jean – Place de Strasbourg – Boulevard de Strasbourg – Place Carnot.

Secteur 2 : « Antigone - Don Bosco - Juvénal »

Rue Bastion Ventadour - Place Paul Bec - Boulevard d’Antigone - boulevard de l’Aéroport International - Carrefour de l’aéroport International - Avenue du Pirée - Place Jean Bene - Rue du Comte de Melgueil - Boulevard de Strasbourg - Rue de Barcelone - Rue Lafitte - Quai Lafitte - Avenue des Etats du Languedoc - Place d’Olympie.

Secteur 3 : « Richter - Jacques Cœur »

Place de la Révolution Française - Allée du Capitaine Dreyfus - Allée de la Méditerranée - Rue Théroigne de Méricourt - Avenue Raymond Dugrand - Rue des Etats Généraux.

Secteur 4 : « Celleneuve - Eurydice »

Rue du Pilory – Avenue des Moulins – Avenue de Lodève - Avenue des Garrats – Avenue de la Liberté – Avenue de Monsieur Teste – Rue Eurydice – Rue Orphée – Rue des Grèzes – Avenue de la Liberté - Route de Lodève.

Secteur 5 : « Près d’Arènes »

Avenue de Palavas partie comprise entre l’Avenue Albert Dubout et l’Avenue du Docteur Fourcade.

Secteur 6 : « Avenue de Toulouse »

Partie comprise entre la Place du 8 mai 1945 et la Place Flandres-Dunkerque.

Secteur 7 : rue Costa Brava

Rue Costa Brava complète

ARTICLE 5 : Les dispositions prévues aux articles 2 et 3 ne s’appliquent pas aux lieux suivants :

- Terrasses de café, restaurants et autres établissements ayant une activité dument autorisée,
- Lieux de manifestations locales où la consommation d’alcool est autorisée.

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l’encontre des contrevenants.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 janv. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 13 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-178633-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 13 janv. 2022 -Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan périmètre arrêté

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Manifestation "Nuit de la solidarité"- Fermeture
exceptionnelle de certains parcs et squares, jeudi
20 janvier 2022 à 22h00**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'Arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- **CONSIDÉRANT** l'importance du public attendu et la durée de la manifestation « Nuit de la solidarité » ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la manifestation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la tranquillité des riverains et la sécurité dans différents parcs et squares de la Ville ainsi que la préservation des sites ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier exceptionnellement les horaires de fermeture de certains parcs et squares soumis à fermetures nocturnes pour le bon déroulement de la manifestation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les horaires de fermeture des parcs et squares dont la liste suit, seront décalés à **22h00 jeudi 20 janvier 2022** à l'occasion de la « Nuit de la Solidarité ».

Square Planchon	rue de la République - rue Pagézy	Centre
Square de l'Intendance du Languedoc	227 rue d'Aigrefeuille	Centre
Square de la tour des pins	12 boulevard Henri IV	Centre
Square Renaudot	12 boulevard Pasteur	Centre
Plan Cavaillé Coll	rue de la Verrerie basse	Centre

Parc Clemenceau	avenue Georges Clémenceau	Centre
Square du Maquis Bir-Hakeim	boulevard Benjamin Milhaud	Centre
Parc René Dumont	Boulevard Vieussens- Av. Maurin	Centre
Parc Rimbaud	rue Saint-André de Novigens	Centre
Parc Sainte-Odile	route de Mende	Centre
Parc des Sylvains	avenue Villeneuve d'Angoulême	Sud
Square Ferdinand de Lesseps	rue Ferdinand de Lesseps	Sud
Parc des Sculpteurs	Rue Billie Holliday	Nord-Ouest
Promenade du Peyrou	rue François Franque, rue de la Blotière, rue Hilaire Ricard	Centre
Parc de Font Colombe	rue de Château Bon	Nord-Ouest
Domaine de Méric	634 rue de Ferran - rue de la Draye	Nord-Ouest
Parc Montcalm	rue des Chasseurs - rue de Bugarel - rue Fontcouverte	Sud

ARTICLE 2 : L'ouverture et la fermeture de l'ensemble des accès de ces parcs et squares reprendront dès le lendemain aux horaires habituels ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 janv. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 18 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181389-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 janv. 2022 - Réception en Préfecture : 18 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
l'établissement Marry Poppin's**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que trois enfants accueillis au sein de la structure Marry Poppin's ont été testés positifs à la Covid-19 ;
- qu'il convient, pour éviter la propagation du virus de prendre toutes les mesures de précaution pour protéger le personnel et les enfants qui sont accueillis sur cet établissement.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie Mary Poppin's est fermée à compter du 12 janvier au 19 janvier 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer le présent arrêté ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 janv. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 20 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181133-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 janv. 2022 -Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN
par Madame Fanny DOMBRE-COSTE
du 21 au 31 janvier 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'Évaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social, du 21 au 31 janvier 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 21 au 31 janvier 2022 inclus :

- aux Finances, comprenant les domaines suivants :
 - les Finances communales, le Budget et l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;
- à l'Évaluation des politiques publiques et au projet d'administration ;
- aux Ressources humaines, comprenant les domaines suivants :
 - Administration des ressources humaines municipales ;
 - Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
 - Santé et prévention des risques des agents municipaux, DUERP ;
 - Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
 - Dialogue social.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Fanny DOMBRE-COSTE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Délégation est attribuée à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, du 21 au 31 janvier 2022 inclus, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, les délégations prévues à l'article 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanny DOMBRE-COSTE et de Monsieur Olivier NYS, le Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, de Monsieur Olivier NYS et du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Emilie DREUX, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 janv. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181488-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 janv. 2022 -Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 24 au 28 janvier 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- **VU** l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 24 au 28 janvier 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 24 au 28 janvier 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- en matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 janv. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 janv. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181486-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 janv. 2022 - Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Plein air Mosson
Fermeture exceptionnelle
rencontre de football
MHSC / LOSC Lille
Samedi 12 février 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER dans le domaine des Commerces de proximité, de l'Artisanat et du Tourisme ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** l'arrêté municipal N°2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **CONSIDERANT** la rencontre de football qui opposera le Montpellier Hérault Sport Club LOSC Lille, le samedi 12 février 2022 à 17 heures ;
- **CONSIDERANT** que pour des raisons de logistique et de sécurité des biens et des personnes il convient de fermer le marché de plein air qui se tient le samedi de 5h à 14h ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le marché de plein air de la Mosson situé sur le parvis des halles 4 Saisons, sur l'allée Heidelberg et sur le parking P2 sera exceptionnellement fermé le samedi 12 février 2022.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 10 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182478-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 10 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle du square des Beaux-
Arts pour la réfection des allées du 14 au 25
février 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la « Nature en ville et à la Biodiversité » ;
- **VU** l'arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité des riverains pendant toute la durée des travaux ;
- qu'il convient de modifier exceptionnellement les horaires d'ouverture et de fermeture du square pour le bon déroulement des travaux.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le square des Beaux-Arts sera exceptionnellement fermé au public pendant la durée des travaux du lundi 14 au vendredi 25 février 2022 inclus. Cette fermeture concerne le portail situé square des Beaux-Arts ainsi que ceux situés côté rue du Marché aux Bestiaux et Avenue de Nîmes ;

ARTICLE 2 : L'ouverture et la fermeture du site reprendront aux horaires habituels dès le samedi 26 février 2022.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer le présent arrêté ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182972-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de
la crèche Antigone**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0027 et VAR2022-0041 portant fermeture de la crèche Antigone du 31 janvier au 2 février et pour la journée du 3 février 2022 ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La crèche Antigone est ouverte à compter du vendredi 4 février 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182473-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 - Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Fermeture de la
halte-garderie l'Oustal dou Caganis**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie l'Oustal dou Caganis est fermée du 14 au 19 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182458-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 - Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture du
Jardin d'Enfant les Boutons d'Or**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Jardin d'Enfants les Boutons d'Or est fermé du 31 janvier au 2 février 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182254-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la crèche Antigone**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La crèche Antigone est fermée du 31 janvier au 02 février 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182252-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la halte-garderie Mowgli**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie Mowgli est fermée les 18 et 21 janvier 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181985-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la halte-garderie les Copains d'Abord**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie les Copains d'abord est fermée le 27 et 28 janvier 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181979-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Etat d'urgence sanitaire fermeture Covid-19 -
Fermeture de la halte-garderie l'Oustal dou
Caganis**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie l'Oustal dou Caganis est fermée les 25 et 26 janvier 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181977-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence Covid-19 - Fermeture de la halte-
garderie la Maison des Enfants**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie la Maison des Enfants est fermée les 24 et 25 janvier 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181974-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la halte-garderie André Chamson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie André Chamson est fermée du 25 au 26 janvier 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181971-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la halte-garderie la Coupole**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie la Coupole est fermée du 25 au 26 janvier 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181969-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Arrêté de
fermeture du jardin d'enfants les Boutons d'Or**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le jardin d'enfants les Boutons d'Or est fermé du 18 au 21 Janvier 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181967-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la halte-garderie les Coquelicots**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie les Coquelicots est fermée le jeudi 27 janvier 2021.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté es adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181843-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Réouverture
de la halte-garderie Pitchot Nanet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0014, portant fermeture de la halte-garderie Pitchot Nanet du 17 janvier au 21 janvier 2022 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que l'accueil a été suspendu pour une durée de sept jours en raison de cas de covid-19 détectés au sein de l'établissement ;
- que la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement est assurée.

ARRETE

ARTICLE 1 : la halte-garderie est ouverte à partir du 24 janvier 2022.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181678-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19 - Fermeture de
la halte-garderie Pitchot Nanet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- que trois enfants accueillis au sein de la structure Pitchot Nanet ont été testés positifs à la COVID-19 ;
- qu'il convient, afin de limiter toute éventuelle contamination de prendre toutes les mesures de précaution, pour assurer la protection des agents qui travaillent dans la structure et des enfants qui y sont accueillis.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie Pitchot Nanet est fermée à compter du 17 janvier au 21 janvier 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181444-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire - Réouverture de la halte-
garderie André Chamson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0002 portant fermeture de la halte-garderie André Chamson du 17 décembre 2021.
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDÉRANT :

- que la période d'isolement obligatoire de 10 jours a été respectée par les deux cadres testés positifs ;
- que la situation sanitaire au sein de l'établissement ne compromet pas la santé des enfants et du personnel.

ARRETE

ARTICLE 1 : La halte-garderie André Chamson peut ouvrir à partir du 27 décembre 2021.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer le présent arrêté, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 11 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180612-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**CARNAVAL Caribéen
Samedi 19 Février 2022
Ordre Public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Voir arrêté en annexe.

**Montpellier, le 14 févr. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 14 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182656-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 14 févr. 2022 - Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan périmètre
- Carnaval Caribéen.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

14 FEV. 2022

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

CARNAVAL Caribéen
Samedi 19 Février 2022
Ordre Public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- VU, le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- VU l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- VU l'arrêté municipal n°2020-0959 du 27 août 2020 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- VU l'arrêté Municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;

- **CONSIDERANT** le nombreux public attendu à l'occasion de la déambulation organisée par l'association Caribéen à travers les rues du centre-ville le 19 février 2022.
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritiques, bris de verre, bouteilles, ...
- **CONSIDERANT** qu'il importe de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public ;
- **CONSIDERANT** par ailleurs que le tir de feux d'artifice sur voie publique sans autorisation et que les jets de pétards dans la foule et sur les forces de l'ordre sont constatés dans ces circonstances et sont susceptibles de causer des blessures sérieuses à de nombreuses personnes.

Arrête :

Article 1^{er} :

Sont interdits, le samedi 19 février 2022, de 12h00 à 21h30 :

- La consommation et le transport de toutes boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- La vente de boissons alcoolisées à emporter,
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants,
- La détention et l'usage de pétards ainsi que le tir de feux d'artifice sur la voie publique,
- La détention et l'utilisation de matières inflammables ou matières (objets) susceptibles d'être utilisées comme projectile,
- L'utilisation de tous matériels roulants de type caddie ou autres pour transporter des matériaux inflammables ou matériaux pouvant provoquer des risques d'incendie,

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Avenue Germaine Tillon – Chemin de Moularès – Avenue du Pirée – Pont Jean Zuccarrelli – Avenue Marie de Montpellier – Rond-point Ernest Granier – Avenue Marie de Montpellier – Allée de la Méditerranée – Pont André Levy – Rue des Acconiers.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **14 FEV. 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire
Sébastien COTE

Publié le : 14 FEV. 2022


Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : -Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan périmètre



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PREFECTURE
DE L'HÉRAULT

14 FEV. 2022

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Occupation du Domaine Public

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Règlementation de la tenue de ventes au déballage type vide-greniers, braderies et brocantes sur le domaine public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Pénal, notamment les articles R 610-5, R321-7 et R321-8 ;
- **VU** le code du commerce et notamment son article L.310-2, R 310-8 et suivants qui organisent les ventes au déballage auxquelles sont assimilés les vide-greniers et brocantes ;
- **VU** le code de l'Environnement, notamment l'article L 541-3 ;
- **VU** le Code Général de Propriété des Personnes Publiques ;
- **VU** le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2020-0044 du 24 juillet 2020 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, 18^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux commerces de proximité, à l'artisanat et au tourisme ;

CONSIDERANT :

- qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques ;
- que les occupations du domaine public pour l'organisation d'une vente au déballage, un vide-greniers, une brocante ou une braderie doivent être répartie équitablement sur le territoire et entre les associations ;
- qu'une vente au déballage, un vide-greniers, une brocante ou une braderie est un événement organisé dans un lieu public ouvert au public, en vue de vendre ou d'échanger des objets mobiliers usagés et acquis de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font un commerce ;

- que les ventes au déballage sont organisées sur des emplacements non-destinés à la vente au public de marchandises. Il peut s'agir d'espaces publics ou privés, tels par exemple un emplacement sur la voie publique ou sur le domaine public, parc de stationnement, parking de grande surface, galerie marchande, usine, terrains privés qui ne sont pas exploités en vertu d'un titre d'occupation, pour l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ;

- que toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu à autorisation précaire et révocable moyennant paiement d'une redevance ou consenti à titre gratuit, de manière transitoire, aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

ARRETE

ARTICLE 1 : La limitation des autorisations de ventes au déballage type vide-greniers concerne uniquement les installations disposées sur le domaine public, donnant lieu à une autorisation de la part de l'autorité territoriale compétente.

Dans ces conditions, le nombre d'autorisations est limité à deux par association et par an.

ARTICLE 2 : L'installation sur le domaine public pour réaliser une vente au déballage, un vide-greniers, une brocante ou une braderie doit faire l'objet du dépôt d'un formulaire "Occupation du Domaine Public", deux mois avant l'évènement programmé à domaine.public@ville-montpellier.fr et/ou à : Mairie de Montpellier - 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 3 : Toute inscription à l'aide de peinture sur les murs, les trottoirs, le mobilier urbain et la chaussée, pour matérialiser les emplacements est interdites. Il est demandé aux organisateurs de marquer les emplacements par des moyens éphémères : scotch ou ficelle... qui devront être retirés à la fin de la manifestation. Les installations ne pourront être ancrées dans les revêtements ou trottoirs et les chaussées.

Le mobilier urbain ne peut être utilisé à des fins d'accrochage.

Chaque exposant est tenu de laisser son emplacement propre avant son départ. Il emportera tous ses emballages par respect pour l'environnement, la salubrité publique et des services municipaux en charge de la propreté de la ville.

Le cas échéant, une pénalité financière sera adressée à l'organisateur selon le montant défini dans la délibération tarifaire votée chaque année en Conseil municipal.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 févr. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 17 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181103-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 févr. 2022 - Réception en Préfecture : 17 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Laurent NISON
par Madame Véronique BRUNET
du 21 au 27 février 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, du 21 au 27 février 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 21 au 27 février 2022 inclus :

- aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, comprenant les domaines suivants :
 - Projets structurants et coordination des travaux sur le territoire ;
 - Qualité du cadre de vie ;
 - Propreté de la Ville.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 févr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183414-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 21 février au 11 mars 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 21 février au 11 mars 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 21 février au 11 mars 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- en matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 févr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183393-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégation d'officier d'état civil concernant Monsieur Yvan NOSBE le 11 juin 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 11 juin 2022 de 14 heures à 17 heures ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Yvan NOSBE, conseiller municipal, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 11 juin 2022 de 14 heures à 17 heures.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 16 févr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 févr. 2022
Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté portant désignation des représentants du Comité Technique de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- **Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des Collectivités Territoriales,
- **Vu** l'arrêté n°2015/0448/T/R du 5 février 2015 relatif à la composition du Comité Technique,
- **Vu** l'arrêté n°VAR2018-1595 du 3 septembre 2018 relatif à la modification de la composition du Comité Technique,
- **Vu** la délibération n° V2020-001 du 4 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE, en qualité de Maire de la ville de Montpellier,
- **Vu** la délibération du Conseil Municipal n°V2018-173 du 3 mai 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Ville de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n°VAR2019-2569 du 14 juin 2019 relatif à la modification de la composition du Comité Technique,
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-0970 du 30 septembre 2020 portant désignation des représentants du Comité Technique de la Ville de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-1003 du 10 novembre 2020 portant désignation des représentants du Comité Technique de la Ville de Montpellier,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Ville de Montpellier en date du 6 décembre 2018,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n° VAR2020-1003 du 10 novembre 2020 est abrogé.

Article 2 : La liste des représentants de la collectivité du Comité Technique est la suivante :

Liste des représentants de la collectivité	
Membres titulaires (15)	Membres suppléants (15)
1. Michaël DELAFOSSE	16. Elodie BRUN-MANDON
2. Fatma NAKIB	17. Yvan NOSBÉ
3. Michel ASLANIAN	18. Clare HART
4. Fanny DOMBRE-COSTE	19. Christophe BOURDIN
5. Caroline DUFOIX	20. Séverine SAINT MARTIN
6. Emilie CABELLO	21. Yves BARRAL
7. Sébastien COTE	22. Marie MASSART
8. Julie FRÊCHE	23. Georges ARDISSON
9. Michel CALVO	24. Nadia AKIL
10. Mylvia HOUGUET	25. Mickaël DIORE
11. Jean-Dominique DELAVEAU	26. Christian ASSAF
12. Tasnime AKBARALY	27. Mikel SEBLIN
13. Hervé MARTIN	28. Nicole MARIN-KHOURY
14. Radia TIKOUK	29. Charles SULTAN
15. Françoise BOUTET-WAISS	30. Véronique BRUNET

Article 3 : La liste des représentants du personnel au sein du Comité Technique est la suivante :

Liste des représentants du personnel	
Membres titulaires (15)	Membres suppléants (15)
1. Elian BOURGADE	31. Patricia ANTHERIEU
2. Céline EDOUARD	32. Hakim SERRI
3. Yannick NAVARRETE	33. Sophie DUMONS
4. Mélanie MONDILLON	34. Bruno CATALANO
5. Thomas BIBET	35. Sophie FOURCADIER
6. Eric DURANTEAU	36. Marie-Ange SARAIVA
7. Claudine HEBERT	37. Philippe FLORI
8. Virginie PASCAL	38. Déborah BASTIDE
9. Romain BLANES	39. Yannick PAVIE
10. Cécile JOURDAN	40. Julien SPECQ
11. Gérard CARO	41. Franck BALLUET
12. Dominique MENDEZ	42. Yassir LAALAMI
13. Aline DELACHAPELLE	43. Nicolas JEANJEAN
14. Patricia PIRON	44. Isabelle CLARAC
15. Philippe LAVAL	45. Samia SIAGHI

Article 4 :

Le Président du Comité Technique est Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville de Montpellier.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 févr. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182405-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Habitat Parcours Résidentiels

Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Arrêté portant sur l'établissement d'accueil
régulier collectif et familial JOSEPHINE BAKER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code de la Santé Publique, notamment les articles L2324-1 à L2324-4 et R 2324-16 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal de Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, Déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;
- **VU** l'arrêté n°2535/170-2012 du 8 novembre 2012 autorisant l'ouverture au public de l'établissement d'accueil régulier collectif et familial « Joséphine Baker » ;
- **VU** la délibération n°2015/321 du 23 juillet 2015 confiant la gestion de la crèche municipale Joséphine Baker à la société « People & Baby » dans le cadre d'une délégation de service public ;
- **VU** l'avis technique délivré par la Direction de la Protection Maternelle Infantile du Conseil Départemental en date du 16 juillet 2021 ;

CONSIDERANT :

- que la gestion en délégation de service publique de la crèche « Joséphine Baker » par la société « People & Baby » nécessite un changement de personnel au sein de la Direction de la crèche.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement d'accueil régulier collectif et familial municipal « Joséphine Baker » est autorisé à fonctionner à compter du 14 janvier 2022 dans les locaux situés 164 rue Jean Prat – 34070 Montpellier, pour une capacité d'accueil de 69 places :

- 60 places en accueil collectif régulier du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus
- 9 places en accueil familial lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus

ARTICLE 2 : La direction de la structure est assurée par Madame Elodie DIOP, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

La fonction de directrice adjointe est assurée par Madame Véronique CLARKE, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la Directrice Générale déléguée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 févr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 21 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181658-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 févr. 2022 - Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Festivités Mardi Gras
**Mesures relatives au maintien de la sécurité,
salubrité et tranquillité publiques**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7
- **VU** le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- **VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- **VU** le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 2020-0959 du 27 août 2020 relatif à la réglementation de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- **CONSIDERANT** les bilans de la police municipale et de la police nationale faisant état des débordements et dégradations récurrents à l'occasion des carnivals dits « Carnaval des Gueux », notamment ceux du 4 mars 2014, du 17 février 2015, du 09 février 2016, du 28 février 2017, du 13 février 2018, du 5 mars 2019 ;
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritux, bris de verre, bouteilles, et les brulages à l'effigie de Monsieur Carnaval ;
- **CONSIDERANT** par ailleurs que le tir de feux d'artifice sur voie publique sans autorisation et que les jets de pétards dans la foule et sur les forces de l'ordre sont constatés dans ces circonstances et sont susceptibles de causer des blessures sérieuses à de nombreuses personnes

Arrête :

Article 1 :

Sont interdits du mardi 1^{er} mars 2022 à partir de 18h00, jusqu'au mercredi 2 mars 2022 à 05h00 :

- Les rassemblements et les occupations du domaine public qui ne sont pas dument autorisés,
- La consommation et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- La vente de boissons alcoolisées à emporter,
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants,
- La détention et l'usage de pétard ainsi que le tir de feux d'artifice sur la voie publique,
- L'utilisation de tous matériels roulant de type caddie ou autres pour transporter des matériaux inflammables ou matériaux pouvant provoquer des risques d'incendie.

- **par ailleurs il est fait obligation de retirer les containers de la voie publique -**
dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Secteur Grand Centre : « Ecusson – Beaux-Arts - Plan Cabanes - Gares »

Rue du Pont de Lattes – Avenue Henri Frenay - Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre – Avenue de Nîmes – Rue Yéhudi Ménuhin – Rue de la Substantion – Rue de la Cavalerie – Rue Proudhon – Rue Marie Caizergues – Rue Moquin Tandon – Place Marcel Godechot - Avenue de Chancel - – Rue Auguste Broussonnet – Rue de la Sauzède - Rue du Faubourg Saint-Jaumes – Rue Gerhardt – Rue Doria – Rue Saint Louis – Place Leroy Beaulieu - Rue Guillaume Pellicier – Place Salengro – Boulevard Renouvier – Place du 8 mai 1945 – Avenue Georges Clémenceau - Place Saint Denis - Rue du Grand St Jean – Place de Strasbourg – Boulevard de Strasbourg – Place Carnot.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 févr. 2022

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 24 févr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-184293-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 févr. 2022 -Réception en Préfecture : 24 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan périmètre

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Carnaval du 1er mars 2022- Fermeture exceptionnelle anticipée de certains parcs et squares

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDERANT** le public attendu à l'occasion de cette manifestation ;
- **CONSIDERANT** les dégradations et troubles à l'ordre public identifiés lors des éditions précédentes ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de garantir les interventions des services de secours ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à une fermeture anticipée de certains parcs et squares pour le bon déroulement de la manifestation ;

Arrête :

Article 1er :

Les parcs et squares dont la liste suit, seront soumis à une fermeture anticipée à **18h00 le mardi 1^{er} mars 2022** à l'occasion du Carnaval des Gueux :

Promenade Royale du Peyrou	Rue François Franque	Centre
Square Planchon	Rue de la République, Rue Pagézy, rue Maguelone	Centre
Square Louis Boffet	Rue Lallemand	Centre
Square de la Tour des pins	12 Boulevard Henri IV	Centre
Square Renaudot	12 Boulevard Pasteur	Centre
Plan Cavaillé Coll	Rue de la verrerie basse	Centre
Parc de la Maison des Relations Internationales	Descente En Barrat	Centre

Square Intendance du Languedoc	227 rue d'Aigrefeuille	Centre
-----------------------------------	------------------------	--------

Article 2 :

L'ouverture et la fermeture des parcs reprendront aux horaires habituels le **mercredi 2 mars** à compter de 8h.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 28 févr. 2022

Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 28 févr. 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.